

## France-Maroc : raison d'Etat

TOUT est bien qui finit bien ? M. Abdelmoumen Diouri est arrivé à bon port, vendredi 21 juin. Les autorités gabonaises, qui l'ont reçu à Libreville, lui ont offert un « hébergement sûr ». L'expéditeur de cet encombrant colis, M. Philippe Marchand, ministre français de l'intérieur, qui a agi, bien évidemment, sur instructions, s'est dit convaincu que l'opposant marocain ne courait aucun risque dans un pays qui se vante d'avoir une « longue tradition dans le domaine de l'accueil des réfugiés politiques ».

Les responsables français affichent leur bonne conscience en s'abritant derrière le paravent de la « nécessité impérieuse », variante de la raison d'Etat, arguant du fait que M. Diouri entretenait des relations « constantes » et douteuses avec des extrémistes arabes de tout bord, palestiniens, libanais et irakiens. Avec un bel aplomb, M. Mitterrand a confirmé, vendredi, à Issoudun, que « tout réfugié politique auquel l'asile sera accordé parce que c'est un vrai réfugié politique peut vivre en paix en France... ».

M. DIOURI se serait-il comme un « mauvais réfugié politique », abusant de l'hospitalité française ? Il aurait donc fallu dix-sept ans aux fins limiers de la Place Beauvau pour s'en rendre compte ? Et, si tant est que cette découverte ne soit pas sans consistance, serait-il la seule exil politique à ne pas respecter l'obligation de réserve ? Les autorités tunisiennes, par exemple, ne se sont-elles pas récemment étonnées que des islamistes en vue lancent, depuis Paris, des appels à l'insurrection armée sans que le gouvernement français ne paraisse partager leur émotion ?

L'opposant marocain aurait-il été expédié, manu militari, sous les tropiques, s'il n'était l'auteur d'un brûlot, à paraître, à l'automne, aux éditions L'Harmattan, dans lequel il se demande « à qui appartient le Maroc ? » Si les autorités françaises n'ont pas les moyens d'interdire la parution de ce livre, elles ont empêché, en tout cas, son auteur de le défendre sur place.

C'EST le moins que le gouvernement s'estime en mesure de faire pour désamorcer la royale colère de Hassan II. L'an dernier, lors de la sortie de l'ouvrage de Gilles Perault « Notre ami, le roi », le souverain chérifien qui tient bien en mains les rênes du pouvoir mais n'accepte pas la moindre critique contre sa personne, avait accusé Paris d'avoir laissé la bride sur le cou aux médias français pour commenter cet événement politico-littéraire...

Quels sont les termes du marchandage auquel s'est livré le ministre de l'intérieur ? L'entourage de M. Diouri n'a peut-être pas tout à fait tort de penser que l'écriture marocaine a servi de « monnaie d'échange ». Ce n'est un secret pour personne, en effet, que, dans les milieux de l'immigration marocaine en France, Hassan II jouit, à distance, d'un certain poids dont il pourrait user pour aider, un tant soit peu, à rétablir le calme dans les banlieues.

Reste surtout que les intérêts économiques de la France, premier partenaire commercial du Maroc, où vivent près de 30 000 ressortissants français, pèsent lourd dans la balance. Paris s'est donc cru obligé de ménager Hassan II...

(lire page 3 l'article d'ÉRIC INCYAN)

M0146 - 0624 - 6.00 F



## M. Ratsiraka face à la contestation

# La crise s'aggrave à Madagascar

Devant un mouvement de contestation qui ne cesse de s'amplifier depuis une dizaine de jours, le pouvoir souffle le chaud et le froid. Le président Ratsiraka a commencé à rencontrer des dirigeants de l'opposition, mais le gouvernement a laissé entendre, vendredi 21 juin, qu'il pourrait employer la manière forte pour mettre un terme aux manifestations. Alors que l'idée de conférence nationale prônée par les contestataires est toujours refusée, ce durcissement a encore fait monter la tension dans la capitale, Antananarivo (ex-Tananarive).

### ANTANANARIVO

de notre envoyé spécial  
« Il faut craindre le pire. » Le pasteur Josuah Rakotonirainy, membre du puissant Conseil des églises chrétiennes de Madagascar (CEKIM), a annoncé la nomination d'un « gouvernement provisoire » composé de vingt-neuf membres mais sans mentionner les attributions de chacun.

autrefois marxiste, de l'AKFM-Renouveau, qui a quitté, en 1989, la majorité présidentielle pour rejoindre les rangs de l'opposition, a annoncé la nomination d'un « gouvernement provisoire » composé de vingt-neuf membres mais sans mentionner les attributions de chacun.

Dans la soirée, la télévision malgache a brusquement interrompu ses programmes pour permettre au ministre de l'Information, M. Jean-Claude Rahaga, de lire deux communiqués qui traduisent un raidissement du pouvoir devant la contestation permanente à laquelle il doit faire face.

JEAN HÉLÈNE

Lire la suite page 5

## Pour combattre le chômage des jeunes

# M. Mitterrand veut adapter l'école aux besoins des entreprises

M. François Mitterrand a lancé, vendredi 21 juin à Issoudun (Indre), un appel à la « mobilisation générale des énergies et des compétences » pour adapter les formations à l'emploi et tenter, ainsi, de faire face aux défis du chômage. Cet effort nécessite, à ses yeux, une profonde « déconcentration » de l'éducation nationale, qui doit pouvoir s'adapter aux réalités du terrain. Mais il suppose également que les

entreprises s'engagent beaucoup plus fortement dans le système de formation : « Les entreprises doivent définir clairement les qualifications dont elles ont besoin. [...] Au vu de ce recensement, l'éducation nationale, des partenaires sociaux, des représentants des employeurs et des élus doivent définir le contenu des formations à adapter ou à créer », a-t-il précisé.

Décidément, la France entretient, avec son école, des relations passionnées. Un jour, elle attend tout d'elle, renforce ses missions, la charge de conduire 80 % d'une génération au niveau du baccalauréat et de doter chaque jeune d'un diplôme professionnel minimum, bref du bagage nécessaire pour trouver un emploi.

Le lendemain, elle lui reproche avances et incuries, lui fait porter le chapeau du chômage des jeunes, lui envoie à la figure ses lourdeurs, ses lenteurs ou l'inadaptation de ses formations aux besoins des entreprises.

A ce jeu, l'école fonctionne, plus que jamais, comme le miroir grossissant des mutations, des attentes, des blocages de la

société française. Et, singulièrement, de la gauche socialiste. En décrétant, vendredi 21 juin à Issoudun, la « mobilisation générale des énergies et des compétences » pour adapter la formation à l'emploi et faire face, ainsi, au défi du chômage, M. Mitterrand vient d'en fournir une nouvelle preuve.

C'est en effet la troisième croisée qu'il lance, en dix ans, sur la terrain de l'éducation.

La première fut celle, un brin surréaliste avec le recul, du « grand service public, unifié et laïque de l'éducation », portée par les cent dix propositions du candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1981. Il fallut quatre ans de désillusions et de rancœurs, un million de manifes-

tants dans les rues de Paris, au nom de la « liberté », et une crise gouvernementale pour enterrer ces vieilles lunes.

La seconde, qui d'une certaine manière s'achève, fut celle des 80 % de jeunes amenés au niveau du baccalauréat et au seuil de l'université. Lancée en 1985, mobilisant et bousculant tout le système éducatif, elle relevait d'une double ambition.

Ouvrir, tout d'abord, au plus grand nombre les portes de la formation, démocratiser l'accès au savoir et noyer, sous la masse, l'élitisme scolaire et social qui façonne la société française.

GÉRARD COURTOIS

Lire la suite page 7

## Un entretien avec M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou

« Nous avons intérêt à aider l'Union soviétique »  
nous déclare le ministre des affaires européennes

A une semaine du conseil européen de Luxembourg et à trois semaines du sommet des sept pays les plus industrialisés, M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou, ministre déléguée chargée des Affaires européennes, fait le point, dans un entretien au « Monde », sur les problèmes du continent. Elle estime notamment qu'il faut s'en tenir au calendrier de l'Union économique et monétaire et de l'Union politique - tel qu'il a été fixé par les Douze - et que l'Occident « a intérêt à aider l'URSS ».

« Êtes-vous satisfaite de l'avancée des négociations sur l'union économique et monétaire ? Ne craignez-vous pas une sorte d'alliance de la lenteur entre Bonn et Londres ? »

« D'abord, permettez-moi de rappeler dans quel ensemble se situe l'union économique et monétaire. Depuis le traité de Rome, en 1957, nous faisons l'Europe des marchandises. Avec l'acte unique, en 1985, nous avons décidé d'organiser la liberté de circulation, à l'intérieur de la Communauté européenne, des personnes, des marchandises, des services et des capitaux. L'an dernier, le président de la République et le

chancelier Kohl ont proposé à leurs partenaires une nouvelle avancée : que cette Europe économique déjà largement réalisée se dote d'une monnaie unique ainsi que d'une politique étrangère et, à terme, d'une défense commune.

« Voilà pour le panorama général. Ce sont des objectifs très ambitieux qui, s'ils se réalisent, feront de l'Europe des Douze une vraie puissance sur tous les plans. Je reviens à votre question spécifique.

Propos recueillis par  
JACQUES AMALRIC  
JEAN-PIERRE LANGELELLIER  
et ÉRIC LE BOUCHER

Lire la suite page 4

## Le débat sur l'immigration



Lire nos informations pages 7 et 8

### La fin du congrès de Florence

## Vaccin anti-sida : le scepticisme des chercheurs

Près de huit mille médecins et chercheurs ont participé à la septième conférence internationale sur le sida qui s'est achevée, vendredi 21 juin, à Florence. Consacrée aux recherches en cours sur le vaccin, la dernière journée a témoigné d'un grand scepticisme des spécialistes. Onze vaccins sont en cours d'expérimentations sur l'homme, mais la plupart sont préparés à partir d'une seule souche de virus. Or les chercheurs n'excluent pas, du fait de la grande variabilité génétique du virus, la nécessité de devoir mettre au point non pas un, mais des vaccins différents contre le sida.

Lire en page 24 l'article de FRANCK NOUCHI

## THIERRY BRETON LA DIMENSION INVISIBLE

LE DÉFI DU TEMPS ET DE L'INFORMATION

THIERRY BRETON  
LA DIMENSION  
INVISIBLE  
LE DÉFI DU TEMPS  
ET DE L'INFORMATION



EDITIONS  
ODILE JACOB

LES IDÉES QUI FONT AVANCER LES IDÉES

### Un succès de M. Gorbatchev

Les conservateurs mis en échec au Soviet suprême page 6

### « Grand-jury RTL-le Monde »

M. Jacques Santer, premier ministre du gouvernement luxembourgeois, invité dimanche à partir de 18 h 30

### Le nouveau code pénal à l'Assemblée nationale

Le harcèlement sexuel sera passible d'une peine d'emprisonnement page 9

### Les investisseurs japonais à la conquête de l'Indochine

Diplomates et chefs d'entreprise nippons redoublent d'activité dans la péninsule page 21

### L'Académie française a reçu M. José Cabanis

pages 11 à 14

### HEURES LOCALES

Miracles et mirage de la thalassothérapie ■ La Provence interroge ses habitants ■ Des maires restaurent leurs calvaires ■ L'Essonne aide les PME à exporter ■ La région Rhône-Alpes consulte ses élus par référendum ■ Le contentieux de l'urbanisme

pages 17 et 20

Le sommaire complet se trouve page 24

**Le Monde**  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
630 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »  
« Association Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. Jacques Lesourne, gérant.

**Le Monde**  
PUBLICITE

Jacques Lesourne, président  
Françoise Huguet, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-72-72  
Tél. : MONDIPUB 634 128 F  
Tél. : 40-62-09-75 - Service filaire  
du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Imprimerie  
du « Monde »  
12, r. M.-Grosbois  
94852 IVRY CEDEX (1991)

Reproduction interdite de tout article  
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-23-33

**LE MONDE TÉLÉMATIQUE**  
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS non membres CDE etm
3 mois	480 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER :  
par voie aérienne (tarif sur  
demande).  
Pour vous abonner  
RENVOYEZ CE BULLETIN  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
36-15 LEMONDE  
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires : nos abonnés sont invités  
à formuler leur demande deux  
semaines avant leur départ, en indi-  
quant leur numéro d'abonné.

**BULLETIN  
D'ABONNEMENT**

**DURÉE CHOISIE**  
3 mois 6 mois 1 an

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_

Je soussigné(e) reconnais avoir lu et  
accepté les conditions d'abonnement  
et de distribution du journal.

111 MON 03

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lesourne, gérant  
Bruno Fraipont, directeur de la rédaction  
Philippe Dupuis, directeur de la gestion  
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jacques Amblat  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Forensic  
Philippe Herremann  
Jacques-François Simon

Daniel Vermet  
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Foccart (1969-1982)  
André Laurens (1982-1989)  
André Fontaine (1989-1991)

## DATES

Il y a cinquante ans

# L'invasion de l'URSS

L'IDÉE de faire la guerre à l'URSS était déjà dans *Mein Kampf* : « Si l'on veut de la terre et du sol, cela ne peut se faire qu'aux dépens de la Russie : alors le nouveau Reich doit se mettre à nouveau en marche le long de la route des chevaliers teutoniques pour donner, avec l'épée allemande, un sillon à la charrue allemande, et, à la nation, son pain quotidien. »

Longtemps, pourtant, Staline n'avait pas pris Hitler au sérieux : les sociaux-démocrates, les « sociaux-traitres » étaient à ses yeux plus dangereux que les nazis. Mais c'est en vain que, une fois ceux-ci au pouvoir, il tenta de s'aboucher avec eux. Du coup, il fit entrer l'URSS à la SDN, conclut un pacte d'assistance mutuelle avec la France, poussa le PC, devenu PCF, à soutenir la politique de défense nationale du gouvernement Laval, multiplia par huit, en deux ans, les crédits militaires, enfin fit exécuter en 1937, sous l'accusation de trahison, le maréchal Toukhatchevski, vice-commissaire du peuple à la défense, en compagnie de treize des quinze commandants de région et de trente-cinq mille officiers. Le crime dont ils étaient accusés avait été inventé de toutes pièces par les services allemands, trop contents de voir décapiter grâce à leur manœuvre l'état-major adverse, tandis que s'accroissait un peu partout l'idée qu'on ne pouvait décidément pas compter sur l'armée rouge.

### La réponse du berger à la bergère

Munich s'inscrit dans la même perspective de préparation de la guerre à l'Est. Certains apprentis sorciers à Paris ou à Londres avaient à peine caché, à cette occasion, leur désir de voir Allemands et Soviétiques s'entre-tuer. Le berger Staline répondit à ces bergères en prenant à Berlin les contacts qui allaient conduire au pacte de non-agression d'août 1939 et au partage de la Pologne. Il faut lui rendre cette justice qu'il avait prodigué les avertissements aux Occidentaux : mais personne, ou presque, n'y avait pris garde.

Les mots ne lui coûtaient pas cher : il en fut prodigue, n'hésitant pas à célébrer, après la chute de Varsovie, l'amitié germano-soviétique « scellée dans le sang » et à faire féliciter Hitler pour la prise de Paris. Lui, pendant ce temps, achevait de mettre la main sur les États baltes et arrondissait, aux dépens de la Roumanie, la sphère d'influence qu'il s'était fait reconnaître par les accords de 1939. Hitler en fut, au dire de son ministre des affaires étrangères, « stupéfait ». Déçu de voir Londres rester sourd à ses appels à une paix de compromis, il déclara à ses généraux, le 30 juillet 1940 : « Si nous écrivons la Russie, la dernière planche de salut de l'Angleterre sombre avec elle... Elle doit donc être liquidée. Le plus tôt sera le mieux. Date prévue : printemps 1941. »

Avant de passer aux actes, cependant, il laissa Ribbentrop tendre une dernière carotte au Kremlin. C'est ainsi que Molotov débarqua à Berlin, le 10 novembre, pour discuter d'une « délimitation des intérêts des deux peuples à l'échelle mondiale ». Le « président du conseil des commissaires du peuple », également détenteur du portefeuille des affaires étrangères, n'avait peur de rien. Rencontrant Hitler en personne, il lui réclama le retour de la Finlande à l'URSS, une sorte de protectorat sur la Bulgarie et « quelque chose qui ne fut pas sur le papier » pour garantir aux bateaux soviétiques le libre passage des détroits.

Le maître du Reich n'était pas précisément habitué à ce qu'on lui parlât sur ce ton. S'étant ainsi vu confirmé dans son opinion que Staline était « un maître chanteur aux exigences insatiables », il décida sur-le-champ que « la Russie devait être réduite à merci le plus vite possible ». Trois semaines plus tard, il rédigeait la « directive n° 21 », donnant ordre à la Wehrmacht de l'« écraser en une brève campagne » dont la date de déclenchement allait être fixée au 15 mai 1941. Ce sera l'opération « Barbarossa », ainsi baptisée d'après le surnom de l'empereur médiéval Frédéric I<sup>er</sup> de Hohenstaufen, dont la légende voulait qu'il fût endormi quelque part en Thuringe jusqu'au jour où il ressusciterait pour rendre à l'Allemagne toute sa gloire passée.

Le Gensek, le secrétaire général, ne se

doutait de rien. Au début de janvier encore, Molotov allait signer avec l'ambassadeur du Reich un protocole secret aux termes duquel Berlin renouait, contre 7 millions et demi de dollars-or, à toute prévision sur le sud de la Lituanie. Un mois plus tôt, il avait informé Ribbentrop que Moscou acceptait ses propositions de partage du monde, sous réserve d'un certain nombre de concessions supplémentaires.

L'adhésion, suivie de son occupation par la Wehrmacht, de la Roumanie au pacte

transférer trois des cinq divisions blindées de Roumanie en Pologne méridionale. Dès qu'ils apprirent la révolution serbe, ils décommandèrent ce mouvement. Votre Excellence appréciera sans peine la signification de ces faits. »

Ces « faits » n'étaient pas précisément isolés. Au témoignage de l'historien soviétique Alexandre Nekritch, auteur, sous Khrouchtchev, d'une *Armée rouge assassinée* (1) qui lui valut d'être exclu du parti, c'est tous les jours que Staline trouvait sur sa table



triparti germano-italo-japonais (ex-pacte « anti-Komintern ») allait certes susciter de sérieuses inquiétudes au Kremlin, mais celui-ci, paradoxalement, se rassura lorsque cette opération fut répétée, quelques semaines plus tard, en Bulgarie, Berlin affirmant qu'elle n'avait d'autre objet que d'empêcher une intervention des Britanniques en Grèce, où l'agression italienne, déclenchée en octobre 1940, marquait le pas.

Hitler était effectivement déterminé à prêter main-forte sur ce front à son ami Mussolini, qui avait surestimé l'ardeur de ses troupes. Il ne se doutait pas qu'il allait compromettre ainsi ses chances de vaincre l'URSS. Pour frapper la Grèce, il lui fallait en effet traverser la Yougoslavie. Convoqué en catastrophe à Berchtesgaden, selon une méthode éprouvée, le prince-régent Paul accepta certes tout ce qui lui était demandé. Mais un groupe d'officiers le déposa purement et simplement le 26 mars 1941 et, avec la caution du jeune roi Pierre II, alors âgé de dix-huit ans, dénonça les accords passés avec le Reich. Le Führer, fou furieux, déclara à ses généraux : « Il n'y aura ni pourparlers diplomatiques ni préservation d'ultimatum : la Yougoslavie sera écrasée avec une rigueur implacable. » Et, du coup, il reporta de quatre semaines, qui allaient devenir cinq, l'assaut contre l'URSS, donnant ainsi toutes ses chances à celui qui, après avoir vaincu Napoléon, allait le vaincre à son tour : le général Hiver.

### Il n'est pire sourd...

Quelques jours plus tard, Churchill adressait à Staline le message suivant, reproduit dans ses *Mémoires* : « J'ai reçu d'un agent de confiance le renseignement certain que, lorsque les Allemands eurent tenu la Yougoslavie dans leurs filets, ils commencèrent à

des rapports de ses diplomates, de ses services de renseignement ou de gouvernements étrangers faisant état des préparatifs allemands : on ne concentre pas sans se faire remarquer 153 divisions, pour ne pas parler des unités finlandaises, roumaines, slovaques, hongroises et espagnoles, avec 600 000 véhicules, 3 680 blindés, 7 184 pièces d'artillerie et 2 740 avions. A elle seule, la multiplication des violations de l'espace aérien soviétique aurait dû suffire à mettre la puce à l'oreille du plus distraité. Le commandement de l'armée rouge s'inquiétait d'ailleurs de plus en plus, et un certain nombre de mesures de précaution furent prises à son initiative. Mais le propre des esprits tordus est que, à force de chercher à la parole le plus franche une explication sournoise, ils ont du mal à regarder la vérité en face.

Staline se posait certes des questions : à preuve le fait qu'il ait pris lui-même, le 6 mai, la direction du gouvernement. Mais de nombreux récits montrent que ce qu'il redoutait en réalité, c'était une « provocation ». Churchill, dont il n'avait jamais oublié l'attitude très favorable, en 1919, à l'intervention alliée dans la guerre civile russe, n'avait-il pas tout intérêt à jeter l'Allemagne contre l'URSS ? L'ambassadeur du Reich à Moscou, que Hitler, par mesure de précaution, avait laissée dans l'ignorance de ses intentions, n'avait-elle pas reçu instruction d'attribuer aux manœuvres de la perfide Albion toutes les rumeurs qui couraient sur une imminente attaque de la Wehrmacht ? La spectaculaire arrivée en Ecosse, un soir de mai, en la personne de Rudolf Hess, d'un haut dignitaire nazi venait nourrir à point nommé les soupçons de ceux qui redoutaient que Londres et Berlin ne se réconcilient sur le dos des Soviétiques.

Toujours est-il que, pour le Géorgien, rien n'était plus important, dans ce climat, que de se montrer aimable envers Hitler. Il

accepta soudain un projet de délimitation de la frontière lituanienne qu'il avait longtemps refusé. Il déclara publiquement à l'ambassadeur d'Allemagne et à son attaché militaire : « Nous devons rester amis, vous devez désormais tout faire en ce sens... Nous resterons vos amis contre vents et marées. »

Le 13 juin encore, l'agence Tass publiait un communiqué faisant état de « l'absurdité manifeste » (sic) des rumeurs sur l'imminence d'une guerre germano-soviétique, rumeurs attribuées « à une grossière manœuvre de propagande des forces coalisées contre l'Union soviétique et l'Allemagne ».

Et surtout il accéléra les livraisons de pétrole et de blé à destination du Reich. Peine perdue. Un dernier train, chargé à craquer, traversa la ligne de démarcation, à minuit, dans la nuit du 21 au 22 juin. A 3 h 45, c'est l'Apocalypse, au jour exact annoncé huit jours plus tôt, de Tokyo, par l'agent soviétique Sorge, dont notre vieil ami Robert Guillaud a raconté l'histoire (2). Hitler fit tirer Mussolini du lit pour l'informer de la nouvelle, ajoutant que l'association avec l'URSS lui avait souvent « lourdement pesé » et qu'il se sentait désormais « quitte de ses souffrances morales ».

### Un terrible choc

Staline, pendant plusieurs heures, s'obstina à croire qu'il s'agissait d'une provocation. Il interdit à ses troupes d'y répondre, comme à ses avions de prendre l'air. Ce n'est que le soir que les commandants de front furent autorisés à lancer des contre-offensives, alors que les énormes pertes subies du fait de ces consignes suicidaires les avaient déjà rendues impossibles. Effondré, le futur maréchal se terra pendant des jours, laissant Molotov appeler ses concitoyens à lutter contre l'invasisseur. Ils ignoraient l'un et l'autre que Hitler avait invité ses troupes à ne pas respecter les lois de la guerre et que des commandos spéciaux allaient être chargés, immédiatement derrière les combattants, de liquider juifs et communistes.

L'URSS mettra très longtemps à se relever du choc initial subi, et Staline cherchera un moment, par l'intermédiaire de Beria et de la Bulgarie, puis par celui d'Alexandra Kollontai, son ambassadrice à Stockholm, à conclure une paix de compromis avec Berlin.

C'est que sa victoire finale, au début, était rien moins qu'acquise. Il a fallu, pour la rendre possible, l'addition d'une série de facteurs : d'abord, bien sûr, le formidable courage manifesté par un peuple qui allait perdre près de vingt millions de siens dès lors qu'il fut clair qu'il se battait non pour une idéologie mais pour le sol même de la patrie, face à un envahisseur aux yeux de qui slave était un autre mot pour esclave ; le fait que Staline ait rapidement compris que pour rallier la population il lui fallait exalter au maximum non pas le communisme mais la « sainte Russie » ; l'aide massive des États-Unis et de la Grande-Bretagne ; le retard déjà signalé pris, du fait du coup d'État yougoslave, dans le déclenchement de l'opération Barbarossa ; et enfin la présomption de Hitler qui croyait venir à bout de son ennemi en quatre semaines et n'avait donc prévu pour ses troupes aucun équipement d'hiver.

Mais sa plus grande erreur fut peut-être d'avoir imposé à ses généraux, qui ne révélaient que de marcher sur Moscou, une double offensive sur les ailes de leur dispositif, en direction des deux villes dont les noms lui parvenaient symboliser le mieux le régime qu'il voulait abattre : Stalingrad et Leningrad.

C'est là que la vague brune allait finalement, comme chacun le sait, se briser sur la formidable résolution des hommes. Qui se serait alors douté que la première de ces deux villes serait débaptisée par un des premiers successeurs de Staline, et que ce sont ses propres habitants qui décideraient, un demi-siècle après un siège interminable, de rendre à Leningrad son vieux nom, son nom allemand, de Saint-Petersbourg ?

ANDRÉ FONTAINE

1. Traduction française aux éditions Grasset, 1968.  
2. L'Espion qui sauva Moscou, Éditions du Seuil, 1981.

Vive controverse  
du réfugié po

Les États-Unis ne reçoivent  
une Slovanie « ind

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

JACQUES  
SANTER

PREMIER MINISTRE DU GRAND DUCHÉ DU LUXEMBOURG

animé par  
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON  
et Philippe LEMAITRE (Le Monde)  
Pierre-Marie CHRISTIN  
et Janine PERRIMOND (RTL)

en direct sur

RTL

مكتبة القاهرة



# ÉTRANGER

•• Le Monde •• Dimanche 23 - Lundi 24 juin 1991 3

Les relations entre Paris et Rabat

## Vive controverse autour de l'expulsion vers le Gabon du réfugié politique marocain Abdelmoumen Diouri

M. Abdelmoumen Diouri, l'opposant marocain qui a été expulsé, jeudi soir 20 juin, de France vers le Gabon, « n'est pas en état d'arrestation mais est simplement interrogé », a déclaré, vendredi, M. André Mba Obame, ministre gabonais des droits de l'homme.

« Pour des raisons de sécurité, on ne peut pas dire où il se trouve mais il est bien arrivé », a-t-il ajouté, précisant que le gouver-

nement lui cherchait un « hébergement sûr ». L'expulsion de M. Diouri, qui doit publier, à la rentrée, un livre, intitulé *A qui appartient le Maroc?*, était, selon un communiqué du ministère de l'intérieur, « une nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat ».

M. Philippe Marchand a estimé, de passage en Dordogne, que la sécurité de l'écrivain n'était aucunement menacée au Gabon, pays

qui entretient des relations très étroites avec le Maroc.

Cette mesure d'expulsion a provoqué stupéfaction et indignation dans le monde des organisations humanitaires. La section française d'Amnesty International a « insisté auprès des autorités françaises pour qu'elles obtiennent des autorités gabonaises toutes les garanties quant à la sécurité » de M. Diouri.

Par ailleurs, plusieurs associations et syndicats, parmi lesquels la Ligue des droits de l'homme, SOS-Racisme, la CIMADE, la FEN, les Verts et la CGT, ont appelé à manifester, le lundi 24 juin, à 18 heures, à Paris, de la place Saint-Augustin au ministère de l'intérieur, pour inviter le gouvernement à « rapporter, sans délai, cette mesure ».

Le dossier rassemblé par la police française contre M. Abdelmoumen Diouri suffisait largement, selon le ministère de l'intérieur, à justifier son expulsion vers le Gabon, jeudi soir 20 juin. Cette décision relève essentiellement de la raison d'Etat, selon les proches de l'opposant au régime d'Hassan II et les organisations de défense des droits de l'homme.

Dans un communiqué, le ministère de l'intérieur a assuré que cette mesure était « une nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat ». Le porte-parole du Quai d'Orsay a ajouté de son côté, que l'expulsion « s'est faite en plein accord avec le ministère des affaires étrangères » et que l'asile politique « implique un devoir de réserve qui ne met pas en péril les relations extérieures de la France ».

Refugié politique en France depuis 1974, M. Diouri avait été condamné à mort au Maroc, en 1964, pour complot contre Hassan II. Ce dernier l'avait amnistié l'année suivante. M. Diouri était surveillé de près par la police française et les services secrets (DGSE et DST). Lui sont reprochées des « intimités avec des groupes et des puissances étrangères, qui sont de nature à troubler la sécurité publique et à nuire aux intérêts de la France ».

Sont ainsi visés, primo, des contacts répétés avec les services secrets libyens, notamment à Tripoli. Secundo, un voyage à Bagdad pendant la guerre du Golfe, pour rencontrer des responsables irakiens de haut niveau. Tertio, des rapports avec certains groupes palestiniens, notamment le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habbache. A plusieurs reprises, les policiers auraient

demandé à M. Diouri de mettre fin à ces activités. D'autre part, le ministère de l'intérieur indique que des sommes d'argent « considérables et injustifiées, venant de l'étranger » ont alimenté les comptes bancaires de l'opposant.

Jeudi 13 juin, une semaine avant l'expulsion, le ministre marocain de l'intérieur et de l'information, M. Driss Bassri, avait rencontré, à Paris, son homologue français, M. Philippe Marchand. L'entretien avait notamment porté sur l'interpellation de trois ressortissants marocains à l'occasion des incidents de Mantes-la-Jolie (Yvelines), et, plus généralement, sur le problème des jeunes Marocains dans les banlieues.

**Tractions entre gouvernements**

Des proches de M. Diouri croient savoir que des tractions auraient été conduites entre les deux ministères afin d'infiltrer des Marocains dans les milieux maghrébins et de désamorcer les tensions sur le sol français. Ils rappellent que le roi Hassan II avait, au moment de l'affaire des foulards islamiques de Creil, fin 1989, donné des consignes à ses compatriotes afin que les adolescentes renoucent à porter leur voile.

D'où l'interprétation avancée par l'entourage de M. Diouri, celui-ci a été expulsé pour se concilier les bonnes grâces du souverain chérifien, un an après la publication, aux éditions Calimard, du livre de Gilles Perault, *Notre ami le roi*, qui, dénonçait les violations des droits de l'homme dans le royaume. M. Denis Pryn, directeur des éditions L'Harmattan, qui doivent publier, à la rentrée,

l'ouvrage de M. Diouri - *A qui appartient le Maroc?* - est, quant à lui, formel : « La DST a fait pression sur M. Diouri pour qu'il ne publie pas ce livre contenant des données économiques sur la fortune de la monarchie chérifienne. » Cette information est démentie au ministère de l'intérieur, où l'on affirme que le livre en question pourra être édité et diffusé en France.

Sept policiers en civil attendaient M. Diouri devant son domicile de Neuilly, jeudi 20 juin. L'ancien compagnon de route de Mehdi Ben Barka avait été ensuite entendu dans les locaux de la DST, puis expulsé, selon « la procédure d'urgence absolue » (qui permet d'éviter une comparution devant une instance judiciaire), vers un pays qu'il n'avait pas choisi, le Gabon (1).

Son avocat, comme les associations humanitaires, craignent pour la sécurité de M. Diouri dans la mesure où le président gabonais, M. Omar Bongo, entretient des relations plus qu'amicales avec Hassan II, que sa garde personnelle est encadrée par des policiers marocains, et qu'il existe, entre les deux pays, une convention portant sur l'échange d'informations judiciaires, l'exécution des jugements et les conditions d'extradition.

ERICH INCIVAN

(1) Le 8 décembre 1987, à l'époque de la colonisation, quatre juifs et trois Tzars, sympathisants du mouvement d'opposition iranienne, les Moudjahidines du peuple, expulsés de France selon la même procédure d'« urgence absolue », ont été envoyés en Iran pour des raisons de sécurité nationale. Ils ont été dirigés vers le Gabon. Plusieurs d'entre eux avaient entrepris une place une gève de la faim de protestation avant d'être autorisés, le 13 janvier 1988, à revenir en France.

### Terrains, forêts, villas...

M. Abdelmoumen Diouri, l'écrivain marocain expulsé jeudi soir vers le Gabon, prétend dans son livre, *A qui appartient le Maroc?*, faire l'inventaire exhaustif de la fortune personnelle du roi Hassan II. Dans un entretien accordé en avril à l'hebdomadaire espagnol *Cambio 16*, il qualifiait son livre de « véritable bombe à retardement ».

Selon M. Diouri, le roi possède le quart des terres cultivées au Maroc, soit 1,5 million d'hectares, qu'il se serait approprié au moment de l'indépendance. « Quand les paysans marocains se sont présentés avec leurs titres de propriété après la fuite des colons, l'armée a tiré. Depuis, per-

sonne n'a osé réclamer ses biens », déclarait l'écrivain à *Cambio*. Dans son livre, M. Abdelmoumen Diouri décrit les activités de l'Omnium nord-africain (ONA), le principal groupe privé marocain, dirigé par des proches du roi. L'ONA a un domaine d'action des plus variés : vente d'or, d'argent, de cuivre, etc., dont 70 % des bénéfices vont au roi, affirme l'auteur. L'ONA touche également aux assurances, au tourisme, aux usines de voitures, aux transports, aux cosmétiques, à l'immobilier, contrôle 40 % des trois premières banques marocaines, etc. Le roi possède aussi, selon l'auteur, quelques biens à l'étranger :

2 000 hectares de forêt au Brésil, et un programme de développement touristique de construction de 2 000 villas, vendues 1 million de dollars chacune, à Orange County en Californie. M. Diouri accuse également le roi d'être « le plus grand trafiquant de drogue du monde occidental » et affirme même que le souverain cache dans son palais de Temara « l'un des plus grands laboratoires de transformation de pâte de cocaïne ». Enfin, il reproche au roi non seulement de s'enrichir mais aussi de mener son pays à la faillite. - (APJ)

## PROCHE-ORIENT

ISRAËL : à propos des falachas

### Relance d'une polémique fondamentale entre synagogue et kibboutz

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Manifestation, défilé devant le bureau du premier ministre, pas moins de huit motions de censure débattues à la Knesset (aucune n'aboutira), pugilat rhétorique à la télévision et dans les colonnes des journaux : la classe politique israélienne vient d'être mobilisée par un de ces psychodrames politico-religieux qui, à intervalle régulier, animent le débat public à Jérusalem.

Objet de ce fracas : les falachas, ces quelque 18 000 juifs éthiopiens acheminés en Israël au moment où s'effondrait, à Addis-Abeba, le régime du colonel Mengistu. Ceux d'entre eux qui avaient réussi à s'échapper, au milieu des années 80, avaient déjà été au centre d'une retentissante polémique. La Grand Rabbinat d'Israël les avait jugés « délégués » et entendait les « reconverter », suscitant leur humiliation, leur colère et leur refus obstiné. Cette fois, c'est leur ministre de tutelle, le rabbin ultra-orthodoxe Itzhak Peretz, chargé de l'intégration des nouveaux immigrants, qui provoque le scandale.

Lors d'un débat télévisé, le rabbin Peretz, d'origine marocaine, a tonné contre les « kibboutz athés » - « où les filles se promènent en shorts ultra-courts » -

et a annoncé qu'il entendait interdire qu'on y envoie les falachas. Il a accusé les kibboutzniks impies de « vouloir détourner les falachas de la Torah et des commandements, de chercher à les dépouiller de leur âme juive ».

Il a comparé le sort ordinairement fait aux falachas dans les kibboutz avec celui que connaissent les juifs marocains dans les années 50, des immigrés, a-t-il dit, qui furent « déracinés » dans une société à direction ashkénaze (juifs d'origine européenne), « forcés » à abandonner leurs valeurs traditionnelles par une classe dirigeante israélienne antireligieuse et socialisante et dont le kibboutz représentait, précisément, l'idéal.

**La gauche mobilise**

Vieux débat en Israël. Mais le rabbin Peretz est allé plus loin, accusant les kibboutz d'avoir « pourri » toute une génération de jeunes immigrants marocains devenus, selon lui, des délinquants. L'allégation a fait bondir les kibboutzniks et tous les spécialistes de la question : s'il est vrai que les prisons israéliennes sont peuplées de jeunes séfarades, il s'agit, parfois, des « écarts » du circuit des écoles religieuses ultra-orthodoxes ou, le plus souvent, de ceux des milieux les plus pauvres, victimes de la

carence de l'encadrement public, mais en aucun cas des jeunes passés par le kibboutz.

En quelques mots, le rabbin Peretz a ravivé des plaies mal refermées et un double antagonisme : séfarades-ashkénazes et laïcs-religieux. Il a réanimé la menace d'un « Kulturkampf » (conflit culturel) en Israël.

En s'en prenant au kibboutz, il visait une fraction très marginale de la société israélienne (sans doute moins de 4 % de la population) qui reste le symbole et le réservoir d'une élite (militaire, morale, intellectuelle) et l'incarnation des valeurs chères aux pères fondateurs. Venant de la part d'un rabbin ultra-orthodoxe, dont une bonne partie des jeunes fidèles sont exemptés du service militaire, l'attaque a suscité un tollé.

Toute l'opposition de gauche s'est mobilisée, ainsi qu'une partie de la droite. Objectif : boycotter et isoler le rabbin jusqu'à ce que le premier ministre, M. Itzhak Shamir, le chasse du gouvernement. Les orthodoxes veulent répliquer en boycottant, à leur tour, tous les produits fabriqués au kibboutz. Pendant que la bataille fait rage, quelques falachas ont, timidement, fait observer que personne, jusqu'à présent, n'avait jugé bon de solliciter leur opinion...

ALAIN FRACHON

IRAK

### Pas d'assouplissement des sanctions de l'ONU

Le conseil de sécurité de l'ONU a confirmé, vendredi 21 juin, son intention de ne pas assouplir les sanctions actuellement en vigueur contre l'Irak, a-t-on indiqué de sources diplomatiques à New-York. Réuni en consultations, le conseil a également demandé au secrétaire général de lui faire rapport sur la façon dont l'Irak se conforme aux décisions prises à son encontre depuis l'occupation du Koweït. Aucun délai n'a été fixé à M. Javier Perez de Cuellar pour la remise de ce rapport. Lors de consultations précédentes, une majorité du conseil avait estimé qu'il était encore trop tôt pour assouplir les sanctions contre l'Irak, même pour des raisons humanitaires, comme le souhaitait Cuba et le Yémen. - (AFP)

### Une majorité de la population serait favorable à un compromis territorial

Selon un sondage publié, vendredi 21 juin, par le quotidien *Yedioth Aharonot* (indépendant), 75 % des Israéliens sont favorables à un compromis territorial en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en échange d'un traité de paix. Selon ce sondage, réalisé en mai sur un échantillon représentatif de 1 200 personnes, 96 % des personnes interrogées s'opposent toutefois au retrait d'Israël du secteur oriental de Jérusalem (annexé en 1980) et 87 % refusent de restituer à la Syrie le plateau du Golan (annexé en 1981). 93 % excluent aussi un retrait de « tous » les territoires occupés et 79 % s'opposent à la création d'un Etat palestinien. Par ailleurs, les autorités israéliennes ont, pour la première fois, reconnu que quatre unités spé-

ciales de l'armée, composées de soldats déguisés en Palestiniens, opèrent en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en étroite coordination avec le Shin Beth (sécurité intérieure). Selon un porte-parole de l'armée, « ces unités ont déjà arrêté des centaines de dangereux activistes, et leurs méthodes sont appelées à être appliquées dans les camps de réfugiés et dans les localités des quartiers populaires des localités palestiniennes ».

La télévision a diffusé un film consacré à ces unités. « Notre objectif dit un soldat, est de capturer ou tuer ceux qui appartiennent au noyau dur des irréductibles Palestiniens ». - (AFP)

YUGOSLAVIE : la visite de M. Baker à Belgrade

### Les Etats-Unis ne reconnaîtront pas une Slovanie « indépendante »

« Les Etats-Unis ne reconnaîtront pas la Slovanie en tant qu'Etat indépendant », a déclaré le chef de la diplomatie américaine, M. James Baker, lors d'une visite officielle de vingt-quatre heures, vendredi 21 juin, à Belgrade, où il a rappelé que ni la Maison Blanche, ni l'Europe ne toléreraient l'éclatement de la Yougoslavie.

BELGRADE

de notre correspondant

M. James Baker est venu à Belgrade pour faire part aux principaux responsables yougoslaves de l'inquiétude des Etats-Unis, mais aussi de l'Europe et des autres pays de la CSCE, face au danger que représenterait la désintégration du pays. « La crise yougoslave concerne désormais tout le monde, et en particulier les pays membres de la CSCE, car elle menace sérieusement de déboucher sur des conflits internes qui secoueraient, non seulement toute la région, mais qui déstabiliseraient aussi l'Europe », a estimé M. Baker. Lors d'un premier entretien de deux heures avec le premier ministre, M. Ante Markovic, le chef de la diplomatie américaine a rappelé que Washington, comme la CEE, souhaitait un dénouement démocratique et pacifique de la crise basée sur le respect des droits de l'homme et des minorités ethniques et garantissant l'unité et l'intégrité territoriale de la Yougoslavie. Convoquant les possibilités de dialogue n'ont pas été épuisées, M. Baker a souligné que la crise peut encore être résolue par de nouvelles négociations. Il a apporté son soutien aux réformes économiques et politiques qui ont été entreprises par le gouverne-

ment fédéral, en insistant sur la poursuite du processus de démocratisation du pays. « Les Etats-Unis sont prêts à aider la Yougoslavie, a-t-il affirmé, à condition que la situation intérieure se normalise ».

Les Etats-Unis condamnent donc toute action pouvant interrompre le dialogue et annonce qu'aucune décision « unilatérale » ne sera acceptée. Les trente-quatre autres pays de la CSCE partagent cet avis, ainsi que les pays limitrophes de la Yougoslavie, à l'indiqué M. Baker qui a mis en garde la Slovanie, qui doit se constituer en un Etat indépendant, le 26 juin. Pour le secrétaire d'Etat, les Slovanes ont le droit d'exprimer leur volonté d'indépendance, mais leur proclamation ne doit pas représenter un acte de sécession.

**Rencontre avec l'opposition du Kosovo**

M. Baker a eu une série d'entretiens séparés avec les présidents des six Républiques qu'il a rencontrées séparément. Lors de ces discussions, le chef de la diplomatie américaine a apporté son soutien à la « plate-forme » proposée par la Bosnie et la Macédoine, estimant qu'elle représentait un compromis raisonnable. Les présidents de Croatie et de Slovanie ont rétorqué qu'ils ne renonceraient pas à se dissocier de la Yougoslavie dans les jours à venir.

M. Franjo Tudjman a notamment expliqué que la Croatie ne faisait pas sécession mais qu'elle entamait, au contraire, un processus de dissociation au cours duquel elle comptait tenter de former une alliance d'Etats souverains avec les Républiques qui le désiraient. M. Milan Kucan, le président slovan, a affirmé pour sa part que le fait de devenir un Etat souverain et autonome ne

mettrait pas en péril la stabilité du pays, bien au contraire.

Si M. Baker n'a pas rencontré les représentants de la présidence yougoslave, il a consacré vingt-cinq minutes aux trois leaders de l'opposition albanaise du Kosovo, dont M. Ibrahim Rugova, leader de l'Alliance démocratique, qui lui ont déclaré qu'ils défendaient l'intégrité de la Yougoslavie, mais qu'ils ne voulaient pas, en revanche, être relégués au rang des minorités ethniques.

Le chef du gouvernement M. Markovic, s'est, de son côté, adressé, vendredi, au Parlement fédéral pour mettre lui aussi en garde les Républiques qui tentaient de désintégrer le pays. Il a annoncé que son gouvernement prendra « toutes les mesures dont il dispose » pour empêcher le découpage des frontières avant la conclusion d'un accord entre toutes les composantes de la Yougoslavie. Il s'oppose donc à la sécession de la Slovanie et de la Croatie qu'il estime « illégale et illégitime ». En dépit de ces avertissements, la Slovanie a annoncé officiellement que la cérémonie de proclamation de son indépendance aura lieu mercredi 26 juin.

FLORENCE HARTMANN

M. Attali estime que « les sécessions sont synonymes de sous-développement ». - Le président de la Banque européenne pour le développement et la reconstruction, M. Jacques Attali, a réaffirmé, vendredi 21 juin, à Belgrade qu'il était favorable au maintien de l'unité de la Fédération. Il a indiqué que « divisions et sécessions sont synonymes de sous-développement ». « Si la Yougoslavie veut coopérer avec nous, nous l'aiderons », a affirmé M. Attali. - (AFP)

## DIPLOMATIE

Un entretien avec M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou

Suite de la première page

— L'union économique et monétaire, cela consiste à se fixer un objectif, qui n'est pas réalisable tout de suite : avoir un jour une monnaie unique. C'est un objectif maintenant admis par tous les pays de la Communauté, sauf par le Royaume-Uni, qui participe cependant activement aux discussions. A cet égard, tout le monde est prêt à tenir compte de la situation particulière du Royaume-Uni, qui est membre à part entière du système monétaire européen depuis quelques mois seulement alors que la plupart des autres sont dans le SME depuis douze ans. Il ne s'agit pas de mettre la monnaie unique en place demain matin, mais dans quelques années, à partir de 1996-1997. D'ici là, on peut penser que les différences — par exemple en matière d'inflation — auront été résorbées.

— Nous ne voulons pas forcer personne, mais il ne faut pas nous empêcher d'avancer. Nous nous sommes fixés un calendrier sur proposition du chancelier et du président Mitterrand, dans une lettre d'avril 1990, entérinée par les Douze à Dublin, en juin 1990, et confirmée par le conseil européen de Rome en décembre 1990.

— Le calendrier prévoit de conclure, avant la fin de cette année, les deux conférences intergouvernementales sur l'union économique et monétaire d'une part, sur l'union politique d'autre part. Ces deux conférences sont chargées d'élaborer un nouveau traité, qui englobera la monnaie et la politique étrangère et de sécurité. L'ensemble sera chargé par des institutions qui assureront à cette union efficacité, cohérence et légitimité démocratique.

« Un calendrier raisonnable et progressif »

— En Allemagne, la Bundesbank semble remettre en cause les bénéfices à attendre d'une union monétaire.

— C'est ce que la Bundesbank qui fait les choix politiques, c'est le gouvernement allemand. Ils ont été, à plusieurs reprises, confirmés depuis avril 1990. Il est vrai qu'à écouter certains, on s'interroge : nous n'aurons pas de monnaie unique, nous n'aurons pas de monnaie unique, nous n'aurons pas de monnaie unique, nous n'aurons pas de monnaie unique. Si l'on y réfléchit, ces effervescences ne sont pas étonnantes. Nous sommes engagés dans une entreprise d'une très grande difficulté, parce qu'infinitement plus ambitieuse que l'acte unique, je ne peux pas imaginer que des engagements pris et réaffirmés récemment puissent être remis en cause.

— La France accepterait-elle d'étaler un peu ce calendrier ?

— Nous nous sommes fixé un calendrier commun. Nous sommes dans une première phase de l'union économique et monétaire. Nous entrerons dans une deuxième phase, elle aussi transitoire, au 1<sup>er</sup> janvier 1994. Il est déjà prévu au bout de deux ou trois ans et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1997 que nous déciderons si nous sommes prêts à entrer dans la troisième phase. Ce sera la dernière au cours de laquelle sera créée la monnaie unique. C'est un calendrier raisonnable et très progressif.

— En Allemagne, la Bundesbank semble remettre en cause les bénéfices à attendre d'une union monétaire.

— C'est ce que la Bundesbank qui fait les choix politiques, c'est le gouvernement allemand. Ils ont été, à plusieurs reprises, confirmés depuis avril 1990. Il est vrai qu'à écouter certains, on s'interroge : nous n'aurons pas de monnaie unique, nous n'aurons pas de monnaie unique, nous n'aurons pas de monnaie unique, nous n'aurons pas de monnaie unique. Si l'on y réfléchit, ces effervescences ne sont pas étonnantes. Nous sommes engagés dans une entreprise d'une très grande difficulté, parce qu'infinitement plus ambitieuse que l'acte unique, je ne peux pas imaginer que des engagements pris et réaffirmés récemment puissent être remis en cause.

— La France accepterait-elle d'étaler un peu ce calendrier ?

— Nous nous sommes fixé un calendrier commun. Nous sommes dans une première phase de l'union économique et monétaire. Nous entrerons dans une deuxième phase, elle aussi transitoire, au 1<sup>er</sup> janvier 1994. Il est déjà prévu au bout de deux ou trois ans et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1997 que nous déciderons si nous sommes prêts à entrer dans la troisième phase. Ce sera la dernière au cours de laquelle sera créée la monnaie unique. C'est un calendrier raisonnable et très progressif.

— La France accepterait-elle d'étaler un peu ce calendrier ?

— Nous nous sommes fixé un calendrier commun. Nous sommes dans une première phase de l'union économique et monétaire. Nous entrerons dans une deuxième phase, elle aussi transitoire, au 1<sup>er</sup> janvier 1994. Il est déjà prévu au bout de deux ou trois ans et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1997 que nous déciderons si nous sommes prêts à entrer dans la troisième phase. Ce sera la dernière au cours de laquelle sera créée la monnaie unique. C'est un calendrier raisonnable et très progressif.

— La France accepterait-elle d'étaler un peu ce calendrier ?

— Nous nous sommes fixé un calendrier commun. Nous sommes dans une première phase de l'union économique et monétaire. Nous entrerons dans une deuxième phase, elle aussi transitoire, au 1<sup>er</sup> janvier 1994. Il est déjà prévu au bout de deux ou trois ans et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1997 que nous déciderons si nous sommes prêts à entrer dans la troisième phase. Ce sera la dernière au cours de laquelle sera créée la monnaie unique. C'est un calendrier raisonnable et très progressif.

— La France accepterait-elle d'étaler un peu ce calendrier ?

— Nous nous sommes fixé un calendrier commun. Nous sommes dans une première phase de l'union économique et monétaire. Nous entrerons dans une deuxième phase, elle aussi transitoire, au 1<sup>er</sup> janvier 1994. Il est déjà prévu au bout de deux ou trois ans et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1997 que nous déciderons si nous sommes prêts à entrer dans la troisième phase. Ce sera la dernière au cours de laquelle sera créée la monnaie unique. C'est un calendrier raisonnable et très progressif.

— La France accepterait-elle d'étaler un peu ce calendrier ?

— Nous nous sommes fixé un calendrier commun. Nous sommes dans une première phase de l'union économique et monétaire. Nous entrerons dans une deuxième phase, elle aussi transitoire, au 1<sup>er</sup> janvier 1994. Il est déjà prévu au bout de deux ou trois ans et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1997 que nous déciderons si nous sommes prêts à entrer dans la troisième phase. Ce sera la dernière au cours de laquelle sera créée la monnaie unique. C'est un calendrier raisonnable et très progressif.

— La France accepterait-elle d'étaler un peu ce calendrier ?

— Nous nous sommes fixé un calendrier commun. Nous sommes dans une première phase de l'union économique et monétaire. Nous entrerons dans une deuxième phase, elle aussi transitoire, au 1<sup>er</sup> janvier 1994. Il est déjà prévu au bout de deux ou trois ans et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1997 que nous déciderons si nous sommes prêts à entrer dans la troisième phase. Ce sera la dernière au cours de laquelle sera créée la monnaie unique. C'est un calendrier raisonnable et très progressif.

— La France accepterait-elle d'étaler un peu ce calendrier ?

— Nous nous sommes fixé un calendrier commun. Nous sommes dans une première phase de l'union économique et monétaire. Nous entrerons dans une deuxième phase, elle aussi transitoire, au 1<sup>er</sup> janvier 1994. Il est déjà prévu au bout de deux ou trois ans et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1997 que nous déciderons si nous sommes prêts à entrer dans la troisième phase. Ce sera la dernière au cours de laquelle sera créée la monnaie unique. C'est un calendrier raisonnable et très progressif.

— La France accepterait-elle d'étaler un peu ce calendrier ?

— Nous nous sommes fixé un calendrier commun. Nous sommes dans une première phase de l'union économique et monétaire. Nous entrerons dans une deuxième phase, elle aussi transitoire, au 1<sup>er</sup> janvier 1994. Il est déjà prévu au bout de deux ou trois ans et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1997 que nous déciderons si nous sommes prêts à entrer dans la troisième phase. Ce sera la dernière au cours de laquelle sera créée la monnaie unique. C'est un calendrier raisonnable et très progressif.

— La France accepterait-elle d'étaler un peu ce calendrier ?

— Nous nous sommes fixé un calendrier commun. Nous sommes dans une première phase de l'union économique et monétaire. Nous entrerons dans une deuxième phase, elle aussi transitoire, au 1<sup>er</sup> janvier 1994. Il est déjà prévu au bout de deux ou trois ans et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1997 que nous déciderons si nous sommes prêts à entrer dans la troisième phase. Ce sera la dernière au cours de laquelle sera créée la monnaie unique. C'est un calendrier raisonnable et très progressif.

— La France accepterait-elle d'étaler un peu ce calendrier ?

— Nous nous sommes fixé un calendrier commun. Nous sommes dans une première phase de l'union économique et monétaire. Nous entrerons dans une deuxième phase, elle aussi transitoire, au 1<sup>er</sup> janvier 1994. Il est déjà prévu au bout de deux ou trois ans et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1997 que nous déciderons si nous sommes prêts à entrer dans la troisième phase. Ce sera la dernière au cours de laquelle sera créée la monnaie unique. C'est un calendrier raisonnable et très progressif.

— La France accepterait-elle d'étaler un peu ce calendrier ?

— Nous nous sommes fixé un calendrier commun. Nous sommes dans une première phase de l'union économique et monétaire. Nous entrerons dans une deuxième phase, elle aussi transitoire, au 1<sup>er</sup> janvier 1994. Il est déjà prévu au bout de deux ou trois ans et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1997 que nous déciderons si nous sommes prêts à entrer dans la troisième phase. Ce sera la dernière au cours de laquelle sera créée la monnaie unique. C'est un calendrier raisonnable et très progressif.

questions importantes qui restent à régler d'ici au sommet de Maastricht en décembre. Car si l'on reportait toutes les décisions à la fin de l'année, il y aurait un risque évident de trop charger la barque.

« Ni exclusion ni droit de veto »

— Envisage-t-on une Europe économique à deux vitesses pour l'union économique et monétaire ?

— Votre question pourrait être formulée d'une autre manière. Comment donner aux pays qui ne sont pas tout à fait prêts la possibilité de venir se joindre aux autres plus tard ? Nous ne voulons pas d'une Europe à deux vitesses. Nous ne voulons exclure personne a priori, le corollaire étant que personne ne doit avoir un droit de veto. Il faut donc prévoir, pour les pays qui ont besoin de temps, des solutions de transition, des formules temporaires de dérogation. Nous avons l'habitude dans la Communauté de ce genre de situation. Lorsque nous avons, en juillet 1990, instauré la liberté de mouvement des capitaux, certains pays ont bénéficié de délais supplémentaires.

— Qui a besoin de plus de temps ?

— D'abord les pays qui ne sont pas dans le mécanisme de change du SME, ou bien ceux dont le niveau de développement économique est inférieur à la moyenne de la Communauté : la Grèce, le Portugal, par exemple.

— C'est un retour à l'Europe des Six ?

— Pas du tout. Un pays comme l'Irlande n'a pas de problème, il est dans le SME et le livre irlandais se tient bien. Même chose pour le Danemark. Nous souhaitons que tout le monde signe ce traité à la fin de l'année, quitte à trouver ensuite des modalités pratiques pour que les uns et les autres puissent venir s'agréger à l'union au moment où ils seront prêts, je ne vois pas de raisons de grossir ce problème.

— Et l'union politique ?

— L'union politique est l'ensemble constitué par l'achèvement du marché unique, l'union économique et monétaire et trois éléments très nouveaux : la citoyenneté européenne, la coopération en matière de police et de justice et la politique étrangère et de sécurité. C'est le dernier thème sans doute une des questions principales débattues au sommet européen.

« Pas de défense commune demain matin »

— Qu'aurait fait la France dans le cas du Golfe s'il y avait eu une politique commune européenne qui risquait de se ramener au plus petit dénominateur commun ?

— Nous n'aurons pas une politique étrangère et de sécurité, encore moins une défense, commune demain matin. N'appliquons pas par conséquent une hypothèse future à une situation actuelle.

— On peut éprouver une certaine déception, et même une frustration par rapport à ce que l'on espère de l'Europe. Mais je considère que les réactions après la guerre du Golfe ont été plutôt encourageantes parce qu'elles ont encouragé à s'atteler à l'Europe politique. Certes, je ne sous-estime pas les difficultés car je refuse l'Europe incantatoire ou la machine à café. Mais il faut partir de la réalité, fondée sur notre diversité. Notre nation a mille ans, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie ont aussi leur histoire et leur culture. Notre atout, c'est que pour la première fois, nous allons faire l'Europe entre égaux. Toutes les entreprises sont égales, on ne peut pas être plus ou moins égalitaire, on ne peut pas être plus ou moins égalitaire, on ne peut pas être plus ou moins égalitaire.

— Comment voyez-vous le dossier de la sécurité commune après la dernière réunion de l'OTAN ?

— Les pays membres des organes militaires intégrés, dont la France ne fait pas partie, ont pris quatorze décisions de modernisation en ce qui les concerne. Mais ce qui nous concerne, nous plus directement, c'est que, pour la première fois dans une réunion de l'OTAN, l'idée d'une identité européenne de défense est reconnue et mentionnée.

— Est-ce une si grande victoire ?

— Par rapport à certaines volontés qui se proposaient d'interdire cette perspective à l'Europe, c'est déjà un pas en avant. Mais il faut le confirmer dans le traité sur l'union politique. L'Europe ne peut en effet pas avoir une politique étrangère sans la perspective d'une défense commune. Nous voulons le maintien d'une bonne alliance entre l'Europe et l'Amérique du Nord, mais l'Europe a le

droit d'avoir un jour une identité en matière de défense ; ce n'est pas incompatible avec l'alliance atlantique, au contraire.

— Il semble que plus on avance dans la construction européenne, plus on arrive aux vrais problèmes : industrie, sécurité, monnaie, plus les divergences entre les pays apparaissent d'ordre politique.

— Vous avez raison, mais cela tient au fait qu'on aborde maintenant des éléments qui sont au cœur des souverainetés nationales. De fait, nous allons vers un système de souveraineté partagée. On n'abandonnera pas sa souveraineté, on la partage, et uniquement dans les domaines où l'on pense qu'on sera plus fort collectivement que seuls. Il ne s'agit pas de transférer aveuglément notre souveraineté nationale à je ne sais quelle technocratie indistincte. Il s'agit de partager la décision avec les onze autres États membres, selon les procédures de la Com-



munauté, lorsque nous jugeons qu'il est de notre intérêt de procéder ainsi. Les accords de Schengen illustrent bien cela. On n'a pas cherché à tout harmoniser, encore moins à tout uniformiser ; mais on a identifié les domaines où l'on a intérêt à prendre des décisions en commun. Même chose pour l'UEM, où il restera une très grande place pour les décisions nationales.

« Combattre le protectionnisme »

— Le gouvernement appelle de ses vœux une politique industrielle européenne mais on a l'impression qu'on bute sur des conceptions différentes entre les pays libéraux (la Grande-Bretagne, voire l'Allemagne) et les pays plus latins, comme la France ou l'Italie. Quel peut être le visage d'une politique européenne industrielle ?

— Nous ne pensons pas que l'Europe se limite aux seules institutions. Nous voulons que cette Europe-là s'inscrive dans la réalité, c'est pourquoi nous demandons qu'il y ait une stratégie industrielle entre Européens, qu'il y ait aussi une Europe sociale, qu'il y ait une politique commune sur l'environnement ou la recherche. Nous voulons fortement ces développements concrets de la construction européenne.

— Cette stratégie doit aussi viser à obtenir de nos partenaires extérieurs les mêmes avantages que ceux qu'ils obtiennent de nous grâce à l'achèvement du marché unique ; cela s'appelle la réciprocité. Le marché unique offre des possibilités supplémentaires à nos partenaires étrangers ; par exemple, une banque américaine peut s'installer partout en Europe en demandant une autorisation dans un seul pays ; quand nos banques veulent aller aux États-Unis, il faut demander l'autorisation dans les cinquante-dix États. Nous disons donc à nos partenaires que nous sommes dans une optique d'ouverture, mais pas à sens unique. Le protectionnisme existe partout, nous avons pour objectif de le combattre, mais nous ne voulons pas être les seuls à le faire.

— Une politique industrielle c'est autre chose.

— Ce qui est important, c'est que comme cela se fait en Japon, nous puissions avoir entre les pouvoirs publics — nationaux et communautaires — et les entreprises, une définition des priorités à moyen terme. Dans des domaines d'avenir comme l'électronique, en particulier les composants, il nous faut définir en commun les secteurs précis dans lesquels nous avons intérêt à mettre au point une stratégie industrielle sur plusieurs années.

— Aujourd'hui, il faut poursuivre les recherches sur les produits nouveaux. Prenez la voiture électrique où, nos entreprises — Renault et Peugeot — sont bien placées. D'ici trois à cinq ans, certaines grandes villes européennes, à cause de la pollution, interdiront la circulation automobile. A ce moment-là, si la voiture électrique est prête pour une utilisation à grande échelle, nous serons gagnants. Ce type de stra-

tégie dépend de la volonté des entreprises à coopérer entre elles. Le gouvernement français, M<sup>me</sup> Cresson en premier lieu, encourage les coopérations européennes.

« Battons-nous et nous gagnerons »

— Est-ce que vous ne craignez pas que les gens ne retiennent du discours cressonien que les accents un peu dénégatoires, le côté nationaliste, anti-japonais.

— Je ne crois pas que l'on puisse dire qu'Edith Cresson a une attitude défensive, au contraire. Elle ne dit pas : replions-nous sur nous-mêmes. Elle dit : mettons-nous en mesure de faire aussi bien que ceux qui sont les meilleurs. En prenant l'exemple de l'Allemagne et du Japon, c'est un hommage que l'on rend à leur réussite. M<sup>me</sup> Cresson traduit l'objectif qu'a tracé le président de la République à l'ensemble du pays : ne baissons pas les bras devant les difficultés, nous sommes un grand peuple ; nous avons des ressources, battons-nous et nous gagnerons. L'objectif 1993 est à notre portée.

— On a l'impression que cette politique industrielle et la française que vous souhaitez voir adopter par Bruxelles bute sur le traité de Rome qui interdit toutes les aides à l'industrie. Ne faudrait-il pas modifier le traité de Rome ?

— Si nous voulons réussir dans ces domaines, il faut que nous, Français, abandonnions notre péché mignon qui consiste à vouloir tout écrire et à vouloir avoir des textes qui ne sont pas appliqués. Des instruments existent déjà, pour peu qu'on ait la volonté de les utiliser.

— Faut-il aider l'Union soviétique ?

— Nous avons intérêt à aider l'Union soviétique parce que nous avons intérêt au succès des réformes démocratiques et économiques dans ce immense pays. Rien ne serait plus inquiétant que de le voir sombrer dans l'anarchie ou le chaos. La question qui se pose ne concerne donc pas le principe de l'aide, mais le moyen d'éviter qu'elle ne soit gaspillée. Le président Mitterrand a beaucoup insisté pour que M. Gorbatchev puisse venir à Londres en juillet à l'occasion du sommet des sept ; jusqu'ici, il n'y a jamais eu de discussions collectives avec M. Gorbatchev qui est donc invité à une vraie réunion de travail.

— Vous admettez l'idée que l'on ne peut pas aider M. Gorbatchev d'une manière tant soit peu efficace tant que l'on n'a pas une nouvelle répartition des pouvoirs entre les Républiques.

— Il y a une très grande différence entre l'état d'esprit qui consiste à dire : ne faisons rien, n'aidons pas tant que tous les problèmes ne sont pas réglés, et le principe de l'aide, mais le moyen d'éviter qu'elle ne soit gaspillée. Le principal travail à faire est de définir comment l'aide pourra être la plus utile aux réformes.

— Il faut aider pour que les réformes se fassent, donc pour vous, il faut aider avant que les réformes soient faites.

— Il faut aider certainement pour que les réformes réussissent, c'est une condition.

— En aidant vous aidez le centre qui ne veut pas les réformes, d'autant que c'est le seul interlocuteur que vous reconnaissez.

— Ce n'est pas notre seul interlocuteur. Nous voyons aussi les représentants des Républiques. Nous disons simplement que nous ne voulons pas ajouter à la complexité de relations, qui sont d'ailleurs en train de se redéfinir. Cela regarde les Soviétiques et les dirigeants des Républiques, c'est à eux de définir un schéma qui soit suffisamment clair.

« La confédération offre un cadre à tous »

— Seriez-vous favorables à une association de l'URSS au Fonds monétaire international ?

— Nous sommes pour que l'Union soviétique soit partie prenante de toutes les institutions économiques et financières internationales. Nous avons beaucoup insisté pour qu'elle soit membre de la BERD et de son conseil d'administration. L'adhésion au Fonds monétaire international est un processus de longue haleine qui ne va pas immédiatement résoudre les problèmes.

— On avait dit que l'URSS ne pourrait pas emprunter plus de 6 % des crédits de la BERD. Or, déjà, M. Attali dit que c'est un seuil que l'on pourrait dépasser.

— Il faut savoir être souple dans l'application de ce genre de règles. L'objectif est bien que tous ces pays puissent continuer à avoir les financements dont ils ont besoin. On ne sait pas assez qu'ils reçoivent des pays occidentaux, et principalement des membres de la Communauté européenne, des montants considérables, de l'ordre de 270 milliards de francs pour les trois ans qui viennent.

— Les déclarations du président Mitterrand repoussant à des dizaines d'années la date d'adhésion des pays d'Europe centrale n'ont-elles pas jeté un froid ?

— Le président Mitterrand a précisé sa pensée à Prague. Si la Communauté pouvait accueillir rapidement tous les pays de l'Est, ce serait idéal. Mais ce n'est pas possible parce que ces pays ne pourront pas se plier aux règles de la Communauté avant d'avoir accompli leurs réformes. S'ils entraient avant d'être prêts, ils seraient laniés. A moins que la Communauté ne change de nature, c'est-à-dire renonce à être elle-même. Mais de cela, la France et certainement la majorité des Douze ne veulent pas.

— Vadim Havel a dit très clairement jusqu'où le projet français ne peut pas aller.

— C'est votre point de vue. Moi je trouve qu'il a montré dans son discours de l'ambition et la volonté de faire des avancées concrètes, ce qui correspond à ce que nous voulons. Notre projet de confédération correspond à un double objectif. Le premier c'est d'avoir un cadre dans lequel tous les Européens puissent se retrouver pour parler à égalité des sujets qui leur sont communs.

— Ce lieu n'existe nulle part aujourd'hui. Entre la Communauté et chaque pays de l'Est, il y a soit des discussions bilatérales, soit des discussions avec la Communauté pour mettre en place des accords d'association. C'est très bien, mais cet exercice a ses limites propres : ces accords se passent en effet entre une puissance, la Communauté, de 340 millions d'habitants, et chacun de ces pays pris individuellement, dont le plus peuplé, la Pologne, a moins de 40 millions d'habitants. Au Conseil de l'Europe, on ne peut aborder que certains problèmes, en particulier, le respect du droit ; la BERD, on aborde la coopération économique.

— Deuxième objectif, nous voyons bien, qu'il y a des coopérations concrètes et urgentes qui ne sont nullement liées aux besoins sont immenses, par exemple dans le domaine de l'environnement, dans les communications, les routes, le chemin de fer, l'interconnexion des réseaux électriques, l'énergie, les mouvements de personnes ou les échanges culturels.

« La géographie ça compte ! »

— Mais ce sont les Tchecoslovaques qui ont demandé que les Américains soient à Prague ?

— Ils l'ont en effet demandé et nous l'avons accepté. Mais vous savez, nous n'avons pas d'a priori. Pourquoi, par exemple des historiens américains ne seraient-ils pas associés à la rédaction d'une grande histoire de l'Europe à laquelle songent certains universitaires de notre continent.

— On a l'impression que, pour la France, la CSCE doit être ramenée à la seule corbeille sécurité et qu'on oublie les corbeilles coopération économique et échanges humains.

— La CSCE est un cadre irremplaçable pour le dialogue entre l'Europe et l'Amérique du Nord et aussi pour perfectionner les modalités de règlement pacifique des différends. Nous souhaitons aussi qu'elle définisse des garanties pour les minorités. Mais lorsqu'il s'agit de déterminer par où passe une autoroute entre Paris et Prague, ou comment on met un place un réseau moderne de trains à grande vitesse à travers le continent, ce n'est pas à la CSCE que l'on règlera ce genre de problèmes. Ceux-ci seront traités entre les pays qui seront directement concernés. La géographie ça compte !

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC, JEAN-PIERRE LANGELLIER et ERIC LE BOUCHER

(Publicité)

RECTIFICATIF

Une erreur s'est glissée dans la publicité :

« Liberté pour Duong Thu Haong »

(Le Monde date 21 juin 1991)

Il fallait lire :

« Les Éditions des Femmes et les Éditions de l'Aube »

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim

semaine de prison  
de la faim



AMÉRIQUES

CHILI

Une soixantaine de prisonniers politiques font la grève de la faim depuis le 30 mai

SANTIAGO-DU-CHILI  
de notre correspondant

Une soixantaine de prisonniers politiques, sur un total de cent cinquante, font la grève de la faim depuis le 30 mai. Soutenus par leurs compagnons d'infortune et par les partis de gauche, ils réclament l'adoption de mesures permettant leur prompt libération. Après d'interminables tractations entre la coalition de centre-gauche et l'opposition de droite, le Congrès a voté, en mars, plusieurs lois visant à accélérer la procédure judiciaire, et a accordé au président Aylwin le droit de gracier les militants d'extrême gauche incarcérés sous le régime Pinochet. Les portes des prisons allaient-elles s'ouvrir pour les membres du MIR (Gauche révolutionnaire) ou du Front patriotique Manuel Rodríguez (ancien bras armé du PC), auteurs d'attentats souvent meurtriers contre des militaires, et qui n'avaient pas bénéficié des mesures d'élargissement prises en

faveur des « prisonniers de conscience » ? Il n'en fut rien, « car les tribunaux n'ont respecté ni la lettre ni l'esprit des lois », déplore M. Carlos Margotta, qui dirige le département juridique de la commission des droits de l'homme. En effet, avant de pouvoir être graciés par le chef de l'État, les détenus doivent d'abord être jugés. Or, vingt-cinq d'entre eux seulement ont été condamnés, le président Aylwin ne s'étant, pour sa part, décidé à annoncer l'amnistie de onze détenus politiques que vendredi 21 juin, trois bonnes semaines après le début de la grève. Si la loi n'était pas restée pratiquement lettre morte, l'instruction des autres dossiers aurait été close dans les quarante-cinq jours. Mais il aurait fallu, pour cela, décharger les juges afin de leur permettre de se consacrer aux procès politiques. En outre, les tribunaux militaires ne font montre d'aucun empressement à se dessaisir des affaires de « terrorisme »

pour les confier à la justice pénale, qui se déclare souvent incompétente. La liberté provisoire est de plus presque systématiquement rejetée par les magistrats. La séparation des pouvoirs étant ce qu'elle est, le gouvernement estime n'avoir d'autre recours que d'insister auprès des autorités judiciaires pour que la procédure soit accélérée. Estimant cette démarche insuffisante, les prisonniers politiques souhaitent qu'une nouvelle loi fixe un délai impératif à l'action pénale engagée par les tribunaux. Mais le gouvernement n'est pas disposé à prendre le risque d'un affrontement avec la droite. « Nous n'accepterons aucune pression », affirme le ministre de l'Intérieur, pour qui « la grève de la faim des prisonniers politiques ne tient pas compte de l'énergie déployée par le président de la République pour trouver une solution à leur problème ».

GILLES BAUDIN

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Chasse aux immigrés clandestins haïtiens

SAINT-DOMINGUE  
de notre correspondant

Le ton monte entre Port-au-Prince et Saint-Domingue, tandis que la chasse aux immigrés clandestins haïtiens a commencé sur le territoire dominicain. Jeudi 20 juin, le président dominicain Joaquín Balaguer a qualifié d'« absolument inadmissible » une note de protestation envoyée la veille par le ministère haïtien des affaires étrangères à la suite de la déportation de vingt-neuf adolescents qui travaillaient sur les plantations de canne à sucre. Port-au-Prince avait protesté contre la déportation, « une mesure unilatérale, adoptée sans concertation avec le gouvernement haïtien ». Dans sa réponse, lors d'une conférence de presse, le chef de l'État dominicain a affirmé que la note haïtienne « contredisait les principes les plus élémentaires du droit public international, car chaque pays est souverain et peut admettre qui il veut sur son territoire ». Le président Balaguer a ajouté que le plan de déportation des Haïtiens en situation irrégulière qu'il avait annoncé la

semaine dernière « serait mené jusqu'à son terme » car, a-t-il dit, sans ce « changement décisif de politique », la République dominicaine « risquait de perdre son identité nationale ». La plupart des commentateurs et des dirigeants politiques, y compris son vieux rival Juan Bosch, le dirigeant du principal parti d'opposition, ont applaudi au plan de déportation du président Balaguer. Profitant de ce climat d'union sacrée, parfois teinté de xénophobie, le chef de l'État a annoncé la signature d'un accord avec le Fonds monétaire international la semaine prochaine, une mesure qui suscitait avant l'affaire haïtienne « des menaces de grève générale et de mobilisation populaire ».

Quelques voix isolées s'élevaient cependant pour mettre en garde contre les risques de dérapage. Lors des rafles organisées depuis quarante-huit heures par l'armée, des bavures ont été signalées. Des enfants nés en République dominicaine et qui, selon la Constitution de ce pays, sont dominicains, ont été séparés de leur famille. Des vieillards ayant travaillé plus de trente ans sur les plantations

sucrières ont été arrêtés, parfois sans ménagement, pour être expulsés vers Haïti où ils n'ont plus aucun lien. « Pendant des années, l'État dominicain a fait venir et exploité des immigrants haïtiens sur ses plantations sucrières et sur les chantiers de ses grands travaux. Il expulse maintenant ceux dont il n'a plus besoin », souligne l'avocat Ramon Antonio Veras.

En Haïti, où le ministre français de la coopération, M<sup>me</sup> Edwige Avice, vient d'arriver pour préciser les modalités de l'aide française, un afflux massif de rapatriés aurait des conséquences désastreuses au moment où le gouvernement du président Jean-Bertrand Aristide tente de raviver une économie moribonde.

JEAN-MICHEL CARROT

BRÉSIL

Limogeage du directeur des affaires indiennes

Le ministère de la justice a limogé vendredi 21 juin, le directeur de la Fondation nationale pour l'Indien (FUNAI), M. Cándido Guerrero Guimarães, à qui il reproche de ne pas avoir su arrêter le tracé des terres des Indiens lanomamis, dans le cadre de la commission mise en place en avril dernier par le président Fernando Collor de Mello (*Le Monde* du 24 avril). De son côté M. Guimarães, remplacé par un autre responsable de la FUNAI, M. Edio Batista, s'est justifié en invoquant le manque de moyens. Ce limogeage coïncide avec des informations faisant état d'un retour des *garimpeiros* (chercheurs d'or) sur ce territoire alors qu'ils en avaient été chassés l'an dernier. Par ailleurs, le ministère de la justice a annoncé l'envoi de deux cents policiers fédéraux dans l'État du Roraima, limitrophe du Venezuela, pour expulser ces *garimpeiros* et pour dynamiser les pistes d'atterrissage. Depuis 1987, plus de mille lanomamis (ils sont neuf mille en tout au Brésil et onze mille au Venezuela) ont succombé à des maladies apportées par les *garimpeiros*. - (AFP, Reuters).

(Publié)

Une découverte de la recherche suisse

"L'angoisse des cheveux"

BAÏLE - Entre l'envolée des demandes et l'épuisement des stocks, il n'y a eu qu'un pas. C'est ce qui s'est passé récemment dans les pharmacies suisses, pour un produit contre la chute des cheveux. C'est en effet de Suisse qu'est arrivée la bonne nouvelle qui semble rassurer quelque peu les préoccupations légitimes pour ses propres cheveux. Les laboratoires d'une société de Bâle (Cosmophar Labo), capitale de la chimie, ont mis au point une préparation cosmétique avec une solution à 0,84 % de Nicoténil (association de deux molécules et d'un vasodilatateur à usage topique). Testée par le professeur E. Fink du Therapy and Performance Research Institute d'Elchingen, la préparation a révélé une efficacité particulière sur presque la totalité des sujets qui, pendant 4 mois, se sont soumis au test en appliquant la préparation 4 fois par semaine. Seule gêne rencontrée dans l'application, une légère rougeur d'une durée d'une heure environ sur les zones traitées. Cette découverte, commercialisée sous le nom de Labo, arrive aussi chez les pharmaciens français, après que leurs collègues suisses se soient débarrassés à grand peine contre la vague des mords de la chevelure à la recherche de la nouvelle préparation cosmétique.

JEAN HÉLÈNE

AFRIQUE

ALGÉRIE

200 000 moutons australiens sauvent leur tête pour avoir perdu leur queue...

ALGER

de notre correspondant

Faute de queue, quelque 200 000 moutons viennent de sauver leur tête en Algérie. Ces ovins chanceux avaient été importés d'Australie pour être sacrifiés durant l'Aïd-el-Kébir, l'une des deux grandes fêtes de la tradition musulmane, qui est célébrée dimanche 23 juin. L'Aïd-el-Kébir (ailleurs appelée Aïd-el-Adha) commémore le sacrifice d'Abraham, considéré par la tradition islamique comme le premier musulman. A cette occasion, et comme chaque année, deux à trois millions d'animaux seront égorgés. Rares sont les familles qui n'observent pas le rite, et, depuis plusieurs jours, les tons convergent de toutes parts vers les lieux de rassemblement où les acheteurs viennent les choisir. Craignant une pénurie et voulant peser sur les prix, les autorités avaient cru bien faire en achetant en Australie 200 000 bêtes qui viennent de débarquer. On s'est rapidement aperçu que les ovins de l'hémisphère austral, contrairement à leurs congénères algériens,

n'avaient qu'un ridicule petit bout de queue. Renseignements pris, les éleveurs australiens, qui avaient castré leurs moutons pour mieux les engraisser, leur avaient aussi coupé la queue pour que cette dernière ne puisse battrer et infester la plaine après l'opération. Ces moutons étaient-ils propres au sacrifice ? Oui, ont assuré certains docteurs de la loi islamique. Non, ont répliqué, tout aussi nettement, d'autres sages en affirmant que les animaux ne pouvaient être présentés déjà mutilés devant le sacrificeur. Vains débats. Car les moutons d'Australie ont été écartés après que la rumeur populaire ait indiqué qu'ils avaient été élevés en compagnie de cochons, et que l'absence de queue prouvait qu'ils étaient issus d'un croisement entre une truie et un bœuf... Les vendeurs de moutons algériens se frottent les mains : ils vendent leurs bêtes entre 7 000 et 8 000 dinars (2 300 à 2 600 francs), alors que le mouton australien était proposé à 3 000 dinars (1 000 francs).

GEORGES MARION

Un dirigeant du FIS appelle à « stocker des armes »

Le numéro deux du Front islamique du Salut (FIS), M. Ali Benhadj, a demandé, vendredi 21 juin, « au peuple de stocker chez lui toute arme qu'il trouverait, kalachnikov ou explosifs », en réaffirmant que les militants islamistes ne « craignent pas l'armée ». « L'armée n'est pas intervenue pour sauvegarder la démocratie, mais pour appuyer le mouvement islamique », a-t-il ajouté dans son discours à la mosquée El-Sanna de Bab-el-Oued, à Alger. M. Benhadj a, cependant, démenti une nouvelle fois les accusations selon lesquelles il serait impliqué dans la constitution de groupes armés chargés de « déstabiliser les institutions de l'État » algérien. Par ailleurs, les autorités militaires ont ordonné aux maires islamistes de rétablir au fronton des maires la devise républicaine - « La révolution par le peuple et pour le peuple » - que les élus du FIS avaient remplacée par la mention « Communisme islamique ». - (AFP).

TUNISIE

Amnesty International dénonce la détention illégale de militants islamistes

TUNIS

de notre correspondant

Amnesty International a demandé, jeudi 20 juin, aux autorités tunisiennes d'ouvrir une enquête sur le sort de « plus de soixante-dix personnes », qui seraient détenues au secret, voire torturées, en prison ou « dans les locaux mêmes du ministère de l'Intérieur ». Selon l'organisation humanitaire, « des centaines de militants islamistes » et d'autres personnes ont été arrêtés « au cours des huit derniers mois ». Le président Ben Ali a convoqué, jeudi, une « réunion spéciale » à laquelle, avec plusieurs personnalités, a été notamment convié M. Moncef Marzouki, président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH). Vendredi, la Ligue a fait savoir qu'elle serait

autorisée à visiter des « centres d'arrêt et de détention ». Le chef de l'État a rappelé que le respect des droits de l'homme est « l'une des constantes fondamentales » de sa politique. Il a chargé un comité de vérifier la véracité des « allégations répandues faisant état de certains abus ». Auparavant, le président Ben Ali avait ordonné l'ouverture d'une enquête sur « les prétendues violations » des droits de l'homme. Le ministère a souligné qu'il considérait que « la propagation » de ces informations « constitue une atteinte grave à la réputation de la Tunisie ». D'autre part, M. Ben Ali a créé auprès de lui un poste de conseiller principal chargé des droits de l'homme, qui a été confié à M. Sadok Chaabane, jusqu'ici secrétaire d'État à la recherche scientifique.

MICHEL DEURÉ

OCÉAN INDIEN

La crise s'aggrave à Madagascar

Suite de la première page

Jusqu'à présent, a-t-il déclaré en substance, le gouvernement a respecté l'entière liberté d'expression de chacun mais serait prêt, s'il y avait de nouveaux dérapages, à prendre ses responsabilités pour y mettre fin. Il faisait ainsi allusion à des accrochages entre manifestants et forces de l'ordre, jeudi, à Fianarantsoa et, vendredi, à Tananarive (ex-Tananarive). Dans un deuxième communiqué, le ministre précisait qu'il n'existait qu'un seul gouvernement sur le territoire, élu au suffrage universel. A son avis, l'annonce d'un « gouvernement transitoire » constitue une propagation de fausses nouvelles, passible de poursuites judiciaires. Le Comité des forces vives, qui groupe seize partis politiques et plus de cinquante organisations socio-professionnelles, a tout de même prévu de rassembler ses troupes, samedi, à « Tanana », comme d'habitude sur la place du 13-mai-1972 (jour où 34 manifestants furent tués par la police au cours d'émeutes). Vendredi, les protestataires (250 000 selon les organisateurs) s'étaient rassemblés devant le stade de Mahamasina. C'était jour de marché et il fallait céder le pavé de l'avenue de l'Indépendance aux petits vendeurs, à ceux qui n'ont pas les moyens de participer à une quelconque manifestation puis-

qu'ils vivent, au jour le jour, de leur négoce. Délaissant la capitale qui s'apprête à fêter, le 26 juin, le trentième anniversaire de l'Indépendance, le chef de l'État s'en est allé, vendredi, visiter une pêcherie dans le nord du pays avant de se rendre à Antananariva (ex-Diego-Suarez), siège d'une importante base navale. Pour refuser la réunion d'une conférence nationale, M. Ratsiraka s'abrite derrière sa légitimité acquise lors de l'élection présidentielle de mars 1989 (62,71 % des suffrages exprimés), mais dont l'opposition conteste la régularité. « Si je cédaïs à ses revendications, je trahirais mes électeurs », a confié le chef de l'État, qui en est à son troisième septennat. Le chef de l'État s'en tient à la proposition d'amendement de la Constitution socialiste de 1975, qu'il a soumise à l'Assemblée nationale populaire (ANP), le 31 mai, initiative qui est un peu à l'origine de la mobilisation de l'opposition. « Ce n'est qu'un toilettage », explique le pasteur Andriananjato. Nous exigeons une refonte de la Constitution et nous nions au président le droit de modifier, seul, la loi fondamentale. Le Front pour la défense du socialisme malgache, qui groupe tous les partis de la majorité, justifie, lui, le système actuel « qui évite, à la fois, les débordements

d'un régime présidentiel à l'état pur et les déviations notoires et paralysantes d'un régime parlementaire excessif ». Dans la presse, le débat est ouvert. L'hebdomadaire catholique *Lakroa* part en guerre contre les amendements constitutionnels proposés par le chef de l'État : « On veut maintenir des principes marxistes tels que le centralisme démocratique, source d'innombrables abus », s'insurge M. Rasedimiarivo. Celui-ci vitupère ce qu'il considère comme un renforcement des pouvoirs du président, qui serait « réligible indéfiniment » et qui ne pourrait être démis de ses fonctions qu'en cas de haute trahison par un vote de l'ANP à la majorité des deux tiers. Est-ce de l'aveuglement ou de la provocation, se demande l'éditorialiste, en annonçant : « nous serions dans l'obligation d'appeler nos compatriotes à la désobéissance civile » si ce projet est voté. L'opposition paraît bien décidée à aller de l'avant. Elle prendrait contact avec des « dissidents » de la majorité présidentielle pour obtenir, à tout prix, la convocation d'une conférence nationale. Une épreuve de force se prépare après ce durcissement du pouvoir, qui a, jusque-là, autorisé les manifestations. Sur les trottoirs de l'avenue de l'Indépendance, les vendeurs de lampions et de pétards sont de plus en plus nombreux, à quelques jours de la fête de l'Indépendance. Date butoir symbolique pour l'opposition, qui espère bien, d'ici là, avoir renversé l'ordre des choses.

JEAN HÉLÈNE

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : aménagement de la loi sur la sécurité intérieure. - Le Parlement a amendé, vendredi 21 juin, la loi sur la sécurité intérieure, pour réduire à dix jours la période pendant laquelle un suspect peut être détenu. Voté en 1982, l'Internal Security Act donnait à la police le droit de détendre une personne au secret pendant une durée illimitée, sa remise en liberté dépendant du bon vouloir des autorités. - (AFP).

COLOMBIE : reddition de Roberto Escobar, frère du chef du cartel de Medellín. - Roberto Escobar, quarante-quatre ans, numéro deux du cartel de Medellín qui dirigeait son frère Pablo Escobar, s'est rendu vendredi 21 juin aux autorités colombiennes et a été incarcéré à la prison d'Envigado (près de Medellín). Un autre trafiquant, Gustavo González Florez, dont on ignore quelles fonctions exactes il occupait dans le cartel de la cocaïne, s'est rendu en même temps que Roberto Escobar. Avec ces deux redditions, le nombre des membres du cartel de Medellín qui se sont rendus depuis mercredi dernier s'élève à sept. - (AFP).

KENYA : libération d'un opposant. - M. Raila Amolo Odiga, fils d'un ancien vice-président kenyan et avocat du multipartisme dans son pays, a été libéré de prison, vendredi 21 juin, après presque un an de détention sans jugement. Sa libération survient après celle de deux anciens ministres, MM. Kenneth Matiba et Charles Rubia. L'arrestation, en juillet 1990, de ces trois opposants avait provoqué des émeutes sanglantes qui avaient fait au moins vingt morts. Ils étaient accusés d'avoir voulu créer un parti politique pour s'opposer à l'Union nationale africaine du Kenya (KANU, parti unique). - (AFP).

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

## EUROPE

URSS : la demande de pouvoirs spéciaux du premier ministre  
ayant été écartée par le Parlement

## M. Gorbatchev a mis en échec ses adversaires conservateurs

M. Gorbatchev a provisoirement mis fin, vendredi 21 juin, à la crise politique qu'avait fait naître la demande de M. Valentin Pavlov, son premier ministre, de se faire voter des pouvoirs spéciaux. L'examen de cette demande a été écarté par le Soviet suprême de l'URSS à une forte majorité (262 voix pour, 24 voix contre et 21 abstentions), après que le président soviétique, dans un discours, eut violemment dénoncé les conservateurs.

« Vous êtes assis là, totalement coupés de la réalité », avait déclaré M. Gorbatchev devant les députés. « À l'heure où l'entente et la coopération entre les Républiques progressent, il y a ceux qui veulent que l'on se batte, que l'on se batte pour le pouvoir, que l'on se batte pour le pouvoir... »

Mettant en cause deux dirigeants du groupe conservateur Soloviov, M. Loukine et le colonel Victor Alksnis, M. Gorbatchev les a

accusés d'essayer de déstabiliser la coopération et la coordination entre le Soviet suprême, le cabinet des ministres et les dirigeants des Républiques. « J'appelle le Soviet suprême à ne pas se laisser faire », a-t-il dit. « Ils ne font pas peur, la démocratie se poursuit et personne ne réussira à l'abandonner : surtout pas les défenseurs de ces intérêts politiques étroits... »

Quant à la demande de pouvoirs spéciaux de M. Pavlov, M. Gorbatchev a minimisé son importance tout en désavouant implicitement son premier ministre : « Pavlov n'a pas correctement évalué ce passage de son rapport », a-t-il dit. Ce dernier prit ensuite brièvement la parole pour dire qu'il continuerait à travailler avec le président. Constatant l'absence de conflit entre les deux hommes, le Parlement a décidé qu'il n'avait pas à se prononcer.

Peu après, le président soviétique avait tenu à traverser les couloirs du Soviet suprême en compagnie des trois importants responsables qui avaient soutenu la demande de pouvoirs spéciaux de M. Pavlov : le maréchal Iazov, MM. Kroutchikov et

Pougo, respectivement ministres de la défense, du KGB et de l'intérieur. Tous trois ont écouté sans broncher les remarques de Mikhaïl Gorbatchev, qui, après avoir repris à l'intention des journalistes ses attaques contre les conservateurs, a affirmé qu'il n'y avait « aucune contradiction insurmontable » entre les divers programmes de réforme économique actuellement en discussion. Ses services mettent actuellement au point « une synthèse du plan anti-crise du gouvernement soviétique, du programme mis au point aux États-Unis par l'économiste Gregory Yavlinski (un réformateur radical), des recommandations du Fonds monétaire international et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement », a-t-il dit, selon l'agence TASS, ajoutant que cette synthèse sera « le programme du président, avec lequel j'irai au sommet de Londres » des sept pays industrialisés.

Ce projet de synthèse a été toutefois mis en doute par M. Iavinski. Rappelant au cours d'une conférence de presse qu'une précédente tentative de ce genre, à l'automne dernier, avait conduit à une grave crise politique, l'économiste s'est dit surpris par l'idée d'une fusion de son plan radical avec celui, plus modéré, du premier ministre Pavlov. « Je ne sais pas comment on peut le faire », a-t-il dit. — (AFP, Reuters)

AUTRICHE : isolé et critiqué par la classe politique

## Le président Waldheim renonce à briguer un second mandat

Le président autrichien, M. Kurt Waldheim, a annoncé, vendredi 21 juin, à la télévision qu'il renonçait à se représenter à l'élection présidentielle de 1992. Élu le 8 juin 1986, avec 53,9 % des voix, pour six ans, le chef de l'État a pris sa décision « après mûre réflexion, dans l'intérêt de l'Autriche et à la suite des expériences des années passées ».

VIENNE

de notre correspondante

Agé de soixante-deux ans, le président a admis que durant les cinq dernières années « il avait subi maintes épreuves, difficultés et déceptions... ». Les controverses sur sa personne en Autriche et à l'étranger, a-t-il dit, « m'ont fait souvent mal ». Ancien secrétaire général des Nations unies (1972-1981), M. Waldheim avait été l'objet de vives critiques en raison de son passé controversé dans l'armée hitlérienne. Il avait répondu à ses adversaires, qui l'accusaient aussi d'avoir été impliqué dans des crimes de guerre, qu'il n'avait « fait que son devoir » — une phrase qui lui avait valu les plus sévères reproches.

Une commission internationale d'historiens avait tenté de faire la lumière sur les activités du lieutenant Waldheim dans la Wehrmacht. Elle lui a reconnu une « certaine culpabilité morale » notamment dans les exactions commises par l'armée hitlérienne dans les Balkans où il était stationné. Selon cette commission, l'officier Waldheim « était au courant » des atrocités commises notamment contre les juifs et les partisans dans les Balkans, ce que le président avait toujours nié. Les historiens lui avaient également reproché d'avoir tenté de « minimiser » ses activités dans l'armée et une « perte de mémoire systématique ».

## Le voyage à Bagdad

M. Waldheim s'était senti personnellement insulté mais il restait isolé dans sa résidence de la Hofburg. Après la décision du gouvernement autrichien de le mettre sur la liste des personnes « indésirables » aux États-Unis, aucun chef d'État occidental n'a voulu le rencontrer. Ses quinze visites officielles à l'étranger l'ont conduit uniquement au Vatican, au Proche-Orient et en Extrême-Orient, Israël n'est plus représenté à Vienne par un ambassadeur.

En août 1990, le président Waldheim avait provoqué une nouvelle vague de critiques dans le monde lorsqu'il avait « libéré » les Autrichiens retenus en otage par Saddam Hussein avec plusieurs milliers d'autres ressortissants occidentaux. La presse lui avait reproché à l'époque d'avoir trahi la coalition internationale qui refusait de négocier avec le dictateur irakien. En Autriche cependant, il avait été accueilli triomphalement à son retour de Bagdad.

Dans la classe politique, un profond malaise s'est fait sentir ces derniers semaines à propos d'un éven-

tuels second mandat de M. Waldheim. Les sociaux-démocrates avaient clairement annoncé, lors de leur récent congrès, qu'ils désigneraient leur propre candidat si M. Waldheim se représentait. Les chrétiens-démocrates, qui avaient soutenu sa candidature en 1986, étaient divisés, mais beaucoup ont déconseillé publiquement au président de briguer un second mandat. Le secrétaire général de l'association des industriels, M. Herbert Krejci, n'a pas mâché ses mots en déclarant que l'Autriche, qui s'appuie à négocier son entrée à la CEE, ne peut se permettre d'avoir un président boycotté par la majorité des États. La décision de M. Waldheim a donc été accueillie avec soulagement et satisfaction dans les milieux politiques.

WALTRAUD BARYLI

POLOGNE

## Les Soviétiques ont rendu une partie des archives d'Auschwitz

L'URSS a remis, vendredi 21 juin, à la Pologne quatre des quarante-six volumes d'archives allemandes du camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau. Ces archives avaient été emportées par les Soviétiques en 1945, à la libération du camp, et étaient réclamées depuis plus de vingt ans par Varsovie. Pour la première fois, des historiens du musée d'Auschwitz ont pu se rendre aux Archives nationales de la révolution d'octobre et aux Archives centrales d'État jusqu'ici fermées aux chercheurs étrangers. Les Archives centrales conservent en particulier des documents allemands émanant des Waffen SS sur la construction du camp entre 1940 et 1944 avec des études techniques et financières, des correspondances avec les entreprises allemandes et les registres de décès. — (AFP)

La démission de la présidente du PS, M<sup>me</sup> Doi semble confirmer un virage à droite du parti

M<sup>me</sup> Takako Doi, présidente du Parti socialiste japonais (PS), a annoncé, vendredi 21 juin, qu'elle quittait ses fonctions. Alors que les socialistes venaient d'adopter un projet de réforme de leur programme, M<sup>me</sup> Doi a inopinément réuni une conférence de presse pour annoncer qu'elle assumait ainsi la responsabilité du recul du PS aux élections locales d'avril dernier. Le comité exécutif du parti se réunira lundi pour désigner son successeur, qui devrait être élu le 2 juillet au cours d'une assemblée générale. Il est probable qu'il s'agira de M. Makoto Tanabe, actuel premier vice-président.

TOKYO

de notre correspondant

Attendue depuis plusieurs semaines (le Monde du 18 mai), la démission de M<sup>me</sup> Doi intervient au moment où le PS vient d'adopter un nouveau programme politique. Bien que ce n'est pas la raison officielle, le retrait de M<sup>me</sup> Doi n'est peut-être pas sans relation avec une accentuation du virage à droite du parti.

Le projet de réforme, élaboré par une commission présidée par M. Tanabe (intitulé « Réformes

politiques et responsabilité du PS japonais »), aurait dû conduire à une révision en profondeur de la ligne politique du parti, notamment en matière de sécurité et de défense. De compromis en compromis entre les ailes droite et gauche, la révision telle qu'elle a été adoptée paraît timide.

Dans le document initial était soulignée la nécessité pour le PS d'être une véritable solution de rechange au pouvoir en place, en cessant d'être un simple « parti de résistance ». Au plan international, le texte notait que le parti devait s'adapter au nouvel ordre mondial et reconnaître le recours à la force militaire comme l'extrême du droit de défense (jusqu'à présent, le PS, qui prône une neutralité non armée, estime que les Forces d'autodéfense nipponnes sont inconstitutionnelles).

## Popularité ébranlée

En raison des résistances de la gauche, la réforme présentée par M. Tanabe, membre de la droite du PS, semble diluée dans un certain verbiage qui rend ambiguë la reconnaissance de la légalité de l'armée, mais les rapports de forces au sein du parti n'en paraissent pas moins privilégiés à l'ailé droite. Or celle-ci estime que ses intérêts ne sont plus servis par M<sup>me</sup> Doi, placée à la tête du PS en septembre 1986 alors qu'existait un vide du pouvoir au sein de

## Londres construira son propre char de combat

LONDRES

de notre correspondant

Liverpool est revenue en une journée, mercredi 19 juin, au centre de l'attention des Britanniques. Ce n'est pas à cause du football, mais parce que l'administration municipale de cette grande cité industrielle et portuaire du nord-ouest de l'Angleterre donne, une fois de plus, des signes inquiétants de fatigue. On ne ramasse plus les ordures depuis des semaines. Les fossyeurs et les croque-morts, même les employés du crématorium, se croisent les bras. Il s'agit d'une grève très dure, qui rappelle de vieux souvenirs aux Britanniques. Elle a aussi pour particularité d'opposer des employés municipaux syndiqués, soutenus par les trotskistes locaux, à une mairie travailliste modérée.

Deux mille tonnes d'ordures ménagères se sont accumulées et la mairie a décidé qu'il n'était plus possible de continuer ainsi. Elle a signé un contrat avec une firme française (ONYX UK, filiale britannique de la Générale des eaux) pour nettoyer les rues de la ville et reprendre l'adjudication du ramassage des déchets ménagers. Le leader du Parti tra-

GRANDE-BRETAGNE

## La fin des « trotskistes » de Liverpool

Le réalisme est plus nuancé.

Liverpool sort très lentement du marasme industriel qui a frappé tout le nord de l'Angleterre, et la ville commence à être nettement mieux administrée que du temps de la « gauche dure ». Les trotskistes, alliés pour un jour aux démocrates-libéraux, ont ainsi voté mercredi, lors d'une séance du conseil municipal, le réembauchage de quatre-vingt-quatre employés licenciés par la mairie travailliste modérée. Celle-ci avait procédé, au début de l'année, à environ un millier de licenciements. Sept cents d'entre eux ont été acceptés par les intéressés auxquels des solutions diverses (départ en préretraite, réembauchage dans d'autres emplois municipaux) avaient été proposées.

## Le symbole de la « gauche dure »

Liverpool est, bon gré mal gré, un symbole. La « gauche dure » travailliste, traversée de courants communistes, surtout trotskistes, a été jadis au pouvoir à la mairie, et le retour à un travailisme plus modéré ne s'est pas fait sans peine. Procès, coups et blessures, intimidations de conseillers municipaux, corruption ouverte ont été quelques-uns des ingrédients de ce cocktail qui permet à la presse conservatrice d'affirmer que le Labour n'a toujours pas exorcisé ses vieux démons.

DOMINIQUE DHOMBRES

La grande affaire est évidemment l'image nationale du Labour. M. Kinnoch joue à fond sur le nouveau visage, modéré et gestionnaire, qu'il a donné au vieux Parti travailliste. Il est prêt pour cela à toucher à des tabous tels que le licenciement de vieux travailleurs et l'appel à des firmes privées étrangères en matière de gestion municipale.

Après trois ans d'examen du dossier, le gouvernement britannique a choisi le char Challenger 2 du groupe Vickers pour équiper le corps blindé de l'armée de terre britannique. Ce char de conception nationale était en compétition avec le char M1 Abrams américain, le Leclerc AMX du groupe français GIAT-Industries et avec la possibilité d'acheter d'occasion des Leopard à l'Allemagne, qui doit s'en débarrasser dans le cadre des accords Est-Ouest de désarmement classique en Europe.

Le contrat, qui représente une dépense de 400 millions de livres (quelque 4 milliards de francs), prévoit la commande de 140 exemplaires du Challenger 2 et la modernisation de 420 Challenger 1 aujourd'hui en service en Grande-Bretagne. Dans le même temps, l'armée de terre retirera progressivement tout ou partie de ses 830 chars Chieftain, dont certains ont plus de trente ans d'âge.

Les premières livraisons de Challenger 2 commenceront après 1993. Vickers avait reçu en 1988 un contrat (portant sur quelque 90 millions de livres, soit 900 millions de francs environ) pour mettre au point les prototypes de ce nouveau char. D'une masse de 63 tonnes, le Challenger 2 est propulsé par un moteur diesel de 1 200 chevaux (il atteindra une vitesse inférieure à 60 kilomètres à l'heure) et il est armé d'un canon de 120 mm.

Ce contrat doit donner du travail à 1 700 personnes chez Vickers qui comptent proposer son char à l'exportation et, principalement, au Proche-Orient, à la Suède et au Canada. Le Challenger 2 équipera l'une des trois brigades britanniques au sein de la nouvelle force de réaction rapide de l'OTAN, les deux autres brigades ayant des Challenger 1 modernisés. Le PDG de Vickers,

Sir David Pastow, a expliqué que le Challenger 2 est « le meilleur char du monde ». Ses rivaux font valoir, en revanche, que le choix gouvernemental s'explique par des considérations industrielles et sociales en Grande-Bretagne — le maintien du potentiel de Vickers — et non par des raisons techniques et financières de libre concurrence en Occident.

ALBANIE : Lénine déboulonné. — La statue de Lénine, au centre de Tirana, a été enlevée de son socle dans la nuit du jeudi 20 au vendredi 21 juin sur décision des autorités. Elle a été déboulonnée à la veille de l'arrivée du secrétaire d'État américain, M. James Baker. Par ailleurs, Tirana et la Communauté économique européenne ont officiellement établi des relations diplomatiques. — (AFP)

## ASIE

JAPON : consécutive à un revers électoral

La démission de la présidente du PS, M<sup>me</sup> Doi semble confirmer un virage à droite du parti

L'équipe dirigeante, à la suite d'un cuisant échec électoral.

Première femme à diriger un parti au Japon, M<sup>me</sup> Doi a joué d'une popularité dont a bénéficié un PS languissant qui a soudain remporté des succès aux élections locales de 1987, puis aux élections générales de 1989 et sénatoriales de 1990. Femme à poigne, M<sup>me</sup> Doi n'en était pas moins prisonnière d'un appareil et elle a été dans l'incapacité d'opérer des réformes. Sa popularité s'est éteinte, comme en témoigne le recul du PS aux dernières élections locales. Récemment, M<sup>me</sup> Doi, qui n'appartient à aucun clan du parti, est apparue de plus en plus « lâchée » par la droite, qui considère qu'elle a fait son temps.

Renforcée par la mise à l'écart de tout ce qui pouvait encore être qualifié d'éléments de gauche au sein du mouvement syndical, l'aile droite du PS est en train de prendre clairement l'avantage. Cette évolution, sensible depuis 1989, incite certains commentateurs politiques à penser que la première formation d'opposition pourrait devenir une sorte de parti satellite de la majorité conservatrice. En attendant, conformément aux vœux de la grande confédération syndicale Rengo, le PS s'oriente vers un rapprochement avec le Parti social-démocrate.

PHILIPPE PONS

Une délégation de la Diète japonaise reçue par le premier ministre français

M<sup>me</sup> Cresson incomprise ou mal traduite ?

Alors que se développe une campagne antifrancophone au Japon à la suite des propos sévères de M<sup>me</sup> Edith Cresson, une délégation de la Diète a été reçue mercredi 19 juin par le premier ministre. Elle est sortie rassurée des quarante minutes d'entretien — au lieu de vingt prévues — que M<sup>me</sup> Cresson lui a accordées.

C'est ainsi que les députés — dont MM. Kakizawa et Tsurushima, tous deux parfaits francophones — ont répliqué la controverse sur le plan du malentendu : « Ma première impression était que ses propos avaient été provocateurs. Après avoir rencontré je suis persuadé qu'elle n'a pas été bien comprise », a déclaré l'un d'eux. « Nous n'avons entendu aucun mot provocateur de sa part et je pense que les médias (sous-entendu japonais) ont exagéré ». Ainsi seraient-ils utilisés le mot d'« ennemi » au lieu

d'« adversaire ». « Nous voulons couper court à la controverse », a ajouté M. Kakizawa, d'ajouter que « M<sup>me</sup> Cresson ne veut pas aggraver la situation bilatérale ». Et que ses propos ne sont pas destinés à critiquer le peuple japonais mais l'attitude des grands groupes nippons. Et les députés de souhaiter bonne chance à une industrie française plus compétitive avec laquelle ils affirment que leur pays est prêt à coopérer. Mais, sur le fond, les reconnaissances que M<sup>me</sup> Cresson reste ferme et qu'elle ne veut pas faire le même erreur que le gouvernement américain, qui a laissé décliner son industrie automobile en acceptant la pénétration de son marché.

A entendre ces propos optimistes, on en viendrait à se demander s'il y a vraiment un contantier franco-japonais... P. DE B.

SRI-LANKA : près de 70 morts dans l'attentat de Colombo. — Selon des membres du gouvernement et des députés de l'opposition, l'attentat à la voiture piégée, commis vendredi 21 juin à Colombo contre le principal quartier général de l'armée du Sri Lanka, aurait fait près de 70 morts, civils et militaires. Deux cents autres personnes ont été blessées. Cet attentat a été officiellement attribué à la guérilla tamoule. — (AFP)

AFGHANISTAN : retour de l'ex-président Karzai et l'annonce de son frère. — Le président Najibullah a démis de ses fonctions l'un de ses sept vice-premiers ministres, M. Mahmoud Barakzai, a annoncé vendredi 21 juin. Radio-Kaboul. Cette décision intervient au lendemain du retour en Afghanistan, après cinq ans d'exil passé en URSS, de l'ancien président afghan Babrak Karzai, frère du ministre limogé. — (AFP, Reuters)

مكتبة الشارقة



# POLITIQUE

Après les déclarations du président du RPR sur l'immigration

## M. Mitterrand évoque les « droits civiques » des étrangers en situation régulière

M. Mitterrand, qui avait renoué, la semaine précédente en Champagne-Ardenne, avec ses visites en province, s'est rendu, vendredi 21 juin, à Issoudun (Indre), puis à Blois (Loir-et-Cher). A Issoudun, quelques centaines d'agriculteurs ont manifesté sur le passage du cortège présidentiel. Tout au long de sa visite, le chef de l'Etat, en lançant un appel à la « mobilisation générale des énergies, des capacités, des compétences », a traité, dans ses discours, de l'emploi et de la formation professionnelle. Il a également répondu implicitement à M. Chirac en dénonçant, à propos de l'immigration, « les raisonnements à connotation raciste » et en évoquant une nouvelle fois les « droits civiques » dont pourraient bénéficier les étrangers en situation régulière.

Au cours de la visite à Issoudun (Indre), puis à Blois (Loir-et-Cher) qu'il a effectuée vendredi 21 juin.

## Adapter l'école aux besoins des entreprises

Suite de la première page

Mais, en même temps, relever globalement le niveau des diplômés — et par conséquent, croquer-on, des qualifications — pour permettre à l'économie française d'affronter des mutations technologiques accélérées et la compétition européenne et mondiale. Pour relever le défi, le candidat Mitterrand de 1988 faisait de l'éducation la priorité nationale de son second septennat. En trois ans, ce choix s'est traduit par un effort presque sans précédent. Le budget de l'éducation nationale a augmenté de près de 50 milliards de francs et est redevenu le premier budget de l'Etat. Près de trente mille postes d'enseignants ont été créés. Et le nombre des bacheliers est passé, entre 1987 et 1990, de deux cent soixante-dix-huit mille à près de quatre cent mille, soit 44 % d'une génération contre 33 % trois ans avant.

Or tout le monde prend conscience aujourd'hui qu'il ne suffit pas de faire plus. Il faut faire autrement. C'est la troisième croisée du président de la République. En effet, l'ouverture des portes des lycées n'a pas seulement débarrassé des établissements et des enseignants jusque-là relativement saturés. Elle a provoqué une ruée vers les formations générales au détriment des filières professionnelles et techniques dont les entreprises ont besoin. Le décalage entre les diplômes et les qualifications requises n'apparaît aujourd'hui que plus cruel.

Elle n'a pas davantage réglé le problème lancinant du chômage des jeunes : le pourcentage de ceux qui sortent de l'école sans qualification est resté constant, aux alentours de 14 %, soit un peu plus de cent mille laissés-pour-compte chaque année. Enfin, comme l'explique brutalement le récent rapport du plan sur les besoins de financement de l'éducation à l'horizon 2005, l'Etat ne pourra, indéfiniment, assumer seul l'augmentation vertigineuse des besoins de financement du système éducatif. Il lui faut trouver de nouveaux partenaires.

### Les six commandements

C'est tout le sens du discours d'Issoudun, qui prolonge et amplifie un débat de plus en plus frisant depuis deux mois. En formulant, sur un ton impératif, six commandements à son gouvernement, le président de la République ne réinvente certes pas le monde. Toutes les « directions » qu'il trace sont, peu ou prou, esquissées depuis trois ans, voire davantage. Mais en mettant l'accent — avec quelle insistance — sur l'adaptation des formations à l'emploi, il change en réalité la priorité : l'effort qualitatif doit désormais primer sur la quantité. Profond changement de perspective par rapport aux traditions françaises, celles de l'éducation nationale comme celles

M. François Mitterrand a répondu, sans jamais nommer leur auteur, aux propos tenus par M. Chirac, le mercredi précédent, sur l'immigration.

« Il faut éviter des réponses excessives, simplement passionnelles ou bien démagogiques. (...) Jamais nous n'avons accepté, pour ce qui nous concerne, et moi le premier, les raisonnements à connotation raciste dont on peut user électoralement, mais qui ne sont dans l'intérêt de personne, qui sont un déni au respect que l'on doit aux gens », a-t-il dit à Issoudun, où il a été accueilli par le maire socialiste, M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la ville et de l'aménagement du territoire. Au terme d'un long développement consacré à l'immigration régulière, au droit d'asile et à l'immigration clandestine, M. Mitterrand a ajouté : « Les campagnes qui ont lieu aujourd'hui avaient lieu au temps de ma jeunesse. Je me souviens de quelle manière on rejetait les Polonais du Nord, les Italiens du Quercy ou de l'Aveyron. Il y avait des campagnes d'une violence comparable à celle que l'on constate aujourd'hui pour les Belges qui franchissent la frontière du Nord. (...) Il n'en reste pas moins que ces grands flux migra-

toires qui se déroulent sur la surface de la planète en direction des pays considérés comme prospères représentent une cause de déséquilibre grave à laquelle il faut veiller. (...) Tout réfugié politique auquel l'asile sera accordé parce que c'est un vrai réfugié politique peut vivre en paix en France. Tout travailleur qui vient chercher un emploi et qui l'obtient après enquête sur les possibilités d'emploi doit vivre chez nous avec tous les droits accordés aux travailleurs français. Vous savez qu'on a souvent évoqué l'idée, le cas échéant, des droits civiques parce qu'après tout, toute femme, tout homme qui vit sur notre sol doit pouvoir dire son mot sur sa vie quotidienne. (...) Tout ce qui est clandestin dépourvu de nos lois doit être humanement ramené là où il faudra. »

A Blois, en compagnie de M. Jack Lang, maire de la ville, M. Mitterrand a pris, quelques heures plus tard, un bain de foule dans un quartier HLM dont les habitants sont en majorité d'origine étrangère. Là, le chef de l'Etat s'est arrêté devant un groupe de rap qui a vanté les vertus de la « zoulou nation ». Auparavant, dans la même ville, M. Mitterrand avait indiqué qu'il entend « mener les affaires du pays (...) de telle sorte que, assez vite, des gens qui ont un retour de crise, venus d'ailleurs, auront compris l'importance quotidienne liée à la renaissance de l'emploi sera revenue », il « aura la conscience tranquille » et pourra « dire aux Français : « Voilà, on vous rend ce dépôt qui nous a été confié », avec le sentiment que ce dépôt s'est enrichi par l'apport des générations, la même qui commence à passer et celles qui suivent, jusqu'aux plus jeunes. »

### Mobiliser les entreprises pour la formation

L'emploi et son préalable, la formation, ont été les thèmes principaux des interventions du président de la République tout au long de cette journée. A Issoudun, dans le Nord, M. Mitterrand a été secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle dans le gouvernement de M. Rocard. M. Mitterrand a lancé un appel « à une sorte de mobilisation générale des énergies, des capacités, des compétences » pour la formation, l'emploi et la compétition écono-

mique face à l'Allemagne et au Japon.

Après avoir affirmé la nécessité de « déconcentrer notre système éducatif », d'éviter « absolument ce gâchis social qu'est pour les jeunes la course déconcertante au premier emploi et pour les entreprises cette irritante difficulté à trouver des hommes et des femmes qualifiés capables de faire le travail demandé », le chef de l'Etat a indiqué au gouvernement cinq « directions » de travail :

« Les entreprises, les branches professionnelles doivent définir clairement les qualifications dont elles ont besoin. Elles doivent être capables de les prévoir. Il faut anticiper. Le ministère du travail les aidera. »

« Définir le contenu des formations à adapter ou à créer de toutes pièces. (...) C'est le travail conjoint de l'éducation nationale, des partenaires sociaux, des représentants des employeurs et des élus. »

« Que l'entreprise puisse devenir plus souvent qu'elle ne l'est un lieu de formation. (...) Il faut que la collaboration soit étroite entre la puissance publique et les entreprises pour que partout où travaillent des ouvriers, des employés, des cadres de toute sorte existe un lieu de formation. »

« Que les entreprises détachent, pour une durée limitée, avec un financement approprié, certains de leurs cadres dans le système de formation initiale ou continue afin de prendre part au travail des enseignants et des formateurs. On luttera ainsi contre le phénomène de vieillissement des connaissances. »

« Développer la fonction essentielle de tuteur. (...) Il faut que les jeunes appelés à faire un stage dans l'entreprise soient encadrés, que le lien soit assuré avec l'établissement de formation. C'est une véritable fonction à créer, qui doit faire l'objet d'une reconnaissance sociale. (...) Beaucoup de jeunes souffrent du fait qu'ils n'ont pas à leurs côtés un travailleur plus âgé, mieux formé, qui leur dit : « Voilà comment il faut faire », sans être obligés de passer par un enseignement qui serait excessivement abstrait. »

## Le chiffon rouge

par Robert Solé

LES étrangers qui résident en France de manière régulière doivent avoir « tous les droits accordés aux travailleurs français, et (...) on a souvent évoqué l'idée, le cas échéant, des droits civiques ». En glissant cette phrase ambiguë dans son discours d'Issoudun, M. François Mitterrand n'a sans doute pas cherché à apaiser le débat sur l'immigration. L'allusion à un éventuel droit de vote des étrangers aux élections locales relèverait plutôt du « dialogue fracassant » que le chef de l'Etat appelle de ses vœux.

Grosso modo, les résidents étrangers bénéficient aujourd'hui des mêmes droits économiques et sociaux que les Français : dans les entreprises, ils sont électeurs et éligibles ; dans les caisses de Sécurité sociale, les offices publics HLM, les écoles et les universités, ils ont leur mot à dire de la même manière que les nationaux. Seuls leur sont interdits l'accès à la magistrature, certains emplois dans la fonction publique et l'éligibilité aux conseils de prud'hommes. Et ils ne peuvent participer à aucune élection politique.

### Un intérêt électoral

Le droit de vote des étrangers aux scrutins locaux figurait parmi les cent dix propositions du candidat Mitterrand, en 1981. Ayant soulevé des tempêtes, ce projet n'a jamais vu le jour. Et, dans sa Lettre à tous les Français, sept ans plus tard, le nouveau candidat Mitterrand n'en parlait plus. A plusieurs reprises cependant, le chef de l'Etat a fait savoir qu'il restait favorable à une telle réforme, pour laquelle l'opinion française n'était pas encore prête. Chaque fois qu'il a abordé ce sujet explosif, les polémiques ont fait rage.

Les étrangers paient des impôts dans leurs communes. Si on leur refusait l'accès des urnes, ils seraient sans doute mieux entendus et mieux considérés. Cela se fera d'ailleurs tôt ou tard pour les ressortissants de la Communauté européenne. Mais une telle réforme exige de revoir la Constitution et d'aller à l'encontre de l'avis d'une majorité de Français (deux sur trois, selon un sondage SOFRES de février 1988). Aucun gouvernement ne serait prêt à prendre ce risque.

D'autant que beaucoup de monde, à gauche, estime que le droit de vote n'est pas une bonne solution et qu'il vaut mieux favoriser la naturalisation des étrangers qui le souhaitent.

« Tout homme, toute femme qui vit sur notre sol doit pouvoir dire son mot sur la vie quotidienne », affirme M. Mitterrand. Cela n'implique pas forcément un droit de vote qui contribuerait à affaiblir la valeur de la citoyenneté française dans un pays déjà atteint par une crise d'identité. Certaines petites municipalités ont d'ailleurs inventé des formules de participation des étrangers dans le cadre des lois existantes.

Partisans et adversaires du droit de vote ont, les uns comme les autres, des arguments solides. Mais faut-il relancer le débat ? Certainement pas si l'objectif est de calmer le jeu en matière d'immigration. Agiter le chiffon rouge du droit de vote, quitte à le faire de manière détournée en parlant de « droits civiques », ne peut avoir aujourd'hui qu'un intérêt électoral. Et encore... Il faudrait voir si ce ne serait pas pour la gauche un excellent moyen — parmi d'autres — de perdre les élections.

## M. Chirac estime que son « message » est bien « passé »

NICE

de notre correspondant régional

Quarante-huit heures après sa distribution sur l'immigration, à Orléans, M. Jacques Chirac est revenu sur le sujet, vendredi 21 juin, au cours de la « Nuit tricolore » du RPR des Alpes-Maritimes, à Cagnes-sur-Mer. Evoquant les accusations portées, au sein de son mouvement, contre les médias « qui ne passent pas notre message parce qu'ils sont de gauche », le président du RPR a estimé qu'il s'agissait d'une « réponse un peu courte ». « Car, a-t-il poursuivi en confirmant implicitement que ses propos antérieurs ne constituaient pas un « dérapage » de sa part, quand il y a un message clair, je peux vous le dire par expérience, notamment récente, il passe parfaitement bien au travers des médias. »

### Le « mépris de fer » de M. Pasqua

L'ancien premier ministre, qui était exceptionnellement accompagné des principaux responsables du RPR, MM. Alain Juppé, secrétaire général, Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, et Charles Pasqua, son homologue au Sénat, a d'ailleurs maintenu ses positions sur le fond — mais dans un registre différent — quand il a abordé les problèmes de notre pays. « Je suis content », a-t-il déclaré, lorsque j'entends, depuis quelques années, parler partout, dans les médias, chez les intellectuels, chez un certain nombre d'hommes politiques, d'immigration, d'identité raciale, ethnique, culturelle qu'il conviendrait de développer et d'approfondir. Jamais, je n'entends tous ces gens parler de l'identité française, parler de nos racines, de nos traditions, parler de la France. Mais qu'est-ce que cela veut dire ? Leur ambition, à ces méprisables, est-elle simplement de transformer notre pays en une multitude de clans et de chapelles ? Nous sommes un grand, beau et fort pays qui a apporté au monde, notamment dans le

domaine des droits de l'homme, la lumière et la vérité et qui peut encore apporter beaucoup à condition qu'on ne lui coupe pas les jarrets au nom d'idéologies, laxistes, stupides et démolitionnistes. »

MM. Juppé et Pasqua ont, pour leur part, ostensiblement serré les rangs autour de leur chef de file. Le premier en estimant que « Jacques Chirac dit la vérité aux Français. (...) Nous voulons, a-t-il ajouté, une France où on ne laisse pas entrer, chaque année, cent cinquante mille étrangers supplémentaires parce que cela rend impossible toute politique d'intégration ou d'assimilation ». Le second, très applaudi par les mille huit cent convives de cette soirée, a repoussé « avec un mépris de fer les accusations de racisme qui pourraient être adressées à ceux qui se réclament du gaullisme. François Mitterrand, a-t-il lancé, a souhaité un débat fracassant. Il l'a et il l'aura ! Ne vous y trompez pas, a d'autre part averti l'ancien ministre de l'Intérieur au sujet de la crise des banlieues, ce qui se passe dans ces départements et ces communes est, à terme, porteur des prémices d'affrontements ethniques et raciaux. Si nous voulons réduire les problèmes qui se posent dans ces secteurs, il faut un véritable plan d'importance exceptionnelle qui nécessitera la mobilisation de dizaines de milliers de francs. Comme M. Pasqua, qui avait initié ses « amis noirs » à s'unir pour « battre Le Pen » (tête de liste annoncée aux régionales dans les Alpes-Maritimes), M. Chirac a également fait allusion à la situation locale du RPR caractérisée, notamment, par une bruyante compétition entre les deux jeunes députés nicotins du mouvement, M. Christian Estrosi et M. Jean-Marie Daugreilh. « Je ne suis pas de ceux, a-t-il déclaré, qui contestent les ambitions personnelles. (...) Mais elles doivent s'exprimer dans le cadre d'un minimum de règles qui privilégient la cohérence (...) et qui excluent (...) toutes querelles de clochers toujours dérisoires et dangereuses. »

GUY PORTE

## Les mécomptes de la mairie de Paris

Invité du Journal de 20 heures d'Antenne 2, jeudi 20 juin, M. Jean-Claude Chirac avait cité l'exemple d'un chômeur immigré vivant avec quatre épouses et vingt enfants qui percevrait 57 819 F de prestations sociales. Il s'agissait apparemment, compte tenu de la précision apportée au franc près, d'un cas réel.

A la mairie de Paris, nul n'était en mesure, vendredi, de préciser le décompte de cette somme. Un fonctionnaire municipal, ignorant l'origine du montant des prestations sociales citée, avait pour mission, en réponse aux questions, de reconstituer les éléments d'une situation réelle supposée.

La famille choisie comme cas d'école par ce fonctionnaire était composée d'un homme, de trois femmes et de vingt enfants, et ainsi décrite : un couple légitime avec huit enfants de moins de dix-huit ans, et deux femmes seules, mères de six enfants chacune. Entre les allocations familiales (5 772 F), l'allocation logement

(5 218 F) et le revenu minimum d'insertion (9 442 F), le couple légitime toucherait 20 432 F. Bénéficiaire de l'allocation de parent isolé et des allocations familiales, majorées pour enfants supplémentaires, chacune des épouses légitimes percevrait 7 311 F. Enfin une allocation spéciale d'action sociale à l'enfance versée au chef de famille s'élèverait à 10 000 F.

Contrairement aux autres, qui sont versées automatiquement — excepté le RMI — par la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), la dernière prestation de 10 000 F est laissée à la discrétion du département, c'est-à-dire en l'occurrence à la mairie de Paris.

Au total, le montant des prestations sociales atteint 45 054 F dans le cas cité. Vendredi soir, il manquait donc, selon ce compte théorique de la mairie de Paris, 12 765 F pour atteindre le cas évoqué par M. Chirac.

O. B.

## Le MRAP appelle à un rassemblement

Les propos de M. Jacques Chirac dénonçant le 19 juin à Orléans une « overdose » d'immigrés en France continuent de susciter de nombreuses réactions.

M<sup>me</sup> Simone Veil s'est déclarée « consternée », vendredi 21 juin, au France-Inter. « Je suis triste », a dit notamment l'ancienne ministre, « car je pense que c'est un dérapage de la part de Jacques Chirac, qui n'est pas raciste et qui s'est laissé emporter par le verbe, par l'atmosphère d'une réunion. Je l'excuse par amitié, mais c'est grave. Je ne veux pas croire que ce soit un calcul, car si c'était cela, ce serait un mauvais calcul. »

M. Alain Carignon, président du conseil général de l'Isère, en congé du RPR, a affirmé, à Grenoble : « Quand on a la responsabilité d'une collectivité locale ou nationale, on ne peut pas tenir des propos qui exacerbent les tensions, ni répéter tout ce qu'on entend. La vocation d'un responsable politique est d'être un pédagogue qui tiennent compte de la com-

plexité des problèmes. Il doit avoir la force de conviction d'expliquer que les immigrés constituent désormais un élément de la société française. »

M. Bruno Megret, député général du Front national, a estimé, pour sa part, que « Jacques Chirac doit désormais tirer les conséquences politiques de ses déclarations, cesser de jeter l'anathème sur Jean-Marie Le Pen, affirmer que ses valeurs sont conformes aux nôtres et se déclarer prêt à des accords électoraux avec le Front national contre la gauche pour les élections de 1992 et 1993. »

Pour le bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire, « un seul terme vient à l'esprit » pour qualifier le président du RPR : « Salaud ! Paris doit rejeter et vomir ce maire raciste. »

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a décidé d'engager des poursuites judiciaires contre M. Chirac et appelle à un rassemblement, mardi 25 juin, à 18 h 30, devant l'Hôtel de Ville de Paris.

## POLITIQUE

Après les déclarations du président du RPR sur l'immigration

### La Constitution n'a pas d'odeur

par Thierry Bréhier

M. JACQUES CHIRAC ne comprend pas qu'un immigré et sa famille puissent vivre dans des conditions de logement déplorables. Il souhaite privilégier les étrangers des « prestations sociales qui ne sont pas la contrepartie d'une cotisation », selon la formule qu'il a utilisée, jeudi 20 juin à Antenne 2.

Cette partie-là, au moins, des propos du président du RPR n'aurait pas dû surprendre, puisqu'il s'était déjà mis d'accord sur cette proposition avec M. Valéry Giscard d'Estaing, lors des états généraux de l'opposition consacrés à l'immigration.

L'ennui, pour M. Chirac, c'est que, pour aboutir à un tel résultat, il faudrait tout simplement modifier la Constitution. Et le maire de Paris devrait le savoir mieux que quiconque puisque, sur ce sujet-là, précisément, sa ville s'est déjà fait sèchement rappeler à l'ordre par le Conseil d'Etat.

Cette proposition figure depuis longtemps, en effet, au programme du président du RPR. S'il n'a pas tenté de la mettre en application lors de sa cohabitation avec M. François Mitterrand, il s'est efforcé de la faire à Paris dès 1984. Le 28 novembre de cette année-là, le Conseil de la capitale avait décidé que l'allocation qu'il versait, depuis octobre 1980, aux familles de plus de deux enfants, pendant trente mois après une nouvelle naissance, si l'un des parents ne travaillait pas, serait réservée aux Français et aux ressortissants des pays de la Communauté européenne.

#### Jurispudience

Saisi par le MRAP, le tribunal administratif de Paris avait cassé cette décision en expliquant qu'on ne pouvait fixer de « conditions discriminatoires » à « une prestation versée sur fonds publics » que si cela découlait nécessairement de l'application d'une loi, ou d'une nécessité d'intérêt général. Le Conseil d'Etat avait, le 30 juin 1989, confirmé cette décision.

Or le Conseil constitutionnel a, à l'occasion de préciser que le législateur national ne pouvait pas, lui non plus, prendre une option aussi discriminatoire. Depuis le 30 juin 1986, il existe, en effet, une allocation versée aux personnes âgées disposant de revenus inférieurs au « minimum vieillesse », et celle-ci est réservée aux

Français. Se disposant à appliquer enfin la réglementation européenne, qui interdit de traiter les ressortissants communautaires différemment des nationaux, le gouvernement de M. Rocard avait voulu étendre le bénéfice de cette allocation aux Européens. Les gardiens de la Constitution la lui ont interdite, le 22 janvier 1990, en expliquant que « le législateur peut prendre à l'égard des étrangers des dispositions spécifiques à la condition de respecter (...) les libertés et droits fondamentaux de valeurs constitutionnelles reconnus

à tous ceux qui résident sur le territoire de la République ». Autrement dit, le loi aurait dû accorder l'allocation en question à tous les étrangers, mais lui n'a songé à proposer au Parlement de la République de la voter.

Plus grave, encore, pour M. Chirac, une modification de la Constitution ne serait probablement même pas suffisante. Car le principe constitutionnel d'égalité s'oppose non seulement sur l'article 2 du texte de 1958 (La France assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction

d'origine, de race ou de religion), mais aussi sur la Déclaration des droits de l'homme de 1789, dont l'article premier proclame : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits », et dont l'article VI stipule que la loi « doit être la même pour tous ».

Est-ce ce texte que veut remettre en cause le président du RPR ? Ce texte autour duquel s'est constituée, depuis deux siècles, par agrégation des anciennes provinces du royaume et par intégration des enfants d'une immigration constante, la nation française.

Les assises de Socialisme et République

### M. Chevènement veut constituer un « pôle de gauche » au sein du PS

Le courant Socialisme et République réunit ses assises samedi 22 et dimanche 23 juin à Paris. Rassemblant les partisans de M. Jean-Pierre Chevènement, ce courant, qui avait recueilli un peu plus de 8 % des mandats au congrès de Rennes, en mars 1990, a perdu son unité depuis la guerre du Golfe et la décision prise par son chef de file, en janvier dernier, de quitter le gouvernement.

« Le conflit du Golfe a constitué, sur le plan intérieur, une parenthèse qui se referme... » En lisant ces mots, par lesquels commence la contribution des animateurs d'« Espace socialiste au débat interne du courant Socialisme et République », M. Chevènement a fait s'étrangler. Ainsi donc, ces six mois, marqués, pour lui, par un intense débat avec ses détracteurs et avec lui-même, qu'il avait conclu, le 29 janvier, en se démettant de sa fonction de ministre de la Défense, ne seraient qu'une parenthèse ? La rupture à laquelle il s'était résolu, en la voulant « fondatrice » d'un « nouveau départ » pour la gauche, hors des chemins bourgeois du libéralisme, de la compromission avec le centre et de la soumission à l'hégémonie

américaine, devrait être passée par pertes et profits ?

Pour le maire de Belfort, redevenu député le 9 juin, la position adoptée par M. Michel Charzat, Jean-Paul Planchou, Jean-Marie Bockel, Jean Gatzel et les autres fondateurs d'« Espace socialiste », tout simplement, inacceptable. Tout en évitant de donner au désaccord une ampleur telle que l'existence même de Socialisme et République serait en cause, les fidèles de M. Chevènement, comme M. Jean-Yves Autexier, député de Paris, secrétaire général du courant, expliquent qu'il y a une continuité entre ce que ce courant a toujours défendu et la position qu'il a prise sur la guerre du Golfe et qu'il appartient à ceux qui contestent cette continuité de « choisir ».

Pour preuve de l'assurance avec laquelle elle aborde la confrontation, la direction du courant a fait figurer en tête des documents préparatoires aux assises de samedi et dimanche un texte sans concession, signé par M. Autexier et par M. Jean-Luc Laurent, député général. Pour les opposants, ce texte ne peut pas ne pas avoir reçu l'aval de M. Chevènement, même si ce dernier, en s'abstenant de le signer, a pu se ménager la possibilité d'une démarche plus conciliante. Toujours est-il qu'on y retrouve, exprimées de façon abrupte, des idées qu'on a pris l'habitude de rencontrer dans le

discours de l'ancien ministre. « Le bilan de l'après-guerre commence d'apparaître pour ce qu'il est : désastreux », peut-on y lire. Selon ce texte, « le « devoir d'ingérence » risque de dégénérer en interventionnisme militaire généralisé », et « le droit de l'homme est la dernière idéologie de l'impérialisme ».

Ce n'est pas tout. Pour les proches de M. Chevènement, la question soulevée par la guerre du Golfe est de savoir si « l'essence (des) nouveaux rapports internationaux », issus de l'effondrement du système soviétique, n'est pas, « à vrai dire, fondamentalement raciste ». Reprochant implicitement à M. François Mitterrand de s'être plié à ce nouvel ordre en entraînant la France dans la guerre contre l'Irak, les auteurs du texte se demandent si le choix n'est « qu'entre l'hégémonie allemande en Europe et l'hégémonie américaine au-delà » et si le président de la République a « trop l'indépendance nationale contre une problématique stratégie d'influence ».

A travers cette attaque frontale contre la politique du chef de l'Etat, ceux qui visent au sein de Socialisme et République d'obtenir une stratégie minoritaire au sein du PS, passent par la constitution, au sein de celui-ci et sur ses marges, d'un pôle « de gauche » qui se démarque de ce serait le candidat à la prochaine élection présidentielle.

P. J.

#### LIVRES POLITIQUES

Il est plus nécessaire que jamais de parfaire son éducation européenne, mais on ne va pas, pour autant, se lancer dans une nouvelle guerre, sous prétexte que cela favoriserait les brassages et les vagabondages. Il y a d'autres moyens de s'éduquer, notamment ceux qui utilisent les instruments habituels de la connaissance lorsqu'ils s'offrent à la curiosité de chacun. En voici un qui raconte l'Europe, en séquences annuelles, depuis 1815. Une histoire du Vieux Continent, mise à plat, qui court du congrès de Vienne à la réunification de l'Allemagne ; une vision globale et scandée de l'espace compris entre l'Irlande et Moscou, la Scandinavie et la Méditerranée.

Serge Cosseron et Philippe Faverjon ont mis au point cet agenda historique de l'Europe d'hier, qui permet de comprendre celle d'aujourd'hui et de demain, de voir en tout cas d'où elles viennent. L'ouvrage se présente sous la forme d'un fort volume aisément maniable. Il le faut car il s'agit d'un outil destiné à servir souvent, autant que de besoin, soit pour recadrer dans leur environnement continental des pans de vie nationale, soit encore pour prendre la mesure d'une mutation qui a dépassé les frontières et pris plusieurs années.

S'agissant d'un fonds commun qui emprunte à tant de destinées nationales et qui veut englober tous ces apports, il n'était pas possible de se lancer dans un récit linéaire, d'autant plus qu'il convenait de respecter la genèse polycentrique de cette histoire. Aussi les auteurs ont-ils choisi l'approche chronologique. Chaque

### L'Europe en plans-séquences

année, à partir de 1815, est présentée, sauf exception, sur une double page, avec la chronologie des faits historiques dans la colonne de gauche et, pour les plus importants ou significatifs d'entre eux, un commentaire dans la colonne de droite. Le trait marquant de l'année est mis en valeur dans le titre de la double page.

Cependant, le cours de l'histoire ne se pile pas forcément à ce découpage. Les moments forts (révolutions, guerres) se voient donc accorder davantage de place. De la même façon, certaines mutations historiques se déroulent sur des périodes pluri-annuelles et ne s'illustrent pas dans des faits repérables avec précision dans le temps : elles font l'objet alors de synthèses qui complètent régulièrement le rythme événementiel. Il en est ainsi, par exemple, pour le phénomène des nationalités, la révolution industrielle, l'essor scientifique et culturel, le mouvement ouvrier, etc. Un appareil de dessins, cartes, photos, fac-similés, contribue à montrer comment est née l'Europe moderne. Des index alphabétiques et thématiques complètent cet ouvrage de référence et de documentation immédiate.

L'Europe dont nous héritons est née dans la douleur des crises et des guerres. Elle a tellement connu de drames que leur succession, si accablante qu'elle soit,

ANDRÉ LAURENS

finit par occulter la gravité des plus marquants. Aussi cette chronique européenne trouve-t-elle un prolongement et un complément dans celle de la seconde guerre mondiale, racontée au jour le jour dans un album de six cent soixante pages abondamment illustrées. La méthode utilisée dans cet ouvrage (une chronologie très détaillée, jour par jour, et de courts articles relatant au présent les principaux faits à la manière d'un journal qui aurait eu la possibilité de couvrir l'ensemble des opérations) a déjà fait ses preuves dans d'autres volumes de la collection.

Ce travail est le fruit de rédacteurs anglais et français et il a été supervisé par des experts militaires. Des contributions annexes décrivent les armements, évaluent le coût de la guerre en vies humaines et en richesses matérielles et fournissent des notices biographiques sur les principales personnalités civiles et militaires (avec un appendice spécial pour les Français).

Ces récits de guerre, ces images de ruines et de morts, ces actes de barbarie, ce fut aussi cela la civilisation européenne, il n'y a pas si longtemps. Ne l'oublions pas, car l'avenir sans mémoire risquerait de n'être qu'un recommencement.

► L'Europe de 1815 à nos jours, de Serge Cosseron et Philippe Faverjon, La Manufacture, 672 pages, 195 F. Chronique de la seconde guerre mondiale, sous la direction de Jacques Legrand, Editions Chronique diffusée par Larousse, 772 pages, 249 F.

### M<sup>me</sup> Cresson fait le « ménage » après le passage de M. Rocard

Dans un entretien publié par le Figaro-Magazine, daté du samedi 22 juin, M<sup>me</sup> Edith Cresson affirme notamment, à propos de son prédécesseur à l'hôtel Matignon : « Tant mieux pour Michel Rocard s'il est parti au bon moment. Moi, je suis là pour faire le ménage. Dans six mois, il aurait été trop tard. » A propos de l'affaire de la boulangère de Stains, mère d'un handicapé, décédée d'une crise cardiaque après être intervenue pour protéger son fils pris à partie par des jeunes du voisinage (le Monde du 9 mai), M<sup>me</sup> Cresson affirme : « Je m'occupe des problèmes fiscaux du mari de cette boulangère dont le fils était martyrisé depuis longtemps par une bande de salopards. » Le magazine demande : « On peut employer ce mot quand il s'agit de Maghrébins ? » Des salopards, oui, répond le premier ministre. Je ne vois aucune raison de traiter les Maghrébins différemment des autres. Ce serait une forme de racisme. Personne ne doit échapper à la loi.

M<sup>me</sup> Cresson affirme, au sujet de l'industrialisation de la France : « Le problème est que nous avons une administration très compétente pour intervenir dans les secteurs en déclin : la sidérurgie, elle, sait le faire. Ce qu'elle ne sait pas très bien faire, en revanche, c'est apprécier les risques et les chances des technologies nouvelles. »

## COMMUNICATION

Rencontre des stations régionales européennes

### M. Hervé Bourges plaide pour la télévision de proximité

STRASBOURG

de notre correspondant

Le président d'Antenne 2 et de FR3, M. Hervé Bourges, a plaidé pour l'identité des télévisions régionales et locales en présidant, jeudi soir 20 juin, la clôture de la CIRCOM régionale 91 à Strasbourg. La Coopération internationale de recherche et d'action en matière de communications, créée à Lille en 1983, réunit aujourd'hui quelque deux-cent-cinquante stations de vingt-cinq pays européens. Ces travaux strasbourgeois ont insisté, notamment, sur l'ouverture aux télévisions d'Europe de l'Est et sur les nécessaires coopérations entre stations européennes.

Devant les délégués, M. Bourges a estimé que les stations locales devaient préparer dès maintenant leur réponse au défi de la télévision sans frontière : « Il va falloir préciser notre offre éditoriale afin de mieux affirmer notre personnalité face aux superstations dont les émissions bénéficieront d'atouts disproportionnés en termes économiques et de notoriété. » Pour cela, le PDG de la télévision publique française fait confiance à la carte de la proximité et à des émissions qui échappent au tout venant international.

Il encourage notamment les émissions transfrontalières, coproduites entre stations voisines, à l'image du magazine « Vis-à-vis », coproduit par FR3 Alsace et la station régionale allemande du Südwestfunk. Mais, précise M. Bourges, la juxtaposition de sujets par-dessus les frontières ne fait pas forcément un bon maga-

zine européen, cela passe, justement, par « la rigueur et la qualité de la conception éditoriale, et un travail régulier d'évaluation, d'innovation, d'amélioration ».

L'atelier de la CIRCOM sur ce thème l'avait d'ailleurs précédé, proposant une prise en compte réelle de ses émissions par les sociétés éditrices et donc la création de structures adaptées.

Le paysage des télévisions régionales européennes est cependant très contrasté. M. Peter Zimmermann, secrétaire général de la CIRCOM, calcule que la moitié d'entre elles sont des réemetteuses régionales d'un programme national, 20 % disposent d'une certaine autonomie dans leur zone, 20 % dépassent les dix heures d'émissions propres, enfin 10 % seulement émettent vers le continent entier grâce à des canaux sur satellite. Pourtant, il croit au travail en commun grâce notamment aux nombreux projets de coproduction et d'échanges, dont témoigne la téléthèque de la coopérative.

La CIRCOM régionale 91 a, enfin, primé deux émissions des stations membres. Le prix News est allé au programme « Northwest to night » de la station de Manchester de la BBC pour un reportage au premier soir de la guerre du Golfe, et le prix Documentaire à la RTBF de Charleroi (Belgique) pour un reportage sur les prisons. Enfin, le prix spécial FR3 est allé au programme autrichien d'Innsbruck : « Je ne suis pas handicapé », de Bert Brecht, sur un poète handicapé de trente ans.

JACQUES FORTIER

L'audience des journaux selon IPSOS-Médias

### « Le Monde », « Géo » et « l'Express » titres favoris des cadres

Quels sont les titres nationaux que lisent de préférence les patrons et cadres français ? Le Monde, l'Express et Géo, indique la neuvième enquête IPSOS-Médias (1). La composition de ce « tiercé presse » est inamovible depuis deux ans (le Monde du 14 juin 1990) : 711 000 patrons et cadres, soit 14,8 % des 4 790 000 personnes recensées dans ces catégories par l'INSEE lisent régulièrement le Monde. Un

taux en légère progression par rapport à celui de 1990 (14,6 %) et 1989 (13,9 %). Si les cadres sont, à 40,9 %, des lecteurs de la presse quotidienne régionale, ils sont 39,9 % à lire au moins un titre de la presse quotidienne nationale, soit presque deux millions de personnes. Après le Monde, cadres et patrons lisent volontiers les Echos (11,7 % d'entre eux), puis le Figaro (8,1 %), que talonne Libération (8 %), devant la Tribune de l'Expansion (3,2 %), le Quotidien de Paris et la Croix-l'Evénement, ces deux derniers étant lus par 1 % de la population cadres. Hors le Figaro - dont le pourcentage de lecteurs cadres s'inscrit à la baisse depuis trois ans - et la Croix, tous les quotidiens voient le nombre de leurs lecteurs cadres s'accroître légèrement ou se stabiliser. Dans la catégorie spécifique des cadres supérieurs et d'affaires, le Monde reste le quotidien favori, avec 514 000 lecteurs réguliers, soit 19,3 % de l'échantillon, pourcentage en légère baisse par rapport à celui de 1990 (20,3 %). Les Echos sont appréciés par 13,5 % d'entre eux (12,9 % en 1990) devant Libération (9,5 %), qui devance, pour la première fois, le Figaro (8,3 %), soit presque deux points de moins qu'en 1990.

Parmi les périodiques, patrons et cadres lisent d'abord Géo (25,2 % d'entre eux, soit 205 000 personnes), le Figaro-Magazine (17,5 %), Sciences et Vie (16,2 %), puis Télérama, l'Usine nouvelle, Technologies, l'Expansion, l'Auto-Journal et L'Infini. L'hebdomadaire d'actualité préféré est l'Express (15,6 % de

Directeur de la rédaction du Washington Post

### Ben Bradlee fait ses adieux

Avec le départ en retraite de son directeur de la rédaction depuis vingt-six ans, le Washington Post perd son mentor, l'homme qui en a fait l'un des quotidiens les plus respectés des Etats-Unis. A soixante-neuf ans, Benjamin Crowlshield Bradlee laisse un journal dont la diffusion a doublé pour dépasser 800 000 exemplaires. Mais il garde l'image d'un journaliste n'hésitant pas à prendre des risques, à stimuler une rédaction qui, sous sa houlette, a gagné une moisson prestigieuse de vingt-trois prix Pulitzer, la plus prestigieuse des distinctions du journalisme américain.

L'affaire du Watergate, qui aboutit à la démission du président Richard Nixon en 1974, n'aurait pu être révélée et suivie sans relâche par le Washington Post sans l'opiniâtreté de « Ben » Bradlee, dont l'acteur Jason Robards Junior incarnera avec justesse le rôle dans le film Les Hommes du président. La publication des dossiers du Pentagone et d'autres enquêtes sans complaisance ont nourri sa réputation d'homme abrupt, respecté de ses pairs et redouté de tous les pouvoirs. Même si cette aureole a souffert de la publication, sous son autorité, d'articles sur un enfant drogué de Washington qui se révélerait forgés de toutes pièces, ce diplômé de Harvard occupe une place de choix parmi les grandes figures du journalisme américain.

Le harcèlement d'une peine

Les armées ont déjà reçu 1,5 milliard de francs

consultez les habiles  
Charte de Paris

مكتبة الشامل



# SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le livre II du nouveau code pénal adopté par l'Assemblée nationale

## Le harcèlement sexuel sera passible d'une peine d'emprisonnement

Les députés ont adopté, à main levée, dans la nuit du vendredi 21 au samedi 22 juin, le livre II du code pénal, présenté par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice. Les groupes RPR, UDF, UDC et PC ont voté contre, le PS a voté pour. L'opposition a voulu, par son vote, protester notamment contre des dispositions jugées insuffisantes en matière de protection de mineurs, tandis que le groupe communiste a dénoncé un texte « sécuritaire ».

Le texte adopté par l'Assemblée nationale a créé l'incrimination de « harcèlement sexuel » dans l'exercice de l'activité professionnelle et a supprimé deux dispositions, qui avaient été introduites par le Sénat : le délit d'homosexualité et la qualification d'« avortement » pour les interruptions volontaires de grossesse, pratiquées dans des conditions illégales.

L'opposition apparue jeudi 20 juin, entre les partisans d'un code pénal « normatif », offrant une morale « sociale » au prix d'un interventionnisme accru en matière de mœurs, et ceux pour qui la règle de droit doit se limiter à interdire les comportements dangereux pour la société, s'est affirmée dans toute sa vigueur, vendredi 21 juin, au cours des séances consacrées à l'examen des articles du livre II. Le débat, largement amorcé la veille, sur le problème de la sexualité des mineurs et celui, long et passionnant, sur l'interruption volontaire de grossesse, offrait, il est vrai, un terrain privilégié à l'expression de ces deux visions du droit, et plus profondément, de la société.

### Les communistes contre l'« esprit vichyste »

Une fois n'est pas coutume, l'hémicycle se divisait en trois groupes : celui des orateurs communistes, M<sup>me</sup> Muquettie Jacquaint (Seine-Saint-Denis), Gilbert Miller (Gard) et Jean-Claude Lefort (Val-de-Marne), arborés sur la défense de la cité des libertés individuelles et dénonçant systématiquement le retour à l'« ordre moral » ; celui, centré à lui tout seul, par M. Pascal Clément (UDF, Loire), soldat de la morale ; et enfin celui, plus contrasté, moins péremptoire, composé du rapporteur du projet de loi, M. Michel Pezet (PS, Bouches-du-Rhône) et de ses collègues du groupe socialiste, de M. Jacques Toubon (RPR, Paris) et de M. Jean-Jacques Hyst (UDC, Seine-et-Marne).

Mais au-delà du caractère « pavlovien » du débat, rythmé par le « va-t-en-guerre contre le laxisme »

de M. Clément, et les accusations d'« esprit vichyste » lancées par les députés communistes, c'est dans un climat d'une rare qualité que l'Assemblée nationale, a examiné les articles d'un projet de loi, qui fait plus appel à la conscience de chacun qu'à ses opinions politiques.

Un climat que traduit imparfaitement le vote final du texte, marqué par l'opposition conjointe du RPR, de l'UDF, de l'UDC et des députés communistes. Si de réelles divergences sont apparues entre les trois groupes de l'opposition et la majorité, c'est davantage un avertissement qu'une condamnation que les députés RPR, UDF et UDC ont voulu donner au gouvernement, et surtout, une incitation à modifier le texte au cours des navettes parlementaires.

Le vote à main levée, qui a permis de faire adopter ce livre II à la majorité numérique des députés présents dans l'hémicycle, alors qu'un scrutin public aurait conduit à son rejet (les socialistes ne disposant pas de la majorité absolue) témoigne de ce *gentleman agreement*. Le ministre délégué à la justice, M. Sapin, s'est d'ailleurs engagé, à l'issue des débats, à proposer des modifications au projet, notamment dans le sens du renforcement des peines prévues en cas d'atteintes sur les mineurs.

### Les principales dispositions

Les principales dispositions adoptées par l'Assemblée nationale sont les suivantes :

• Majorité sexuelle et protection des mineurs : par un amendement, qu'il a d'ailleurs été seul à voter, M. Clément a proposé de revenir sur l'âge de la majorité sexuelle, fixé à quinze ans et de le faire coïncider avec celui de la majorité civile, dix-huit ans, pour assurer une meilleure protection des mineurs contre les agressions sexuelles, pendant toute cette période de vulnérabilité qu'est l'adolescence.

« Vous avez une conception rétrograde de la jeunesse », s'est exclamé M. Miller, en ajoutant que, selon lui, la protection des mineurs passe par l'amélioration de l'information, de l'éducation sexuelle, mais certainement pas par sa mise sous tutelle. Le rapporteur a répondu, à toutes fins utiles, que l'âge de la majorité sexuelle s'établissait à onze ans en 1832, à treize ans en 1863 et à quinze ans depuis 1945.

• Suppression du délit d'homosexualité : le Sénat avait rétabli l'incrimination, supprimée en 1982, des relations sexuelles entre adultes, sans violence, contrainte, menace, ni surprise, par un majeur sur un mineur du même sexe de quinze à dix-huit ans. M. Clément s'est opposé avec passion à l'amendement de suppression de cette disposition, déposé par la commission : « Est-ce donc être archaïque et borné que de chercher à protéger les jeunes garçons contre les homosexuels adultes ? », s'est-il

exclamé avant de lancer un retentissant : « Le peuple français jugera de l'état mental de ses dirigeants ! ». Une fois encore seul contre tous, M. Clément a ajouté : « Si je distingue l'homosexualité de l'hétérosexualité, c'est que pour moi, la finalité de la sexualité ne doit pas être le plaisir, mais la procréation ».

• Interruptions volontaires de grossesse pratiquées illégalement : le renforcement, par le Sénat, du dispositif répressif contre l'interruption volontaire de grossesse, pratiquée illégalement, et sa qualification d'« avortement », a donné lieu à une autre passe d'armes. Fidèle à sa conception « normative » du code pénal, M. Clément s'est déclaré favorable au maintien de cette qualification : « Il ne faut pas avoir peur des mots. Dans certains cas, c'est bien d'avertir que l'on ne doit pas faire d'avortement, mais qu'il faut parler et non d'IVG, parce qu'il s'agit d'un être vivant », M. Pezet, suivi sur ce point par les députés communistes, ainsi que par MM. Hyst et Toubon, a refusé le retour dans le code pénal de cette notion jugée « infamante ».

La majorité des députés s'est également opposée à l'incrimination de l'IVG pratiquée par la femme elle-même, telle que le proposait un amendement de M. Hyst, au nom du « respect de l'enfant à naître ». Cette disposition, qui figure dans la loi Veil de 1975, a été supprimée dans le texte du gouvernement, et les sénateurs, après un très long débat qui avait divisé la majorité, avaient finalement renoncé à la réintroduire.

Contre l'avis de MM. Clément, Toubon, et Hyst, les députés ont adopté un amendement réduisant de cinq à deux ans, les peines d'emprisonnement encourues dans les cas d'IVG illégales (après l'expiration des délais, lorsqu'elle est pratiquée par une personne n'ayant pas la qualité de médecin, ou dans un lieu autre qu'un établissement public ou privé d'hospitalisation). Les députés de l'opposition se sont opposés à cette nouvelle échelle des peines, en indiquant que le dispositif répressif prévu par la loi Veil avait été une des conditions de son adoption en 1975.

• Harcèlement sexuel : au cours de la discussion générale, Mme Marie-Noëlle Liegemann (PS, Essonne) avait déposé un amendement important au projet de code pénal, qui ne comportait pas l'incrimination de harcèlement sexuel, réprimée dans d'autres pays. Les députés ont adopté un amendement de M<sup>me</sup> Yvette Roudy (PS, Calvados), co-signé par M. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), président de la commission des lois, qui punirait d'un an d'emprisonnement et de 100 000 F d'amende, le fait de solliciter, par ordre, contrainte, ou pression, des faveurs de nature sexuelle, commis par tous moyens, par une personne abusant de l'autorité que lui confèrent ses fonctions, à l'exercice ou dans l'exercice de l'activité profes-

sionnelle de la victime ». M. Clément, en désaccord avec cet « amendement de mode », ainsi que les députés RPR et UDC ont voté contre.

• Lutte contre les trafiquants de drogue : les députés ont retenu un dispositif différent de celui proposé par le Sénat. Le souci, partagé sur tous les bancs de l'Assemblée, de pénaliser plus sévèrement le trafic de stupéfiants, a conduit les députés à criminaliser les actes jugés les plus graves - la production et la fabrication de stupéfiants - passibles de trente ans de réclusion, s'ils sont commis en bande organisée. Les délits d'importation et d'exportation de stupéfiants, - passibles de dix ans d'emprisonnement, restent de la compétence des tribunaux correctionnels. La période de sûreté obligatoire est applicable aux cas de trafic de stupéfiants commis en bande organisée.

Le ministre délégué à la justice s'est, en revanche, opposé fermement à la proposition, défendue par la commission des lois, de renvoyer à une cour d'assises spéciales les affaires de trafic organisé. M. Pezet, soutenu par MM. Hyst, Toubon et Clément, estimait en effet que, face à ce type d'organisation mafieuse, une cour d'assises spéciale, composée de magistrats, permettrait d'éviter les pressions sur les jurés. Cet argument avait notamment justifié le recours à des cours d'assises spéciales dans les affaires de terrorisme.

• Proxénétisme : les députés ont maintenu la période de sûreté obligatoire pour les crimes de proxénétisme, commis en bande organisée ou accompagnés d'actes de torture ou de barbarie. Ils ont également adopté un amendement permettant la confiscation des biens mobiliers de la personne reconnue coupable de proxénétisme, et augmenté, à l'initiative de M. Toubon, l'amende encourue - de 5 à 10 millions de francs - en cas de proxénétisme aggravé.

• Délaissement d'enfant : les députés ont supprimé cette incrimination dans les cas où « les circonstances du délaissement ont permis d'assurer la santé et la sécurité » de l'enfant.

• Atteintes au respect dû aux morts : les députés ont adopté, sur proposition de M. Toubon, un amendement tendant à combler un vide juridique sur le respect de l'intégrité du cadavre, punissant toute atteinte d'un an d'emprisonnement et de 100 000 F d'amende. La majorité de l'Assemblée a également rétabli la qualification de circonstance aggravante pour les cas de profanation de sépulture, commis à raison de l'appartenance ou de la non-appartenance des personnes décédées, à une ethnie, une race ou une religion déterminées. M. Pezet a souligné que cette disposition, qui figurait dans le projet initial du gouvernement, avait été rédigée bien avant l'affaire de Carpentras.

PASCALLE ROBERT-DIARD

Une expérience de formation judiciaire en Vendée

## Le juge, les jurés et la prison

LA ROCHE-SUR-YON  
de notre envoyé spécial

Ils sont agriculteur, infirmier, postier, marin pêcheur, vendeuse, mère au foyer ou retraité. Rien ne les empêchait de se rencontrer et la vie de chacun comportait son lot de routines, composées de ces multiples habitudes si rassurantes.

Un jour pourtant, deux gendarmes sont venus frapper à leur porte et leur annoncer que le hasard les avait désignés pour remplir une tâche que la loi leur interdisait de refuser : pendant quelques jours, ils seront magistrats. Habituellement, les jurés de la cour d'assises subissent une formation très sommaire. Mais, à La Roche-sur-Yon, le président, M. Patrick de Charette, leur fait visiter la prison de la ville.

Messés sur le perron de la maison d'arrêt, les trente-quatre jurés rassemblés à un groupe de touristes descendant d'un autocar. Pourtant, les visages deviennent graves lorsque le directeur de l'établissement indique : « Cette porte ne s'ouvre que de l'extérieur ». Derrière, c'est la zone de détention et, dans le silence, quelques éclats de voix parviennent de l'intérieur, déformés par une étrange réverbération. « J'ai déjà envie de m'évader », plaisante un jeune homme, d'un rire nerveux. Un bruit de clés. La porte s'ouvre et les jurés entrent dans le bâtiment, suffoqués par une forte odeur d'eau de javel.

« C'est petit », dit quelqu'un en jetant un regard circulaire sur les portes en bois d'une vingtaine de cellules. Une femme a remarqué le filet tendu entre le rez-de-chaussée et les galeries du premier étage. La cellule numéro 4 est ouverte. Mais il n'y a pas de détenu. Le président de la cour d'assises avait d'ailleurs prévenu qu'il n'était pas question de « regarder » des prisonniers.

### « Ils sont trois là-dedans ? »

Nécessaire, la visite s'effectue par petits groupes qui se tassent dans la minuscule cellule. « Ils sont trois là-dedans ? », murmure une femme, horrifiée. Des morceaux de câble sont alignés sur la table et le directeur explique que ce détenu monte des prises périelles. C'est son travail. A côté trône sa distraction : une superbe maquette de bateau presque achevée. Plus loin apparaissent des objets personnels. Les yeux se détournent. Patrick, un jeune juré, murmure : « J'ai l'impression de faire un peu voyeur ».

Devant la cellule, un groupe parle avec un surveillant. Le fonctionnaire explique que beau-

coup de détenus sont illettrés. « On n'imagine pas qu'il y a encore des gens qui ne savent ni lire ni écrire », s'étonne un juré. La visite reprend. Voilà le mirard, petite pièce totalement nue avec un socle de ciment en guise de lit : « Il n'y a pas de murettes ? », s'indigne Micheline, retraitée. Le directeur rassure les visiteurs : le couchage est remis chaque soir. « Ah ! quand même ! », grommelle cette femme. On se bouscule un peu dans un étroit couloir pour voir la cuisine et l'infirmerie. « Vingt heures en cellule et deux promenades de deux heures par jour », commente le directeur en dirigeant le groupe vers une cour si exigüe que des jurés plaisantent sur le mot « promenade ».

### 295 francs par jour

En sortant de la prison, chacun des jurés y va de son commentaire. Le directeur et les surveillants ont « l'air humain », mais le bâtiment « est assez froid », Léone paraît accablée. Mais elle a voulu être là. Le matin, cette retraitée avait précisé qu'elle habitait l'île d'Yeu et, devant la difficulté des passages en bateau, le président était prêt à la dispenser de siéger. Mais, après avoir écouté le magistrat expliquer l'importance de la fonction de juré et le déroulement d'une audience, elle a refusé la dispense. Léone sera juré.

Ce n'est pas pour l'argent car la grille leur a précisé qu'ils toucheraient - dans deux mois - 295,52 francs par jour d'indemnité de comparution. S'ils font partie des neuf jurés tirés au sort à chaque affaire. A cette somme s'ajoute une indemnité horaire de parts de salaire basée sur le SMIC. Ceux qui seront obligés de coucher à l'hôtel recevront 68 francs par repas et 136 francs pour la nuit. Mais Daniel est marin pêcheur. S'il n'est pas tiré au sort, il aura totalement perdu sa semaine, car il n'aura pas embarqué.

Demain, il faudra siéger. Claude ne cache pas qu'il a peur. « On fera ce qu'on pourra », dit Alain. Mais la visite de la prison les a marqués. Eric insiste sur le bruit des clés. Pour Jacques, cette visite, « c'est important, mais... perturbant ». Mireille, trente-deux ans, directrice de communication, avoue, songeuse : « On se surprend à avoir des réflexes de compassion. On se désolait ». Hervé, effrayé par la responsabilité du juré, n'avait pas envie de venir. Mais ce sont les gendarmes qui l'ont rassuré : « Ne vous inquiétez pas, si vous avez le moindre doute, il faut acquiescer ».

MAURICE PEYROT

DÉFENSE

Pour compenser le coût de la guerre du Golfe

## Les armées ont déjà reçu 1,5 milliard de francs

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a indiqué, jeudi 20 juin, à l'Assemblée nationale, que le premier ministre avait accordé « tout récemment un premier versement de 1,5 milliard de francs » au budget de la défense, pour compenser les dépenses de la guerre du Golfe. « Pour le reste, c'est la loi de finances rectificative (le collectif budgétaire de fin d'année) qui tiendra compte du coût de la guerre », estime à 6 milliards, a ajouté M. Joxe. Le ministre de la défense a précisé que les contributions étrangères s'élèvent à une dizaine de milliards de francs, parmi lesquelles

la plus importante, celle du Koweït, s'élève à 6 milliards de francs. « Le Koweït a commencé à verser sa contribution selon le calendrier prévu », a-t-il précisé.

Interrogé sur la future école franco-allemande de pilotes d'hélicoptère que les deux pays ont décidé de créer en commun pour la formation des équipages du Tigre/Gerfaut, M. Joxe a déclaré que « cette école pourrait être installée à Rennes-Saint-Jacques » (Ille-et-Vilaine) et ouvrirait vers 1997. M. Joxe a voulu rassurer sur les nuisances, indiquant que beaucoup d'entraînements se faisaient sur simulateur.

ILE-DE-FRANCE

## M. Chirac va consulter les habitants sur la « Charte de Paris »

Comme il l'avait annoncé en présentant la « Charte de Paris » (le Monde du 3 juin), M. Jacques Chirac lance une consultation auprès des habitants de la capitale, sur l'avenir de la ville et de la région Ile-de-France. D'ici à fin juin, les 1 350 000 foyers parisiens recevront un questionnaire qu'ils pourront renvoyer avant le 30 septembre. Un

résumé de la « Charte de Paris » est joint à l'envoi. Les seize questions portent sur l'équilibre entre bureaux et logements dans la capitale, le maintien ou non du niveau des emplois, l'aménagement de jardins de proximité, la construction de parcs de stationnement en sous-sol et de voies routières souterraines, etc.

## Un colloque international sur les ventes d'armes

La Fondation pour les études de défense nationale (FEDN), l'Institut français des relations internationales (IFRI) et le Monde organisent, les 3 et 4 juillet à Paris, un colloque international sur le contrôle des ventes d'armes de haute technologie. Une série de commissions, avec la participation de plusieurs personnalités françaises et étrangères, traitera, à l'Ecole militaire, puis à l'Assemblée nationale, des thèmes suivants : que contrôler et pourquoi contrôler ? comment contrôler ? faut-il contrôler les échanges en matière de technologies de défense ?

C'est sous la présidence de M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, que s'achèveront les travaux, avec notamment une allocution du ministre de la défense, M. Pierre Joxe. Les séances du mercredi 3 juillet seront à huis clos, seule la séance plénière du jeudi 4 sera ouverte au public.

» Pour tous renseignements, Fondation pour les études de défense nationale, Direction des relations extérieures, 10 rue nationale des Invalides, 75007 Paris ; tél. : 16 (1) 45-55-30-11 poste 58 88 ou 16 (1) 45-55-12-07 ; fax : 16 (1) 45-55-33-29.

SCIENCES

Avant le débat parlementaire sur les déchets nucléaires

## La CFDT préconise une loi d'orientation sur l'énergie

La CFDT a rendu publique, vendredi 21 juin, sa position sur la gestion des déchets nucléaires à vie longue. Elle a remis un document aux députés, à la veille du débat parlementaire sur ce sujet, prévu mardi 25 juin.

Seul un vrai débat sur l'ensemble de la politique énergétique du pays permettra de lever la suspicion des citoyens face au choix des responsables, a estimé M. Jean-François Trogic, secrétaire national de la CFDT, au cours d'une conférence de presse. Si les députés ne s'engagent pas dès maintenant, le problème des déchets nucléaires risque de les entraîner dans la spirale électorale. Les élus n'auront d'autre ressource que de reprendre la tête de manifestations.

### Une « commission nationale d'évaluation »

A propos des déchets, la CFDT souhaite la mise en place d'une « commission nationale d'évaluation », comprenant des « représentants de la société civile et de la communauté scientifique internationale », dotée d'un pouvoir de veto

suspensif sur les travaux en cours. Selon elle, le choix des sites pour la réalisation de laboratoires souterrains devrait être justifié par la publication de l'ensemble du « classement » des vingt-huit sites présélectionnés, avec la mise à plat de tous les critères techniques.

« Malheureusement », déplore M. Trogic, le projet de loi que doit discuter le Parlement « est incomplet », car « il n'aborde qu'une partie des problèmes posés par les déchets radioactifs ». Il faut prendre en compte, dit-il, « l'ensemble de la filière nucléaire ». Aussi, la CFDT préconise-t-elle une diversification des moyens de production d'électricité et une limitation du parc électronucléaire « aux stricts besoins nationaux ». Elle craint une extension du programme à des fins d'exportation d'électricité. La place de l'énergie nucléaire doit, selon le syndicat, être définie par « une loi d'orientation énergétique précisant les objectifs à vingt ans de maîtrise des consommations de toutes les énergies - dont l'électricité - et de diversification des sources ».

J.-P. D.

ENVIRONNEMENT

A Madrid

## Echec de la réunion du traité de l'Antarctique

La réunion du traité de l'Antarctique s'est soldée par un échec, samedi 22 juin à Madrid. La délégation américaine a demandé « davantage de temps pour examiner le texte de base », adopté en avril dernier par les vingt-six pays ayant droit de décision, a-t-on appris de source diplomatique française.

Les négociations ont buté sur l'article 24 du protocole, qui donne virtuellement un droit de veto à chacun des pays signataires du traité, pour lever, après cinquante ans, le moratoire sur la prospection minière. (AFP.)

Le Monde EDITIONS

## Science et philosophie pour quoi faire ?

Textes présentés par Roger-Pol Droit

## CULTURE

## MUSIQUE

## La joie des mélanges et la tristesse du play-back

A Paris, la dixième Fête de la musique a brassé publics et genres malgré l'impérialisme des variétés télévisées

Les « Basques new age » du groupe Oïo avaient salué le lever du soleil à sept heures, au matin du 21 juin, sous l'Arche de la Défense. Sur deux belles grandes scènes, dessinées pour reprendre le motif du musée de l'Arche, les groupes et les artistes se sont succédé toute la journée et une partie de la nuit, attirant successivement les travailleurs des tours, les consommateurs du centre commercial et les jeunes sortis de classe.

Entre classicisme de bon aloi (Malavoi, Bill Baxter, Philippe Lavil) et audaces mesurées (Corman et Tuscandu, Poupas Claudio et son ragamuffin toulonnais) s'étaient glissés une quarantaine d'artistes, réunis sous l'appellation Cité Swing. Ces jeunes musiciens de Nanterre sortaient d'une initiation accélérée sous l'égide du saxophoniste américain Hal Singer qui, avec les musiciens de son quartet, vient pendant trois mois de leur inculquer les bases de la musique. Big band modulable, Cité Swing se divise en petites formations qui pratiquent les genres de prédilection des musiciens, jazz, rap, etc. L'expérience se terminait par un concert à la Défense. La rencontre entre les aspirations parfaitement réalistes et irrépressibles des jeunes et l'exigence de rigueur des musiciens professionnels a donné un résultat qui faisait plaisir à entendre.

Place des Abbesses ou devant le Crédit Lyonnais, sur les grands boulevards, la France multiculturelle s'était donnée rendez-vous, de l'Antillais Guy Conquette à la Turque Senem Divici, en passant par la chanson très française de Jacques Haurigné. Boulevard Saint-Germain, la Maison de l'Amérique latine avait ouvert ses portes et ses jardins. A l'heure de l'apéritif, entre punch et parols, un public en mal de calme avait espéré la fin des avertisseurs pour s'asseoir sur les pelouses et déguster dans une tranquillité sésamite le tango subtil et caillé de Haydee Alba. A l'autre bout du boulevard, l'Institut du monde arabe se livrait, et c'était une première, à un exercice de pur mélange qu'il ne fallait rater à aucun prix hier soir, qu'il s'agisse d'attrait de la rue, ceux de la place de la Contrescarpe toute proche, où l'âne de Bressan et adepte de hard-rock cohabitait sans d'autres heurts que cacophoniques ou ceux de la place Furstenberg, à Saint-Germain-des-Près, où quelques amateurs de chansons de rue distribuaient gracieusement les paroles à reprendre en cœur.

Commenté à l'heure de la promenade, vers 19 heures, clos plus de quatre heures après, quand la rue commençait à céder à la nervosité, le concert de l'IMA voulait administrer



Loin des fastes du Trocadéro, dans un bistrot de la Butte aux Cailles...

la preuve du gisement inexploité que constituent les musiciens étrangers vivant en France. Concoctée par le chanteur tunisien Ahmed Ben Dhiab, musicien éclectique, et Mohamed Mésali de l'IMA, la soirée aligne sans faille ni attentes indésirables onze groupes ou solistes, à commencer par l'octuor de violoncelles français Tempo di Cello jusqu'aux Sud-Américains de Karumanta. Sur la scène de l'auditorium de l'IMA, devant une salle plus que comble, les champions des cultures mixtes, tel le percussionniste argentin Martin Saint-Pierre, avaient fière allure. Et le public se mit à adorer le Sicilien Carlo Rizzo et ses tambourins, le griot africain Lamine Konte, brillant joueur de kora, puis les chants déchirés du Kurde Temo, son jeu raffiné au *tambur* (un petit luth), et de son double féminin, la chanteuse Shazala. Ton grave jusqu'au cours improvisé et infini du drôle - différences entre la pum-bourne orientale en bambou et l'euro-péenne en métal - du Vietnamien Bach Yen.

Le Paris rock était resté dans ses quartiers (à l'exception des groupes du FAIR, installés place Denfert-Rochereau), de la place Clichy à République en passant par Stalingrad. Entre les pavillons désaffectés de l'hôpital Bretonneau, on avait du mal à mettre un pied devant l'autre tant l'affiche que proposait l'hôpital

éphémère (en attendant la démolition de Bretonneau, un collectif d'artistes anime les lieux) avait attiré du monde. Les Satellites, Dirty District, le Cri de la Mouche devaient jouer jusqu'à tard dans la soirée, avec les approximations d'horaires que suppose une tournée parisienne réalisée en vingt-quatre heures. Le Cri de la Mouche, Corman et Tuscandu ont donné plusieurs concerts au quatre coins de Paris.

Place de la Bastille, la première averse s'est abattue environ cinq minutes après que le chœur de l'Opéra de Paris se fut installé devant un public de curieux. Il ne fallait pas rater cette première sortie dans la rue des musiciens de la Bastille, qu'il s'agisse de la vacance des voitures. La pluie venue, les choristes se sont dispersés, le public aussi.

Le long du boulevard Saint-Germain, les Beatles, Simon et Garfunkel fournissent l'essentiel du répertoire de nombreux groupes, démentant la traditionnelle image jazzy du quartier. Le vrai jazz, on le trouvait devant la gare Montparnasse, avec, entre autres, le violoniste Pierre Blanchard et surtout le trompettiste américain Louis Smith. Le groupe TSF, humour et esprit de fête, a mis le public dans sa poche.

Pendant ce temps, au Trocadéro, la soirée TF1 déployait ses splendeurs. Les jardins étaient éclairés

aux flambeaux, le palais de Chaillot taggé à coups de projecteurs. Le public, massé sur les quais et le pont Alexandre-III, pouvait admirer les lumières et écouter les disques sur lesquels les chanteurs s'agitaient. La Fête de la musique sans musique. Jusqu'au moment où les Casse-Pieds sont montés sur scène. Les Casse-Pieds ont longtemps joué dans le métro, une partie des musiciens sont allés rejoindre la Mano Negra. Les autres ont continué à jouer du « rock'n'roll » dans le circuit alternatif. Les Casse-Pieds viennent de signer avec Claude Martinez, manager, entre autres, des Gipsy Kings, ce qui leur a donné le ticket d'entrée à la soirée TF1. Une fois en direct, ils ont déployé une banderole dénonçant le play-back, annoncé leurs prochaines dates de - vrais - concerts, et chanté une variante de leur « tube » *Le Métro*, assez désoyante pour TF1 et sa politique musicale. En règle, on a fait ce qu'on pouvait pour limiter les dégâts, cadrant la scène de très loin pour que la banderole soit lisible, mais les Casse-Pieds avaient réussi leur coup, il était pour une fois question de musique sur TF1.

VERONIQUE MORTAGNE et THOMAS SOTINEL

## La saveur du pays, l'attrait du monde

Clôture des premiers Mardis du Dunois, qui ont révélé la vitalité des musiques traditionnelles de France

Le label new-yorkais Shanachie Records, qui a connu ses heures de gloire en lançant sur le marché américain les premiers échantillons de musique sud-africaine (la série *The Incredible Best of Soweto*), bien avant la déferlante *Graceland* de Paul Simon, possède un catalogue conséquent de musiques vivantes du monde. Très exotique et chic, figure en bonne place le quintette français *Le Jal*, *French Traditional Music From Limousin*. Le groupe, un prototype des mélanges créatifs qui agitent les musiques traditionnelles en France, revient d'une tournée de quinze concerts aux Etats-Unis. Ici même, Bretons, Basques ou Auvergnats sont rangés dans le rayon « Musiques du monde » des disquaires, où ils côtoient les *Musiques du Ramayana*, les grands classiques persans ou la tradition malgache.

« L'auditeur urbain type ressent la même distance entre la Corée et l'Iran », explique Eric Montbel, joueur de cornemuse de *Le Jal*, et coprésident avec Jean Blanchard du Centre de musiques traditionnelles de Rhône-Alpes. « D'ailleurs, la vielle à roue amuse les Américains, et les sonorités du bourdon les étonnent, comme nous celles du *santur*. » Les musiques de terroir s'approprient-elles donc à la grande famille de la sono mondiale?

Selon Pierre Tournelle, directeur du label Ocora de Radio-France, « les musiciens traditionnels français possèdent d'exceptionnelles qualités musicales. Un Arnaud Maisonneuve, un Benat Achary, qui des voix formidables qui les situent dans la lignée du Pakistanais *Nusrat Fateh Ali Khan* ou de l'Iranien *Nazari*. » De fait, nous sommes loin de l'amateurisme, ce sentiment approximatif du métier d'artiste - à ne pas confondre avec les pratiques d'amateurs, points d'ancrage d'une musique riche de sa diversité - dont les détracteurs du *trad* firent leurs choux gras. Foin des barbes épaisses, des cheveux en bataille et des soirs de kermesse, les musiciens d'aujourd'hui ne sont plus ceux d'hier.

Les Mardis du Dunois, deux soirs par mois consacrés aux musiques traditionnelles, essentiellement françaises, avec incursions en Angleterre (*Oyster Band*) ou en Ouganda moderne (*Geoffrey Oryema*), ont poussé le bouchon un peu plus loin en pariant sur les rencontres et les mélanges. Philippe Krümm, qui les a imaginés, tient le rôle du grand communicateur.

Cet ancien chargé de mission à la direction de la musique, passionné des « musiques d'ici », rédacteur en chef de *Trad-Magazine*, et ses proches, Gabriel Yacoub, ex-chanteur de Malicorne, André Riccio, chanteur et joueur de cabrette, développent une attitude autant qu'une esthétique, en prenant leurs marques sur les variétés et le rock : défense du style, de la manière et du renouvellement créatif. Redresseur d'images, Philippe Krümm sait de la marge de manœuvre se faire, entre l'ethnologique et le planétaire, avec en filigrane, la question-clé : qu'est-ce que la musique traditionnelle en France aujourd'hui?

## La galaxie du disque

« C'est une ornementation singulière, une musique modale très travaillée sur des bases simples », précise Evlyne Girardon, chanteuse et joueuse de vielle à roue, membre de la Compagnie du beau temps et initiatrice de l'excellent groupe vocal Roulez Fillette. « La plupart des musiciens ont été amenés au bourdon, poursuit Philippe Krümm. Mais la palette de sons est très étendue, grâce notamment à une grande variété d'instruments, une vingtaine à usage courant. » Et de lancer une boutade : « On fabrique chaque année en France plus de cornemuses que de violons. » Les chiffres lui donnent raison. La réalité est autre. Il suffit d'observer le balancement, entre effervescence et méfiance, du marché discographique.

L'hiver dernier, une quinzaine de labels « traditionnels » s'étaient regroupés au MIDEM de Cannes, sous l'impulsion du Centre national d'action musicale (CENAM) (1) et de la SACEM. Une galaxie peuplée d'indépendants souvent installés en région, où l'on retrouve le Breton Keltia Musique, le Corso Ricordo, mais aussi le classique Arion, le marginal Nato, ou les marins de la

revue *Le Chasse-marié*. Nouveau venu, Silix, créé par Philippe Krümm, avec la collaboration d'André Riccio, assure un volet plus novateur, mélange assuré e flirt poussé avec le jazz (André Riccio et Louis Scialvi, le *Partage des eaux*; Quintette de clarinettes *Musique têtue*). Un pendant nécessaire à Ocora, pionnière et labé de qualité « tradition » - les musiques mélangées n'y ont pas tout à fait droit de cité. Fondée par André Riccio, président de l'AMTA (Association des musiques traditionnelles d'Auvergne), un des sept centres régionaux subventionnés par la direction de la musique et Pierre Tournelle, la collection « En France » de chez Ocora aligne quelques prix d'excellence, souvent décernés par l'Académie Charles-Cros, ou des critiques élogieuses et unanimes (Gilles Clabon, *Musiques pour vielle à roue*, Erik Marchand et Thierry Robin, *Chants du Centre-Bretagne*, Arnaud Maisonneuve, *Chants de Basse-Bretagne*, Benat Achary, *Aranao*, Evlyne Girardon, *Amour de fusain*...). La collection a démarré grâce aux avantages du service public : « La non-obligation de rentabilité immédiate, la liberté de produire, l'aura internationale d'Ocora », précise Pierre Tournelle. Elle stagne en butant sur ses inconvénients : des moyens de production minima (un budget « nouveautés » d'environ 400 000 F par an pour six disques, toutes collections confondues), un budget de réassort encore plus maigre, et les pesanteurs administratives qui gênent le suivi des artistes. Pour reprendre son souffle et satisfaire leurs exigences, Ocora devrait multiplier ses capacités de production et de commercialisation par deux ou trois.

## Manque de salles

Devant ces lourdeurs, les musiciens sont allés voir ailleurs. Et l'on retrouve aujourd'hui, dans la collection « Ethnic » chez Auroville, la plupart des artistes Ocora. Le label soutient ses artistes. Silix également. Mais, même si le Théâtre de la Ville à Paris programme, pour la saison prochaine, le trio d'Erik Marchand et le Quintette de clarinettes, le manque de salles attentives au phénomène se fait cruellement sentir, celui de tournées professionnels aussi. La SACEM, inopérante sur le répertoire traditionnel tombé dans le domaine public, mais touchée par un secteur créatif, composition, arrangements, en plein essor, est bien décidée à donner un coup de pouce. Elle a consacré cette année 1,5 million de francs au soutien des musiques traditionnelles (pour un budget variétés de 20 millions de francs).

Les musiques traditionnelles françaises qui flirtent aujourd'hui avec celles des communautés immigrées, veulent trouver leurs débouchés en dehors des limites du pays, en conservant de fortes identités. Leur chemin passe par Paris la centralisatrice. Mais aussi par les régions. On retrouve donc la plupart des musiciens dans les Centres de musique traditionnelle, où, de l'AMTA à Riom à la DDTM à Lons-le-Saunier, ils mènent à bien des missions naturelles de collecte et de transmission des répertoires et des techniques, souvent en collaboration avec les départements d'ethno-musicologie des universités et les conservatoires, où, depuis 1987, il existe des certifiants d'aptitude aux musiques traditionnelles.

Les paris sont pris. Le dernier Mardi du Dunois pour cette saison fut optimiste. Quatre compères de la Compagnie du beau temps (Girardon, Blanchard, Amyot, Le Tron) y étaient la sortie chez Auroville de l'album *Le Grand Festin*. Tout n'y était pas parfait, et ces excellents musiciens s'étaient handicapés d'une maladroite « mise en spectacle » quelques bouteilles de vin encombrantes pour la vielle et des habits de cuisiniers peu pratiques pour l'accordéon diatonique. Les chansons, charmantes et travaillées, tournaient autour d'un traité du savoir-vivre ou « se faire prier la sous-ventrière » avec élégance d'ailleurs, en fin de compte, bien plus important que toutes les discussions d'école.

V. Mo.

(1) Le CENAM a publié un fichier des musiciens traditionnels en France, ainsi qu'un guide très complet et charmant intitulé *Musiques d'en France*. Tél. : (1) 42-33-34-24.

## DANSE

## Un air de modernité

Quatre ballets, quatre façons de jouer avec les codes classiques

## CHORÉGRAPHES AMÉRICAINS

à l'Opéra Garnier

Il y a quatre, réunis pour neuf soirs au Palais Garnier sous la bannière étoilée « Chorégraphes américains ». Un bel éventail de générations, du vétéran Jérôme Robbins, soixante-douze ans, au benjamin David Parsons, trente et un ans, en passant par le quadragénaire William Forsythe et la quinquagénaire Twyla Tharp. Sous passeport commun, quatre tempéraments bien différents, quatre manières d'insérer à la danse classique le sang vrai de la modernité. Il n'y a pas lieu de s'attarder, cependant, sur le chétif hors-d'œuvre que constitue *An Envelope* de David Parsons, entré au répertoire de Garnier en 1987. Son langage postmoderne ne sort guère de la banalité, les allégres d'ouverture de Rossini étant ici prétexte à diverses pitreries autour d'une lettre dont on ne parvient pas à se débarrasser.

« Nous dépendons tous de la danse classique et de son enseignement », déclare la trépidante Twyla Tharp, longtemp figure de proue de l'avant-garde new-yorkaise. *C'est notre base. Je m'en sers et je joue avec, mais je la respecte.* Elle en joue davantage qu'elle ne la respecte, heureusement, dans *Push Come to Shove*, (la nouveauté de la soirée) : elle en raille les codes, en sabote les mécanismes, la machine de swing, de charleston, d'acrobaties. Découpages pervers, rivalités surnoiseuses, fausses entrées et sorties, chapeaux melon volants - et ravissants costumes de Santo Loquasto. Mais *Push* est plus drôle à New-York, où on l'a vu récemment dansé par

l'American Ballet Theatre, les danseurs de l'Opéra se prennent encore un peu au sérieux dans cette bulle de savon. Malgré son charme peu résistible et quelques pyrotechnies, Patrick Dupond semblerait curieusement absent, le soir de la première. On a déjà célébré ici le raffinement et la beauté de *In the Night* : Robbins semble y regarder la danse classique avec plus de nostalgie qu'ailleurs et nous parler aussi, dans ses pas de deux, avec innombrables « portés », d'autres temps où l'homme traitait sa compagne en objet précieux (dans la danse contemporaine, comme on sait, il la jette à terre le plus brutalement possible). On retrouve avec bonheur les trois couples de la création, la divine Loudières en tête - seul Wilfrid Romoli remplace Jean Guizerix et confirme ses progrès constants.

## Neuf étincelles d'enfer

Vient enfin Forsythe, le violleur, le violenteur de l'académisme, qu'il pousse aux paroxysmes du déséquilibre, de la désarticulation, de la vitesse. Jamais son fameux *In the Middle, Somewhat Elevated* n'a paru dansé de façon aussi éblouissante, par neuf étincelles d'enfer qu'il faut toutes nommer : Isabelle Guérin - étoile fétiche de la soirée Tharp, Robbins et Forsythe l'ont réclamée, - Marie-Claude Pietragalla, Laurent Hilaire, Manuel Legris, Lionel Delanoë, Fanny Gafda, Karin Averty, Nathalie Aubin, et Béatrice Martel. Salle en délire.

SYLVIE DE NUSSAC

► Opéra de Paris Garnier, 19 h 30, jusqu'au 29 juin. Tél. : 47-42-53-77.

## CINÉMA

## Le miracle du clochard

Néo-réalisme à l'italienne pour une comédie bien française

## UNE ÉPOQUE FORMIDABLE

de Gérard Jugnot

Gérard Jugnot était arrivé en réalisation comme on entre en religion, persuadé de pouvoir évangéliser les foules par sa force de conviction. Il ne voulait pas être seulement acteur. Et s'il est vrai que *Pino* simple flic fut un coup d'essai sympathique, propre à mener de nouveaux fidèles au temple du cinéma, Jugnot - cinéaste à gâché avec ses deux films suivants vers un comique purement franchouillard qui ne laissait plus rien à l'espérer.

Les miracles peuvent avoir lieu. D'une certaine manière, *Une époque formidable* en est un. Voilà un scénario bien construit, bien travaillé, arimé dans le réalisme contemporain, avec des dialogues habiles, une mise en scène qui pratique dans ses meilleurs moments le mélange des genres, dramatique et burlesque, de la comédie italienne. Avec, Jugnot en tête, une interprétation bien dirigée et, pour assouplir le tout, des bouffes d'amour et de tendresse car Jugnot est, aussi, un sentimental.

Michel Berthier, cadre supérieur

JACQUES SICLIER

## EN BREF

► Mort du pianiste Malcolm Frager.

Le pianiste et musicologue américain Malcolm Frager est mort le 20 juin dans un centre hospitalier de Lenox (Massachusetts). Il était âgé de cinquante-six ans. Né le 15 janvier 1935 à Saint-Louis, initié au piano par un disciple de Clara Schumann, il avait remporté en 1959 le concours Leventritt et, en 1960, le prix du Concours de la Reine Elisabeth à Bruxelles. Polyglotte, interprète éclectique, il avait donné des concerts dans plus de soixante-dix pays, et menait en même temps des

recherches musicologiques. Son dernier concert remonte à juillet 1990. ► Mort du cinéaste Berlanga. Berlanga, qui avait obtenu trois Oscars pour des films documentaires, et dont le dernier film, sur Andy Warhol, vient de sortir aux Etats-Unis, est mort le 18 juin à son domicile de Norwalk dans le Connecticut. Il était âgé de cinquante-huit ans.

► Report d'un record de Svatoslav Richter. - Svatoslav Richter déplace le record qu'il devait donner le 22 juin, à 18 heures, à la Grange de Meslay, près de Tours, au 27 juin, à 21 heures.

مكتبة الشارقة



La sagesse du pays  
l'aurait dit tout de suite

# L'ACADÉMIE FRANÇAISE A REÇU M. JOSÉ CABANIS

## Pour ou contre Dieu ?

Il est piquant de voir M. José Cabanis, « *moine dans le siècle* » comme on va le définir tout à l'heure, commenter, expliquer, disculper peut-être, l'athéisme avoué de Thierry Maulnier. Certes, en couvrant d'éloges l'œuvre littéraire où s'imbriquent les prises de position politique d'un maurassien militant — de moins en moins orthodoxe il est vrai — il fait preuve d'une évi-

dente lucidité. Par exemple, le nouvel académicien prend le contre-pied d'une formule qui fut fracassante au cours des années 20 : elle qualifiait le dix-huitième siècle de « stupide ». Voire ! Le pensum académique a du moins fourni à M. Cabanis l'occasion d'ajouter un chapitre à sa galerie d'écrivains. N'est-il pas seulement romancier — et même, avec le *Crime de Torcy*, auteur d'un

polar métaphysique, — mais historien et essayiste ? Après, entre autres bons livres, son *Saint-Simon l'admirable*, son ouvrage sur *Mauriac, le roman et Dieu*, justifie une fois de plus l'assentiment de M. Jacques de Bourbon Busset : ce « *mystique voluptueux* » a retrouvé la grâce, la foi d'une enfance pieuse.

JEAN-MARIE DUNOYER

## Le discours du récipiendaire

### Penseur solitaire

Aucune complaisance jamais. J'ai relevé cette affirmation : « *Démontrer est vain, fatigant, ennuyeux et vulgaire* ». Sa curiosité était multiple, qu'il s'agisse de politique ou de littérature, du sens des mots, des coutumes, de l'homme en général, de la femme en particulier, de ce que pourrait être un art de vivre, ou plutôt de ce qui pourrait rendre cette vie tolérable. Les réflexions qui en résultaient, on aurait dit qu'elles n'étaient que pour lui, sans qu'il songeât à convaincre. C'était une pensée libre, née d'elle-même et de l'occasion, une pensée surtout solitaire, qui rappelle la naissance de celle de Descartes quand celui-ci raconte : « *J'étais alors en Allemagne... Je demeurais tout le jour enfermé dans un poêle, où j'avais tout loisir de m'entretenir de mes pensées* ».

S'entretenir de ses pensées, sans souci d'un interlocuteur, il me semble qu'il y a de cela chez Thierry Maulnier, tout le contraire de Montaigne qui, dès les premiers mots, s'adresse au lecteur. Une sorte de retrait, de distance, de hauteur, très curieuse, à rendre moins un hasard s'il se référait volontiers au « *doute méthodique* » de Descartes, « *le plus grand philosophe des temps modernes* », dit-il, trouvant géniale la « *prise de conscience du cogito* ». Mais avant celui-ci : le doute, qui est un garde-fou, voire une méthode, dont Thierry Maulnier peut-être (j'allais dire : sans doute) ne se défait jamais.

Dans la déclaration liminaire d'un de ses ouvrages, il se présente comme un de ceux qui « *ont posé à leur époque un plus grand nombre de questions* », sans prétendre avoir donné des réponses satisfaisantes. « *Du moins, dit-il, aurai-je contribué, je l'espère, à rendre moins convaincantes les réponses des autres* ». Il dira de même, d'une autre manière : « *J'ai ne peux pas donner de réponses à toutes les questions, mais tu peux faire des questions avec toutes les réponses* ». C'était pousser loin le doute méthodique, le transformer en remise en cause, dire, de ce qui est admis. On pense du « *je doute* » à « *je conteste* ». En 1938, dans *Combat*, condamnant le nazisme et tout régime totalitaire, il constatait : « *Les lois de l'Esprit sont la confrontation, le doute, la contradiction* ». Rien d'une intelligence dogmatique. Après une jeunesse où, sous une influence dont il ne laisse pas de s'écarter bientôt, il n'avait pas hésité à se montrer parfois très affirmatif, il fut ensuite rarement un profane, mais presque toujours un grand interrogateur, interrogateur de soi.

### « Que le message soit clair »

C'EST clairement qu'il posait les problèmes, sans dissimuler la complexité des sujets et l'incertitude des solutions, sous un langage abstrait et obscur. Il avait observé, dit-il, qu'une certaine obscurité voulue est un bon moyen de plaisir. Son expérience lui avait appris que le lecteur ne répugne pas à mal comprendre : « *Trop de limpidité l'humilie* », tandis qu'un discours où il se perd un peu ou beaucoup le flatte. Thierry Maulnier voyait dans l'opacité de l'écriture non une difficulté à exprimer ce qui est trop riche, mais un signe de prétention, et une démagogie. On est sibyllin parce qu'on accroche ainsi un certain public. « *Tout peut être dit clairement* », dit-il ; mais il poursuit : « *Toute grande œuvre est un langage codé. Que le message soit clair, et que le sens soit caché* ».

Merveilleuse définition de ce qui ressortit de la littérature : à la différence des travaux universitaires ou d'érudition, où le texte doit être clair, objectif et complet, il convient ici de lire entre les lignes, là est le plaisir que donne la littérature, tout est à double ou triple sens, un langage facile, mais un regard attentif qui va au-delà, où sont les vraies richesses.

Première leçon que nous donne, me semble-t-il, Thierry Maulnier, et qui me rappelle cette prière de Tolstoï que Monttherlant citait et admirait : « *Mon Dieu,*

donne-moi la simplicité du style... » La recherche et les prétentions revêtent d'ordinaire une pauvreté qu'on voudrait masquer, alors qu'un grand écrivain livre ses secrets sans ambages, de même que dans une eau transparente et calme, à qui sait voir, apparaissent la prodigieuse variété, la poésie et l'éclat des fonds marins. On comprend pourquoi Thierry Maulnier a placé si haut Racine, sur lequel il est revenu maintes fois, et ce qu'il en dit nous fera connaître mieux Thierry Maulnier lui-même. Tant il est vrai qu'on se livre en parlant de ce qu'on aime.

### L'éternel Racine

RACINE, dit-il, « *ne se soucie ni de heurter ni de séduire* », il ne consent à atteindre le spectateur que par un seul moyen : la qualité. Racine « *n'est pas social* », il n'est pas de ces auteurs qui fournissent des maximes pour honnêtes gens. A la différence de Corneille, il ne moralise jamais. Chez lui, le spectacle, ce qui attirerait le public, est réduit à presque rien : tout est à deviner, à comprendre. (En passant, songeons au théâtre de Victor Hugo) « *Pas de cris, il n'y a pas de baisers dans le théâtre de Racine. La folie ni la haine n'y émeuvent, la douleur n'y hurle point*... » Tout s'y manifeste et s'y résout en paroles, et en paroles simples : l'émotion, le tragique est dans la musique impalpable (la modulation) de ses paroles, ce qui n'exclut pas la violence.

Thierry Maulnier ne croit pas au « *tendre Racine* », il insiste plutôt sur la « *cruauté racinienne* », toujours seulement suggérée, cependant cuisante. Je parlais tout à l'heure de la déclamation, purement littéraire que donne la lecture d'un texte entre les lignes, entre les mots, et à travers les mots pour découvrir ce qu'ils recèlent, ce qu'ils portent en eux, un texte où tout est dit, sans le dire. Ainsi Andromaque annonçant à Pyrrhus qu'elle doit le quitter pour aller voir son fils : « *Je ne l'ai point vu, emporté d'un coup d'air* », dit-elle. Au lycée, Georges Canguilhem nous faisait remarquer qu'Andromaque disait cela à un homme qui brûlait de l'embrasser. Ils ont de la chance ceux qui ont rencontré quelqu'un pour leur faire aimer Racine, et Thierry Maulnier fut un de ces initiateurs pour qui nous aurons jamais assez de reconnaissance. (1)

L'admiration et la joie d'admirer à bon escient conduisent ainsi Thierry Maulnier jusqu'à un lyrisme qu'on aurait pu ne pas soupçonner chez lui, et à une expression nouvelle de la beauté et de la grandeur de l'art grec. Même démarche, mêmes conséquences, lorsqu'il traite d'une époque de notre littérature qui lui est particulièrement chère, qu'il trouve sa joie à faire revivre, quand elle était sinon morte, du moins profondément assoupie. Le dix-septième siècle, reconnaît-il, est sans doute « *le siècle royal de notre littérature* », mais ce qu'on a nommé l'école de 1660, qui exigeait des ouvrages « *polis et repolis* », « *vingt fois remis sur le métier* », s'il la respecte et l'aime dans Racine, lui semble aussi l'avènement et l'apothéose d'un esprit plus rassurant que novateur, celui de la bourgeoisie, apportant dans les lettres le risque de la convention, de la tristesse et de l'ennui. On rencontre alors, observe-t-il, des écrivains « *fiels de tabellions et de drapiers* », que ne tente plus aucune aventure et qui ne sont plus guetés, Dieu nous en préserve, « *que par les pensions et l'Académie* ». Toute l'attention de Thierry Maulnier, quittant Racine, toute sa réflexion se porte sur la première moitié du siècle.

Il aime « *l'allure libre, inquiète, vive, hardie, du temps d'Henri IV et de Louis XIII* », une époque toute vouée aux plaisirs de l'invention et de la découverte, regorgeant de « *frémissements virtuels* ». C'est dans la poésie de cette époque, trop oubliée, qu'il discerne, en propres termes, « *le jaillissement de sources innombrables* ».

Ces poètes que la fin du siècle a rejetés dans l'ombre et dont il goûte la verte originalité, il sait découvrir dans leurs œuvres des vers inattendus, qui en effet courent de source. Il leur donne la part belle dans cette *Introduction à la poésie française*, qui fut l'occasion pour Mauriac, tout en critiquant un choix qui étonnait, de « *dresser, des couronnes à ce brillant Thierry Maulnier* ». Précédant ce choix,

on avait pu lire un essai d'une rare densité, dont à tout moment des aphorismes et des idées pouvaient être détachés, non seulement se suffisant à eux-mêmes, mais ouvrant la voie à des commentaires nouveaux, à une longue rêverie.

Toute une part de notre littérature se trouve ainsi ressuscitée par Thierry Maulnier, au charme frais, en quelque sorte enfantine, que sans doute avaient annoncé certains poètes de la Renaissance, qui, déjà, avaient su exprimer à neuf, dit-il, « *la tiédeur de la chair adolescente, la tendre respiration de l'amour* ». C'était, remarque-t-il, un monde naissant qui usait de mots qui n'avaient jamais servi, comme ceux qu'échangent deux enfants qui aiment pour la première fois. Le temps de Louis XIV et de Versailles sera celui d'une solide maturité, alors que nous avons ici les premiers feux de l'amour qui s'émerveille de pouvoir briller dans une langue qui sort de sa gangue, le français. On joue avec des mots qu'on ne fera plus jamais. Avec ces poètes tenus pour mineurs, et qui pour certains ne le furent pas, on devine chez Thierry Maulnier une complicité, une connivence, inséparable de l'amour qui commence et qui éblouit, et qu'il nous communique pour notre joie.

### Un siècle prétendu stupide

LE dix-huitième siècle l'a plus rarement sollicité, et moins encore le dix-neuvième siècle français, s'il est vrai qu'il a étudié très tôt Nietzsche, mais qui n'était pas de chez nous, et le jeune auteur en fut félicité par Léon Daudet dans un article du 8 juin 1933, où il était dit que Nietzsche avait balayé « *comme en se jouant le conformisme, l'académisme, les savers, plus contrasté ? Le dix-neuvième siècle, dix-neuvième siècle* ».

Ces derniers mots, il faut les souligner au passage. Ils sont riches de sens et le furent de conséquences pour bien des esprits qui n'étaient pas médiocres, au cours de la première moitié du siècle qui s'achève. J'ai de même relevé un bref souvenir que Thierry Maulnier évoque sans commentaires dans son livre, un jour, Charles Maurras parla aussi du « *stupide dix-neuvième siècle* ».

Dans cette condamnation, il semble que Thierry Maulnier retint surtout un grief précis, qui était la propension du dix-neuvième siècle à « *tout confondre* » : « *Il avait fait, dit-il, de la peinture avec la musique, de la poésie avec la peinture, de tout avec la poésie, et spécialement de l'éloquence* ». La poésie romantique, à ses yeux, n'était guère que « *un bavardage versifié sur les événements et les sentiments, surtout les sentiments* ». Bavard, le dix-neuvième siècle, assurément, mais stupide ?

Dans tous les domaines, peinture, roman, poésie, histoire, musique, politique, érudition, théâtre, chroniques, mémoires, sculpture, critique, une discipline qui fut alors inventée, quel siècle fut plus riche, plus foisonnant, plus divers, plus contrasté ? Le dix-neuvième siècle vit en France, après des siècles passablement monolithiques, l'explosion, sans doute désordonnée — mais comment faire ? — de talents heureusement contradictoires, et de bien des génies. Thierry Maulnier ne suivit pas l'exemple de l'ami de sa jeunesse, Maurice Barrès, qui s'est attaché à Stendhal et à Balzac, avec bonheur. Fidèle en cela à Maurras et à Léon Daudet, il se détourna de ce siècle incomparable.

A Louis-le-Grand déjà, pour amuser ses amis, il récitait des poèmes de la *Légende des siècles*, en les parodiant, et on lui fait dire dans une interview : « *Je crois vraiment que la poésie française pourrait se passer de Victor Hugo* ». Il s'en occupa pourtant volontiers. (...)

### L'admiration clairvoyante

C'EST là, me semble-t-il, la seconde leçon que nous donne Thierry Maulnier. Il existe une critique de l'admiration qui approfondit, nourrit, justifie cette admiration, et une autre que j'appellerais, faute de mieux, une critique de dénigrement.

La première nous fait voir les beautés, les subtilités d'une œuvre, son sens d'autant plus précieux qu'il se dissimule, et donc nous fait mieux connaître dans cette œuvre ce qu'elle a d'essentiel, puisque ce sont cette beauté, cette richesse, les secrets qu'elle nous avait laissés seulement entrevoir, qui en font le prix, et qui expliquent qu'elle nous frappe et nous retient alors qu'elle vient de voir le jour, ou qu'elle ait pu franchir les siècles et nous enchanter encore. Le succès actuel d'une œuvre, comme sa survie, s'expliquent non par les scores qu'on y peut déceler, mais par ce qu'elle a d'admirable, et la critique née de l'admiration lui donne de nouvelles raisons d'exister, est féconde, accroît notre connaissance, et donc notre plaisir. Elle enrichit l'œuvre et nous enrichit. L'autre, qui dans une œuvre même remarquable s'attache à relever les contradictions, les incongruités, tout simplement les faiblesses, n'ajoute rien, reste à la périphérie du sujet, puisque les incongruités, les contradictions, les faiblesses de cette œuvre n'ont pas empêché que celle-ci nous touche, et parfois nous comble. Une telle critique perd son temps, comme si, devant une femme très belle, on s'en tenait à souligner que le lobe de son oreille aurait pu être mieux dessiné. Thierry Maulnier cite et sauve tout vers de l'époque de Louis XIII, qu'il trouve d'une « *brutale noblesse* », et il a raison, de même qu'il donne raison à Gide quand celui-ci lui rappelle un vers de Hugo : « *Il descend, réveille, l'autre côté du rêve* », et le trouve pareillement admirable. Dans les deux cas, il voit juste : il n'y a que l'admiration qui soit clairvoyante.

### Maurassien

En tout cas dans le domaine des lettres et des arts. Dans celui de la vie et de la réflexion politiques, autre domaine dont s'est fort occupé Thierry Maulnier, c'est une autre affaire. Combien de tyrans ou de médiocres qui furent adules, acclamés par des assemblées ou des foules qui célébraient ainsi l'avance la catastrophe, la faillite, la mort ou la servitude qu'on leur préparait. L'enthousiasme ici est rarement de mise. « *A Berlin disaient les uns, Nach Paris* » disaient les autres, ou l'inverse, et des fantômes savaient du haut des balcons, tout cela pour aboutir à un vent ou à une tète éclatée, au milieu des champs dévastés, de ruines noires ou dans le désert ou la neige. L'enthousiasme, pour l'observateur politique, n'est pas un bon juge, la vertu majeure est la lucidité. Thierry Maulnier n'en a pas manqué.

Sans doute raconte-t-on que, en 1934, Thierry Maulnier fit le coup de poing contre les policiers, et que même sa photographie en émeutier parut dans les journaux. Très vite, il s'en tint aux combats de la spéculation intellectuelle et de l'écriture. Il avait de qui tenir, Henri Massis lui-même rapporte que, à l'imprimerie de l'Action française, la nuit du 6 février 1934, aux manifestants sortant de l'émeute, fort échauffés, Maurras parla paisiblement des poètes symbolistes, et encore, consciemment ou non, Thierry Maulnier se montra disciple aussi de Descartes, qui observa le monde selon les seuls critères de la raison, mais comme il est dit dans le *Discours de la méthode*, tâchant « *d'y être spectateur plutôt qu'acteur en toutes les comédies qu'il y jouent* ». Thierry Maulnier devait se démarquer, en cela, de nombre de ceux qui furent ses premiers compagnons. (...)

### Erreurs de jeunesse

LE jeune Thierry Maulnier y fut L'accueilli, et ses mérites reconnus, dès le début des années 30, et en dépit de ce qu'on appelait son air d'indifférence et d'ennui, dans nombre de ses chroniques la violence du ton fut l'écho fidèle de celle souvent en bonhomme dans la maison. Le 11 septembre 1930, il parlait de la naïveté et de l'impudence d'Emmanuel Berl, ce qui n'était pas juger sainement. Encore le 22 septembre 1938, à l'annonce de colomes, Julien Benda était dit par lui non seulement inabécille, mais l'imbécille.

Lire la suite page 12

### Premier contact

RECLUS dans ma province, d'où vous m'avez fait l'honneur de me faire si glorieusement sortir, je n'ai vu Paris qu'en 1945, à vingt-trois ans. Pour que je rencontre personnellement Thierry Maulnier, il avait donc fallu qu'il vint jusqu'à moi. Cela s'était passé en 1937 ou 1938 — jusqu'à ces derniers temps, je ne savais plus — j'avais vu un jeune homme plus âgé que moi, mais pas de beaucoup, semblait-il, très grand et long, avec un regard attentif, myope et sérieux derrière des lunettes. Il était accompagné d'un ami, que j'ai supposé longtemps être Jean de Fabrègues. Ils avaient fondé une revue, *Combat*, qu'il s'agissait de présenter dans un cercle d'étudiants. Un numéro ancien de cette revue m'a permis, l'hiver dernier, de découvrir l'annonce de cette réunion et donc sa date, le 17 mars 1938, et que c'était René Vincent qui assistait Thierry Maulnier. Ils devaient traiter le sujet suivant : « *Nos raisons de combattre pour le vrai nationalisme contre l'argent* ». Programme caractéristique de ce qu'il y avait d'original, et d'un peu subversif, dans la pensée de Thierry Maulnier. Après la réunion, il nous parla en comité plus restreint, puis écouta nos remarques et nos suggestions.

Ce fut pour lui l'occasion d'une réponse que je n'ai pas oubliée, à vrai dire la seule phrase que je lui ai entendue prononcer dont j'ai gardé exactement le souvenir. L'un de nos camarades lui avait dit que sa revue était intéressante, mais que peut-être elle atteindrait un public plus vaste si son abord était plus facile, son contenu à la portée de lecteurs moins avertis. Thierry Maulnier répondit : « *Cela ne me paraît pas nécessaire* ».

Les cinquante ans qui ont suivi n'ont pas démenti ce propos, ce parti pris chez Thierry Maulnier de ne jamais chercher le succès en adoptant ce qu'on appelle dans le jargon d'aujourd'hui un *profil bas*, à étendre son public en se souciant de lecteurs moyens, qui sont nécessairement le grand nombre. Il dit de Victor Hugo qu'il fut « *prophète pour grand public* », ce ne fut pas son cas.

## LA RÉCEPTION DE M. JOSÉ CABANIS

## Le discours du récipiendaire

Suite de la page 11

type. Ce furent les erreurs de jeunesse, le vocabulaire de Léon Daudet faisait école.

Quand Thierry Maulnier traitait d'autours qui lui étaient chers, tout changeait, et déjà il ne passait pas inaperçu. L'éclat, qui ne laissait pas de lire aussi l'*Action française*, dans son *Journal de ces années-là*, dit apprécier « les critiques littéraires de Brasillach » et « les articles de doctrine littéraire de Thierry Maulnier ».

A l'*Action française*, on trouvait Thierry Maulnier si brillant qu'on se demanda s'il ne succéderait pas un jour à Maurras. Un de ses camarades le décrit ainsi : « Thierry était grand, maigre, à peine voûté, avec un front majestueux et derrière ses lunettes, un regard aigu qui parfois devenait rêveur. Sa voix était gracieuse, il avait le quolibet facile et riait en se tressautant de nos plaisanteries d'une qualité très inégale. Nous l'admirions. Il fut à l'occasion de la confection au pied levé d'un numéro d'une revue d'étudiants, proche de l'*Action française*, menée à bien par Brasillach, Bardèche, José Lupin et Jacques Talagrand, que celui-ci prit le nom de Thierry Maulnier.

Henri Massis salua avec joie *La crise est dans l'homme*, son premier essai qui ne fut pas purement littéraire : « Je suis peu de lectures qui m'aient causé une satisfaction d'esprit aussi pleine. » Décantant ainsi la valeur de celui qu'il appelait « ce jeune homme », il ne se trompait pas, mais voyait en lui un traditionaliste, ce qui était s'avancer beaucoup.

## L'indocile

DÉJÀ Thierry Maulnier faisait un peu bande à part, fondant en 1937 l'*Insurgé*, titre emprunté à Jules Vallès, qui eut quelques-uns numéros, et dont les idées particulièrement radicales et se voulant soucieuses des problèmes sociaux plus encore que *Combat* s'écartaient sensiblement de la politique de Maurras. Dans le premier numéro, on trouvait parmi d'autres, à la suite de Thierry Maulnier, Maurice Blanchot, Kléber Haedens et Claude Roy, sous un pseudonyme. Cet hebdomadaire est qualifié de « *bizarre aventure* » par Henri Massis, qui nous révèle que l'anticapitalisme de Thierry Maulnier effrayait Maurras, lui paraissant déraisonnable. « Nous voulons des agitateurs », écrit Thierry Maulnier. Il s'agissait de combattre les exploités de la France « par tous les moyens, avec toutes les armes ». Massis a publié la lettre que Maurras adressa à Thierry Maulnier : « Vous tendez à détruire l'armature morale de la fortune privée. Mon cher ami, réfléchissez-y. »

Son anticommunisme n'était pas moins vif, et il donna jusqu'à la défaite de 1940 des articles à nombre de publications de droite ou d'extrême droite, sans toutefois s'aggraver à aucun groupe. Rappelons que la revue *Combat*, qu'il était allé défendre jusqu'à Toulouse, prônait un « véritable socialisme ». Le titre d'un de ses articles était : « A bas la culture bourgeoise ! ». Thierry Maulnier y écrivait encore en 1936 : « Il est trop vrai que la nation française a été depuis cent ans le nation d'une classe, la nation de la bourgeoisie. » Il parlait de « la honte du salariat capitaliste ». Un anticommunisme, donc, à sa manière.

C'est que la pensée de Thierry Maulnier n'a jamais été docile. « Ne recevoir jamais aucune chose pour vraie, que je ne la connusse évidemment pour telle », première règle de Descartes, cela signifie nécessairement échapper, tôt ou tard, à toute influence, fût-elle des plus respectables et respectées. Dans sa préface à un livre d'Henri Massis, Thierry Maulnier use de la formule « Nos maîtres », mais pour corriger aussitôt : « Je n'aime pas beaucoup ce mot pour mon compte. » Il a dit aussi que Maurras lui-même lui avait donné l'exemple de « l'affirmation minoritaire, du refus de tout compromis ».

Ainsi, le « spectacle du monde », comme disait encore Descartes, avait conduit Thierry Maulnier à toujours davantage penser par lui-même et, toutes les fois qu'il le fallait, à changer.

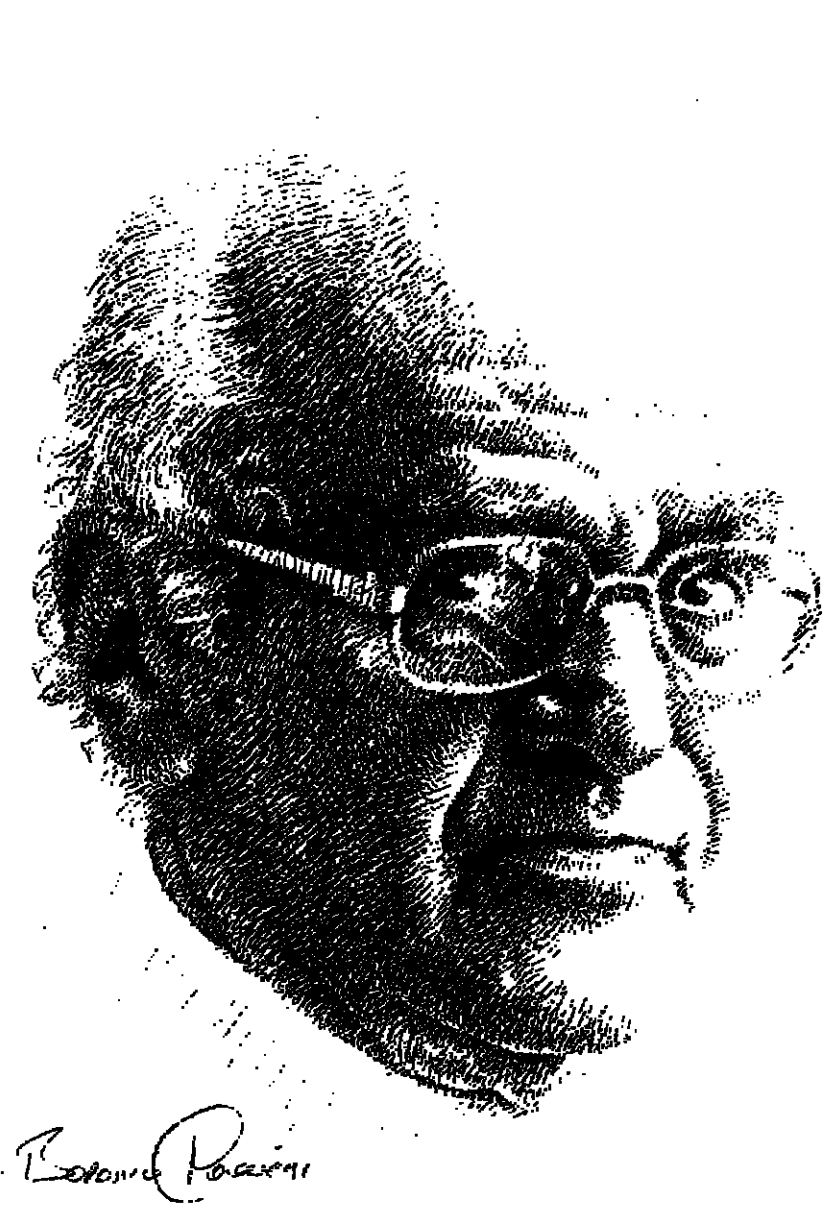
A la mort de Maurras, il écrivit que, à partir de 1940, on avait pu reprocher à celui-ci, ou au contraire l'admirer, de « se refuser à changer, alors que tout changeait autour de lui ». Il convient que son propre cheminement avait été différent. « J'ai écrit pendant près de dix ans dans l'*Action française*, depuis bientôt dix autres années, j'écris dans un autre journal que Maurras avait nommé le *Journal maudit*. » Sans rien renier de son passé ni de ses amitiés (et quand certains le lui reprochèrent, il répondit avec violence), de plus en plus il exprima des idées qui ne devaient rien à personne, et partout où il pouvait les exprimer librement.

## Discrete résistance

LES Décombres, de Rebatet, nous apprennent que, en 1939, il ne doutait pas de la victoire finale des Alliés, additionnant leurs forces dans le monde, ce que, du côté de *Je suis partout*, on estimait aberrant, tandis que Maurras en était profondément affligé. En mai 1940, le même calcul permettait à Thierry

Maulnier de soutenir que l'Allemagne serait un jour vaincue, ce dont Rebatet faisait des gorges chaudes, et il faut reconnaître qu'à ce moment-là cet optimisme pouvait paraître étrange. Le 7 juin 1940, dans *Je suis partout*, qui allait disparaître pour un temps avant de renaître sans lui, il persistait à parler d'un « miracle » possible. Un avenir alors lointain lui donnait raison.

Paris occupé, et après avoir suivi l'*Action française* à Limoges, Thierry Maulnier était à Lyon, toujours journaliste et chroniqueur militaire, ce qui ajouta à l'imprévu et au pittoresque du personnage. Il faut en revenir au Décombres de Rebatet qui sont, quoi qu'on en pense, un document. Il y est dit que Thierry Maulnier, qui s'obstinait à prédire la victoire de l'Angleterre, était un serviteur « inconscient peut-être » de l'Intelligence Service, imputation qui à pareille époque pouvait n'être pas innocente ni sans suites. De fait, au Café Neuf, place Bellecour, il faisait sa partie d'échecs avec Klé-



ber Haedens, apprenant à ses amis à rouler les cigarettes et les invitant à recopier des textes antiallemands à faire circuler. En marge, peut-être, des bouleversements en cours, mais discrètement parisien.

S'il approuva d'abord ce qui a cru bon de se nommer la Révolution nationale, il se démarqua tout de suite, dans ses articles, de la presse de Paris, mais aussi de l'esprit de la presse vichyssoise. Sans contester la réalité d'une défaite qui n'était que trop certaine, il se refusait à imiter ceux, dit-il, « qui cèdent aujourd'hui à une passion singulière, qui est celle de l'humiliation, pour ne pas dire de la servitude ». Cela, pour la presse parisienne. Il disait aussi que la France ne se relèverait pas avec des faux de camp, des boy-scouts, de l'hébertisme, le « dérasage » matinal, et des chants de patronage. Cela pour Vichy. Il espérait en la vitalité du pays, lequel donnait, même vaincu, « tous les signes de la résistance », formule allusive peut-être, en tout cas prémonitrice.

Je me souviens de son livre, publié chez Lardanchet en 1942, et qui fit sensation : *La France, la guerre et la paix*. On y entendait une voix discordante, au milieu du plat concert du moment. (Peut-on s'en rendre compte près d'un demi-siècle après ?) Il s'opposait à la fois aux « mythes démocratiques » et aux « mythes totalitaires », ceux-ci tellement vantés de l'autre côté de la ligne de démarcation, qui existait encore. Peu de temps après la parution de ce livre, négativement, dans un article, il rappelait l'exploit d'un curieux français qui, en juin 1940, avait su, dit-il, « échapper à l'ennemi en prenant la mer ». Cela semble aujourd'hui innocent, mais qui donc alors dans la presse des deux zones osait qualifier l'Allemagne d'ennemi. Thierry Maulnier se plaisait à jouer avec la censure, et les lecteurs de ce temps-là avaient appris à comprendre à demi-mot. En octobre 1943, la zone sud envahie, voici d'autres remarques apparemment naïves : après Verdun, notait Thierry Maulnier, qui aurait pensé que la guerre durerait encore deux ans, et en juillet 1918, quand l'Allemagne passait à l'offensive, qui aurait

prévu qu'elle mettrait bas les armes moins de quatre mois plus tard ? C'était laisser entendre que, si les Allemands occupaient presque toute l'Europe, rien n'était joué, que leur défaite même pouvait n'être pas loin. Dans un pays asservi, tout journaliste qui n'accepte pas de se faire pratique des sous-entendus, qui paraît anodin la liberté retrouvée, mais qui enchantent les contemporains.

## Pour Fontenelle

DANS une lettre de 1644, Descartes déclarait : « Mon humeur n'est pas de naviguer contre le vent. » Thierry Maulnier, « spectateur plutôt qu'acteur », lui aussi, ne craignait pas, en revanche, d'aller contre le vent, loupoyant dans la bonne direction, à sa manière.

De cette originalité, il donna une preuve qui ne me semble pas négligeable, exactement trois cents ans après la lettre de Descartes que je viens de citer, en 1944. La guerre continuait, l'épuration sévissait, qui partageait la France plus encore, peut-être, que l'ancienne ligne de démarcation, des vies très chères étaient menacées ; dans les Ardennes, l'offensive de von Rundstedt sembla quelques jours remettre tout en cause, et l'on a prétendu

stupéur que d'incompréhension ». Il prônait la destruction du capitalisme, dont il tenait qu'il n'était lié ni à la liberté ni même à la propriété. Il reprochait notamment au capitalisme qui se dit libéral de se réclamer de valeurs traditionnelles, qu'en réalité il méconnaît, ce qui a conduit ses adversaires à nier ces valeurs, d'où le communisme qui s'installa pour longtemps en Europe.

Ce que Thierry Maulnier a appelé « la face de méduse du communisme », ce pourrait être, à l'entendre, le capitalisme qui en serait en partie responsable : son exemple (et sa duplicité) aurait amené le communisme à prendre le contre-pied des valeurs célébrées par le capitalisme, qui en dégoûtait les autres, à voir comme il les bafouait. Il y a là un point de vue intéressant, et qu'on pourrait adopter dans bien des domaines, les relations parents-enfants, le problème actuel du terrorisme et de la justice, les Églises et l'anticléricalisme, mais ce n'est ni le lieu ni le moment de nous égarer.

Thierry Maulnier traite du capital et du travail, de leurs rapports tordus, de la lutte des classes dont il ne conteste pas la réalité, selon des critères qui ne sont qu'à lui et qu'on ne saurait en rien qualifier de réactionnaires : « En construisant, rappelez-vous, des maisons ouvrières confortables, des ateliers plus clairs et plus salubres, en aménageant des stades et des piscines dans les faubourgs, en instituant des maternités et des pouponnières », et l'émancipation se poursuivait : « On rend certes plus supportable la condition ouvrière ; mais en même temps on tend à voiler au regard de ceux qui en sont les victimes la réalité fondamentale de l'institution capitaliste, l'aliénation du travail au profit d'une minorité de possesseurs des moyens de travail. »

Déjà, le 23 janvier 1935, Thierry Maulnier avait participé à ce qu'on appellerait aujourd'hui un « colloque », tenu au siège d'une association qui portait le beau nom d'Union pour la vérité. François Mauriac s'y trouvait aussi, ainsi que Gabriel Marcel, Jean Guéhenno, Jacques Maritain, et quelques autres, surtout Glide, qui devait y justifier son adhésion au communisme. Thierry Maulnier était intervenu, Ramon Fernandez lui fit observer : « Savez-vous que votre point de vue est très proche du communisme ? »

Tout cela pour dire que lorsque vous avez appelé Thierry Maulnier parmi vous, et qu'un important journal fit son portrait sous le titre « Un ultra », ce titre ignorait les nuances. Il est vrai que c'est le propre de la plupart des titres.

Le communisme, estime Thierry Maulnier, a donné une espérance à ceux qui n'en avaient pas, leur montrant qu'ils étaient le grand nombre et seraient donc la force, s'ils voulaient. Nous condamnons le communisme, dit Thierry Maulnier, mais sommes-nous de bons hommes ? Trop de raisons personnelles nous incitent à cette condamnation. Il confesse : « Si la révolution communiste n'est pas la mort, le terreur, l'esclavage pour des millions d'hommes, alors nous en avons menti. »

Il va plus loin encore. Dans l'hypothèse où nous aurions raison, dit-il, si le visage que présente le communisme est vraiment abominable, il n'a aucune raison de paraître tel à la foule de ceux qui, croient-ils, n'ont rien à perdre : on ne parle pas de liberté à qui vit dans la misère. Ces réflexions honnêtes sont datées des années qui suivirent la guerre. Elles expliquent qu'un témoin averti, Claude Roy, qui peut-être pensait aussi à lui-même, fut amené à dire que Thierry Maulnier était passé « d'un marxisme naïf à un marxisme réticent et dissident ». Nous sommes loin de l'ultra.

Thierry Maulnier ne pouvait prévoir que cette grande espérance serait ravie aux foules affamées et opprimées, et que pour beaucoup la remplacerait un fanatisme religieux qu'il aurait eu tout autant en horreur. Il est vrai qu'avec le déclin du marxisme officiel, des sectes d'inspiration religieuse naissent déjà ça et là. Il en parla au cours d'un dialogue avec Jean Elleinstein en 1979, se demandant si c'était le signe d'un « besoin spirituel » chez tout homme. Une explication autre avait ses préférences, « le fait que l'humanité n'est pas arrivée, dans son ensemble, à l'âge adulte ».

Y parviendrait-elle jamais, c'est ce qu'il ne dit pas, mais qui a fréquenté avec assiduité son œuvre sera tenté de croire qu'il en doutait. N'imaginant pas les manipulations génétiques dont nous sommes menacés, il n'admettait jamais qu'on pût « changer l'homme », ambition du marxisme orthodoxe en son beau temps, qui s'opposait au mythe inverse, selon les marxistes, d'une « nature humaine donnée une fois pour toutes ».

Cette nature humaine, à qui la cruauté répugne rarement pour qui l'exerce, et dont une des composantes est le goût de tyranniser et d'humilier (on a appelé cela le sadisme, et certains ne craignent pas d'en célébrer les vertus), s'est manifestée de nos jours d'une éclatante façon, confirmant ce qu'on avait pu observer depuis des millénaires, que l'homme est un loup pour l'homme, vérité qu'on trouve chez Hobbes mais que Plaute énonçait déjà. Les relations malgré tout ambiguës de Thierry Maulnier avec le communisme auraient dû conduire à ne pas douter de sa bonne foi quand il eut le mérite, dès avant 1950, de parler du goulag, de ce qu'il appelait des « millions d'esclaves pénitentiaires ». Il fut malade, pour ceux qui s'obstinaient à ne pas savoir. Il leur fallut bien des années pour convenir que ces « millions d'esclaves pénitentiaires » existaient bel et bien, si c'est cela exister, dans un pays qui était, pour nombre d'entre nous, le pays de nos rêves. Thierry Maulnier fut, en un temps où cela n'allait pas de soi, un des premiers rares lucides, avec l'indignation qui s'imposait.

Attentif jusqu'à ses derniers jours à

tout ce qui relevait de la vie de société, à l'Est comme à l'Ouest, et même à ce qu'on aurait pu prendre pour des faits divers, il vécut assez pour voir les producteurs et les agriculteurs français, mécontents de leur sort, déverser leurs produits, légumes, fruits, parfois bétail, sur les routes et devant les préfectures, tandis qu'à Varsovie on n'attendait même plus devant les boutiques, où il n'y avait rien. Il put reprendre la double critique du capitalisme et du socialisme qui avait été longtemps un de ses thèmes favoris, mais avec une nuance nouvelle : le capitalisme engendre donc, dit-il, une surabondance anormale, et le socialisme une pénurie qui ne l'est pas moins. Une telle simplification est à la limite de la caricature (car le capitalisme engendre aussi la pénurie pour beaucoup), et il est permis de penser que Thierry Maulnier l'a voulu ainsi. Dans les articles au jour le jour qui témoignent de son évolution, il s'est plu souvent à marier le plaisant au sérieux.

## Humour

JE n'ai jamais aimé l'esprit de sérieux, a-t-il écrit, et cette déclaration doit être prise à la lettre. Ce serait se tromper que de voir seulement chez Thierry Maulnier l'observateur politique toujours en éveil, ou le connaisseur en littérature qui jamais ne parla pour rien dire, ou pour redire ce qu'on a déjà dit, ce qui n'est pas courant. Il resta toute sa vie, et son aspect physique ne trompait pas, l'étudiant amusé et aimant s'amuser qu'on peut rencontrer dans le livre de souvenirs de Brasillach, *Notre avant-guerre*, dont les cent premières pages sont merveilleuses. Elles évoquent, au temps de Louis-le-Grand et de la Rue d'Ulm, ce que Brasillach appelle « le matin profond de la jeunesse », celle de Thierry Maulnier et de ses amis, leur découverte de Paris et de la vie, du théâtre, des printemps parfumés, du cinéma tout nouveau, de Georges et Lucimilla Pitoëff, et leurs goûts, leurs enthousiasmes, leurs fureurs, leurs études, leurs lectures et leurs jeux. Cela tient de Mürger et de la Bohème, avec plus d'insouciance et de gaieté, mais rappelle aussi un titre de Mauriac, *Le Démon de la connaissance*, par le désir qui était le leur de tout comprendre, de savoir toutes les inventions et les créations de l'esprit humain qui ne sont pas utilitaires. Thierry Maulnier affirmait encore, bien plus tard : « La littérature est inutile. C'est pourquoi je suis assuré qu'elle vivra. Il faudra bien un jour qu'on revienne à l'utile, raison de vivre des hommes. » Il citait le sport, qu'il pratiquait lui-même, inutile comme tout ce qui aide à supporter la vie, justifie la vie, ennoblit la vie, comme le jeu, la poésie, l'amour, et Dieu lui-même, qui sait ? Il cessait d'être Dieu s'il servait à quelque chose, dit Thierry Maulnier, qui ne répugnait pas au paradoxe et avec ses amis donnait volontiers dans le canular, en honneur à Normale. Il envoyait un jour un camarade étranger, et crédule, entendre le *Siegfried* de Wagner avec en main, comme livre à suivre attentivement, le *Siegfried* de Giroudoux, et il dit combien il avait aimé l'esprit et les mœurs de Normale, cette école qui avait, prétendait-il, la particularité « qu'on n'y enseignait presque rien » et qu'il n'y avait aucun règlement, de sorte que chacun vivait à sa guise. Il passait lui-même pour nonchalant, mais s'il le voulait sa puissance de travail était stupéfiante. Apparemment désœuvré, mais très tôt, d'une culture qui ne s'acquiesce pas sans d'attentives études et qui chez lui n'était jamais achevée, close, tel il était dans ces années 30, tel il resta, jamais adulte. Tel je le vis la seconde fois que je l'ai rencontré.

Bien des années avaient passé depuis que je l'avais aperçu à Toulouse, où la diffusion de *Combat* l'avait amené. Nous étions le 21 mai 1967, près de trente ans plus tard. Je n'avais pas été seul à venir, mais Thierry Maulnier avait toujours l'air d'un étudiant, seulement un peu moussé en graine. Cela se passait dans les caves de la Bonne Dame, à Vouvray, où, après l'épreuve d'un verre de grand format à vider sans barguigner, nous fumes solennellement intronisés côte à côte chevaliers de l'ordre de Chantepierre. Il y avait là celle dont la présence fut si précieuse et si déterminante auprès de Thierry Maulnier, M<sup>me</sup> Marcelle Tassencourt, et aussi le très regretté Gilbert Cesbron, et mon ami André Bourin, heureusement ici parmi nous. Nous sommes repartis revêtus d'un grand cordon rouge et or, qui supportait le ruban d'un tonneau de Vouvray, après nous être, Thierry Maulnier et moi, bien amusés.

## Pince-sans-rire

CE fut un aspect du caractère et du talent de Thierry Maulnier qui me fut suggéré : ce jour-là, je vis au naturel le bon vivant qu'il était, à son heure. Songez qu'il osa consigner plusieurs pages au strip-tease, dans la revue de rue Garancière que patronnait François Mauriac. Au cours de ses écrits apparemment les plus austères, on rencontre des séquences que Raymond Queneau n'aurait pas désavouées, tel ce court poème : Intéressé.

Le chat  
S'approche  
(à pas de chat)  
de l'écrivain renommé.  
Le flaire.  
Fronça le nez.  
Dit : « Ce n'est que ça ? »  
Et s'en alla  
(à pas de chat)  
Et voilà.  
Peut-être il reviendra.



DE M. JOSÉ CABANIS

# A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Il savait aussi donner dans un comique un peu amer, allant jusqu'à dire, en passant, qu'en amour le choix d'un partenaire est du même ordre que celui du bon chien, qui, dit-il, « choisit son arbre », ou encore que certains parvenant n'ont pas plus d'importance que le mouchoir en papier dont on use une fois, et qu'on jette. Il avait imaginé un scénario tout différent de celui de la Genèse : « Ayant créé le ciel et la terre, les étoiles, les plantes et les bêtes, l'homme et la femme, Dieu réforma la porte en disant : « Et maintenant, je n'y suis pour personne. » En 1936 déjà, Brasillach soulignait « cette ironie que connaissent bien tous les amis de Thierry Maulnier ».

Elle allait de pair avec une grande sensibilité, et savait s'effacer devant une émotion profonde. Se querellant avec Sartre, il arriva à Thierry Maulnier d'exprimer une raillerie mordante, mais quand il évoqua, dans le même article de janvier 1954, les « douze balles qui ont troué la poitrine de Brasillach », il ne plaisantait plus et frappe fort. C'était la fidélité à l'amitié, non pas rancune. Lucien Rebatet ne l'avait guère ménagé dans les *Décombrés* et s'attendait à le voir dénigrer sévèrement devant un juge d'instruction, quand il vit et entendit Thierry Maulnier parler à son sujet de romantisme, de caractère excessif, alors que chacun l'accablait. Il lui dit : « Maulnier, vous êtes un monsieur de cœur. » Rendant compte de cet épisode, bien après, Rebatet ajouta : « Je pense toujours qu'il est un homme d'une noblesse bien rare. » Sensibilité qu'il exprimait peu, sauf peut-être s'il s'agissait des bêtes, des chats surtout, qui en cela lui ressemblent. Il lui arriva de penser à la mort solitaire et affolée d'un chat selon lui, souffrit « pour mettre en accusation tout ce qui est la tyrannie, l'oppression, l'abominable création ». Sensibilité, comme son ironie, un peu triste, vue pessimiste du monde, qui se dissimulait à l'ordinaire sous un air distrait, quelque peu absent, comme s'il n'était pas été de ce monde, mais ce n'était qu'une apparence. Au moment de la guerre d'Algérie, en discussion avec François Mauriac, celui-ci écrivit le début par un coup de poète de chat de la griffe pointant, lui disant : « Allons, vous n'êtes pas autant dans la lune que vous en avez l'air. » Et cependant, ici même, le jour de sa réception, l'historien rapporte qu'il s'aperçut au dernier moment qu'il avait oublié son épée. On dut partir en hâte pour Marnes-la-Coquette où l'épée devait rester en compagnie des chiens et des chats de M. et M<sup>me</sup> Thierry Maulnier. Elle arriva trop tard, et le remerciement fut lu avec une épée d'emprunt.

## Faiblesse du roman

C'EST que cet homme si curieux des événements de ce monde était, tout autant, ailleurs. Ce n'était pas un homme public, malgré les honneurs qu'il reçut. Il avait son univers où il voguait, planait, à son aise. Il fut le grand découvreur de poètes méconnus, récrétait, disait Kléber Haedens, « d'une main puissante de beaux paysages délaissés », et aussi l'homme de la nuit, dont le peu bienveillant mais cette fois équitable Mauriac a dit que c'était là « un drame qui ne laisse pas respirer ». Il fut l'homme, si j'ose dire, de Jeanne d'Arc, bouleversé par un procès où il fallait, dit-il, que l'accusée « se dévoue de sa vérité » et soit déshonorée, si possible, en s'attachant sur tant de rochers de notre siècle. Le roman seul ne l'a pas sérieusement tenté. Le roman, assurait-il, se modèle trop docilement sur la vie pour ne pas s'écarter quelque peu de l'art... La plus grave faiblesse du roman, à laquelle il succombe, semble-t-il, par un effet de son essence même, est qu'il n'est pas nécessaire. L'entente qu'il compte toujours une part d'anecdote, d'insignifiance ou d'impureté. On pense à la question qu'aurait posée, dit-on, Barrès à Paul Bourget : « N'êtes-vous pas fatigué de toujours raconter l'histoire du monsieur et de la dame ? »

Écartées sous leur forme romanesque, ces histoires-là intéressaient fort Thierry Maulnier, il en était volontiers amateur. Il faut remarquer avec quelle gourmandise il semble savourer la séduction de la jeunesse, « la qualité de cette chair si tendre, qui appelle la consommation, dit-il. *Primeur printemps. Cet instant qui est pour duré d'un instant, est instant qui est pour duré d'un fruit, pour une fille, celui de l'extrême délicatesse, de l'extrême fermeté.* » Nombreuses sont ses réflexions sur ce qu'il nomme l'homme érotique, et, nonobstant le vif attrait qu'on peut déceler en lui, elles sont assez pessimistes. J'en ai déjà cité quelques-unes.

Il croit observer que le mâle, sitôt satisfait, regarde sa montre, et il en suggère la raison : pour la continuation de l'espèce, le mâle a rempli son office et n'a plus à se soucier de la suite, tandis que commence le rôle de celle que Thierry Maulnier, un des premiers sans doute, qualifie de « mère portuse ». L'une d'elles déclare de « mère portuse ». L'une d'elles déclare de « mère portuse ».

besoin », comme pour toutes les créatures, il y trouverait aussi, selon Thierry Maulnier, « un vague désir d'angoisse ». Cette suggestion nous invite à nous aventurer un peu plus loin.

## Pudeur

L n'a jamais donné dans la littérature confidentielle. « Cette coutume bien enracinée dans les lettres de notre temps (et déplorable à mon sens), écrit-il, qui fait qu'on ne prend plus guère la plume que pour se raconter soi-même. » Thierry Maulnier réapparaît et pourtant un lecteur curieux croit parfois entendre presque une confidence. Je citerai ceci : « Je dis à mi-voix le nom de la femme que je désire, et qui ne peut m'entendre, et la voici qui vient à moi, non pas réelle, mais présente. La prière elle aussi s'adresse à un dieu lointain qui ne répond pas, qui ne répondra pas, et pourtant l'espoir est dans la prière. »

Ainsi, comme la femme désirée, Dieu pourrait être une espérance pour la prière, une présence même, possible mais non réelle. Ce n'est pas le *Deus absconditus* de Pascal, qui était caché, peut se révéler à ses créatures, soudain vivant, sensible au cœur. C'est, dit Thierry Maulnier, « Dieu dérobé, Dieu masqué, dérobé à la pensée de l'homme. Incompréhensible. Ineffable... » S'il était autre, il ne serait pas Dieu, il ne peut qu'être au delà de tout. « *Larvatus prodeo* », disait Descartes. De même Dieu, qui n'aurait jamais son masque, qui ne révélerait jamais ce que l'ancien Testament appelle sa face.

## Angoisse

RESTE l'angoisse, ce mot qui n'a balayé tout à l'heure. De Dieu, Thierry Maulnier avoue dans un de ses livres, « on n'en a jamais fini ». C'est que l'être humain est jeté, désarmé, dans cette vie et ce monde pour lesquels il est si peu fait que le nouveau-né crie tout de suite au secours, dit Thierry Maulnier. Nous sommes, dit-il encore, condamnés à durer « dans une réalité que nous ne supportons pas » : nous ne cessons d'appeler au secours. Le cri de l'animal est aussi désespéré que celui de l'homme, émarqué comme lui en ce monde. Thierry Maulnier constate que « quelque chose dans la vie est là, qui ne se satisfait pas du monde », et il ajoute avec son humour toujours un peu grinçant : « D'ailleurs,

elle n'y fait pas de vieux os. » Dans le drame que lui a inspiré l'exécution du duc d'Enghien, celui-ci parle longuement à son chien, juste avant sa mort, et lui dit que toute bête vit dans la peur, si elle n'est pas aimée, et que pour l'homme, c'est tout pareil. Thierry Maulnier a écrit : « Le meuglement d'une vache solitaire, dans un champ baigné de pluie, la plainte d'un chaton perdu nous en disent plus sur la détresse fondamentale de toute existence » que tous les discours des philosophes.

## Sainte solitude

Cette détresse qui est dans toute créature, pour Thierry Maulnier, la science n'apporte pas de réponse, et celle que propose la religion ne peut être que mythique. Toute signification attribuée à la vie est une illusion, et pourtant les hommes voudraient, plus que tout, être rassurés. Sainte solitude, dit-il, qui te méritera ? Et il pose cette autre interrogation : « La peur fondamentale, pour les hommes, serait-elle d'être seuls, seuls au monde ? » Et relevons bien qu'il écrit *seuls au pluriel*. Non pas seuls, par conséquent, pour n'avoir pas de compagnons, de compagnes, d'amis. Seuls, tous ensemble. Voilà l'angoisse que chacun en soi nourrirait. Je lis ailleurs : « Les hommes portent en eux le besoin d'être sauvés, sauvés moins des périls du monde que de ceux qu'ils portent en eux-mêmes. »

Il observe que les temples grecs paraissent enseigner avec force la lucidité et la sérénité face au destin. Tandis que le christianisme promet une espérance, donne une réponse à ce qui est pour lui « cet absurde et pitoyable besoin d'être sauvé ». Il affirme aussi : « Dieu, la vérité, l'amour, ce sont les illusions vitales, celles dont l'homme a eu jusqu'à présent le plus grand besoin. » Ni l'évidence cartésienne, ni le pari de Pascal, ni les révélations qui seraient contenues dans de saints livres, rien n'a pu le persuader de l'existence d'un être souverain et invisible. Pour lui, les hypothèses scientifiques ne valent pas mieux : Dieu est inconcevable, mais le sont tout autant l'apparition spontanée de la matière, puis de la vie, puis de la pensée. « Les mythes des vieilles religions, conclut-il, étaient plus vraisemblables. Toute connaissance est impossible à l'homme comme toute possession. » Lui demeure seulement possible de dire non.

Revenant un jour sur la Pluralité des mondes de Fontenelle, dont j'ai noté qu'il avait déjà si bien parlé, il dira dans une de ses chroniques : « Qu'il est excitant de

s'apercevoir que Dieu n'existe pas ! Qu'il y a dans les espaces infinis de Pascal, où l'effroi ne règne plus, des présences rassurantes, des êtres vivants... » Disant cela, il plaisantait, et ce ne sont pas des frères hypothétiques dans le cosmos qui nous rassurent. Lorsqu'il rendit compte du *Journal* de Julien Green, et sans doute influencé par cette lecture, Thierry Maulnier convint que « le problème du sens du monde, du perfectionnement de soi, de la sagesse ou du salut, reste le problème des problèmes ». Mais il n'y a pas de solution et croire, dit-il à propos de Mauriac, ce n'est pas être sûr.

Aux religions, il reconnaît le mérite d'avoir suscité d'innombrables œuvres d'art. Le grand-père barbu qui n'est pas aux cieux est aussi le démiurge de la Sixtine. Dans son commentaire, en 1977, de l'un des ouvrages de Thierry Maulnier, Bertrand Poirot-Delpech suggère qu'il était disposé à accueillir « quelque grand mensonge, n'importe lequel, pourvu qu'il permette à nouveau Chirac et la Messe en si mineur ». Ainsi toute religion serait bonne, si elle met dans ce monde abominable un peu de beauté, dans ce bref espace de temps concédé au voyageur. Beauté, mais non vérité, apparemment.

## L'art est transparence

DIEU me garde de faire dire à Thierry Maulnier plus qu'il ne dit, mais, sans avoir le sentiment d'être en rien malhonnête et avec le seul souci de comprendre, je n'ai pu m'empêcher de rapprocher deux affirmations de Thierry Maulnier prises dans deux textes tout à fait différents. « Le divin, dit-il, quel que soit le visage qu'on lui donne, est de l'autre côté des apparences. » Et ailleurs, il écrit : « La vraie peinture est de l'invisible... L'art est transparence. » Thierry Maulnier n'a jamais dissimulé, ni rien, le milieu où il était né : « De mon éducation primaire, je me suis trouvé en dehors de la foi. » Cependant, pour qui a aimé l'art autant que lui, et qui conçoit que l'art est transparence, donnant accès à l'invisible, si au-delà des apparences il y a le divin, comme il le dit, ne serait-ce pas que le divin existe, sinon l'art ne serait rien.

Quant aux institutions religieuses, aucune ne l'a jamais attiré, et son hostilité s'est faite parfois virulente : « Mes bons pères, messieurs les prêtres des Églises chrétiennes... » Suit le répertoire presque complet des horreurs que celles-ci ont perpétrées au cours des siècles, histoire, affirme-t-il, qui n'est rien d'autre

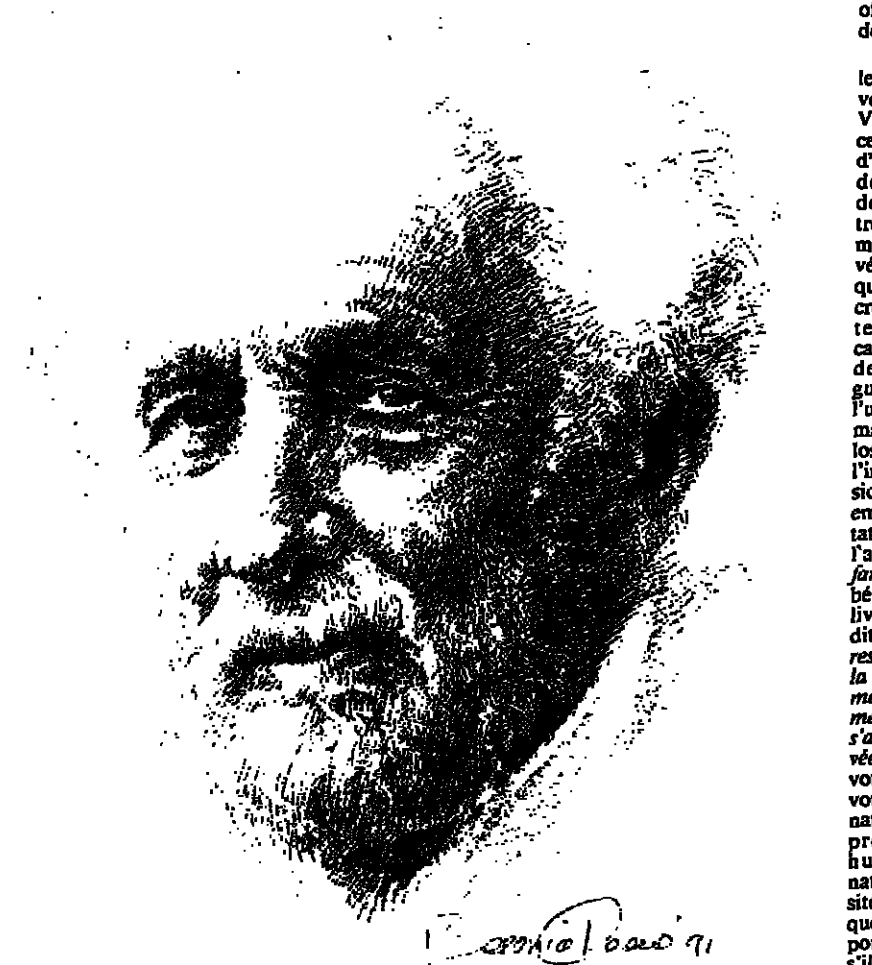
que « l'inversion bimillénaire du wai message évangélique ». Connaissait-il vraiment ce message, à-t-il médité l'Evangile autant que le *Phèdre* de Racine ? Il y aurait vu que le prince de ce monde n'est pas le Christ, lequel a envoyé ses disciples dans le monde, mais en leur rappelant qu'ils ne seront pas de ce monde. François de Sales disait : « Nous sommes crucifiés au monde. » Pas tous, et pas assez. Beaucoup s'en sont accommodés et s'y sont trouvés à l'aise. Les Églises chrétiennes, c'est le message évangélique tel qu'il subsiste, comme il peut, dans ce monde, et leur histoire n'est pas celle des princes de l'Eglise qui sont dans ce monde et qui en ont pris de la graine, qui n'est pas évangélique.

Je pourrais reprendre ici ce que je disais tantôt de la critique d'admiration et de la critique de dénigrement, car tout se tient, mais cela m'entraînerait trop loin et le temps presse. Je me bornerai à suggérer que l'histoire vraie des Églises chrétiennes est celle, ininterrompue, des saints et non pas de ce qui peut scandaliser dans de pauvres hommes. L'Eglise de Rome, disait Claudel, « a traversé les siècles comme une vieille femme ivre ». Heureux ceux qui savent lire le Livre qu'elle a gardé à travers les siècles, malgré tout, qu'elle nous tend obstinément, d'une main souvent vacillante, et dont certains des siens n'ont cessé de nous parler avec un feu qui brûle.

Il y a quelque vingt ans, Thierry Maulnier commençait ainsi un de ses billets : « C'était un des derniers dimanches de Carême et je sortais de Notre-Dame de Paris où j'avais entendu l'Éloquence sans éloquence, la parole tendue et dépourvue du Père Carré trouver son accord avec la musique pétrifiée des piliers nus, eux aussi jetés vers les altitudes où l'homme s'accroche ou se dévore, porteurs d'offrande et de fardeau. Je songeais à quel point cette nef était peu fonctionnelle — pour employer un mot misérable. Trente-cinq mètres de voûte pour couvrir ces fourmis humaines rassemblées toutes au ras des dalles ? Non, pour que la pierre plus chanter. Pour réunir une foule de fidèles, un hangar suffirait. Ce n'est pas un espace utile que définit la cathédrale, c'est un espace mystique. »

Restons sur ce mot qui nous prouve qu'il avait tout compris, et qui nous le rend très proche. Pensons avec admiration, mais aussi avec confiance, à notre frère Thierry Maulnier.

# La réponse de M. Jacques de Bourbon Busset



offertes et dont vous vous empariez avidement.

Après l'effervescence de l'adolescence et les ambitions incontrôlées de la jeunesse, vous êtes revenu à votre vraie nature. Vous avez suivi votre pente qui n'est pas celle de tout le monde, qui, en dehors d'autres mérites, celui de la rareté, la pente de l'intelligence mystique. L'emploi à dessein cette formule, car on identifie trop souvent mystique et effusion purement affective. La mystique, c'est une vérité enracinée dans la vie. Comment, à quel prix se fait cet enracinement ? Je ne crois pas me tromper en suggérant que de telles interrogations sont, à vos yeux, capitales. Vous avez eu comme maître deux hommes éminents, Georges Candau et Vladimir Yankélévitch. Ni l'un ni l'autre n'étaient des mystiques, mais ils vous ont donné la formation philosophique qui écarte les tentations de l'irrationnel. C'est pourquoi votre conversion n'a rien d'un coup de cœur, d'un emballement momentané. Elle est le résultat d'un lent travail de votre esprit. Vous l'appellez vous-même « la grâce de l'enfance retrouvée », grâce dont vous faites bénéficier le grand Michel et dans votre livre *Michel, le prêtre et la femme*. Vous dites de lui : « Du maître à penser il ne reste pas grand-chose, mais l'amoureux de la femme, des fleurs, des oiseaux et de la mer témoigne qu'une vie est belle qui commence par la passion de connaître pour s'achever dans la grâce de l'enfance retrouvée. » Vous aussi, vous aimez la nature et vous avez besoin de sa proximité. Pour vous, comme pour beaucoup d'autres, la nature est un talisman ; le talisman qui prémunit contre la bêtise de l'orgueil humain. Et puis la prodigalité de la nature nous enseigne qu'il y a une générosité de la raison, que la raison authentique est une raison généreuse. Et c'est pourquoi le message de la France sera nul s'il n'est pas le message de la générosité de la raison.

Commentant en 1975 votre journal écrit en 1944, quand vous étiez en Allemagne requis par le service du travail obligatoire, vous écriviez : « Cette vie et ce monde qui avaient été les miens, et que je croyais si perdus, je les ai retrouvés et ne les ai plus quittés. Je suis de nouveau à Nollet, et il y a toujours les mêmes moineaux que jadis, qui nichent sous le toit et font grand bruit. » Il y a aussi le jardin.

Mon ami, Philippe Sénart, dans un article intitulé « José Cabanis ou la clef du jardin clos », écrit excellemment : « Le salut, c'est sans doute le dernier et le premier mot, le mot perdu et retrouvé. Il y a dans l'encre de José Cabanis une quête du bonheur, mais c'est une entreprise mélancolique, et elle n'éclaire dans la joie, dans une « félicité sans mélange », que lorsque le jardin clos autour duquel n'a cessé de tourner José Cabanis apparaît enfin

Lire la suite page 14

## Un enfant pieux

J E pense que si, en dépit de votre jouable sauvagerie, vous avez consenti à vous présenter à nos suffrages, c'est que vous aviez la caution d'un compatriote toulousain qu'on ne pouvait soupçonner d'ambition mondaine et auquel vous avez consacré un beau livre, je veux dire le Père Lacordaire. Vous dites de lui, au sujet de son élection dans notre compagnie, en 1860 : « *Lacordaire s'était résolu à parler, pour affirmer la vie et le droit à la vie de ceux qui ont choisi, mêlés au monde, au hors du monde, d'être tout à Dieu.* » J'ose vous appliquer ces paroles en vous priant d'excuser mon indiscret

tion. Cela dit, vous n'avez pas rencontré, chez nous, les difficultés qu'a rencontrées Lacordaire chez nos prédécesseurs : certains le jugent un jacobin socialiste, et d'autres le soupçonnent d'être hostile au pouvoir temporel du pape. Ce qui faisait dire à Lacordaire : « Il ne faut jamais vendre la peau de l'ours avant de l'avoir mis à terre, même quand cet ours est une Académie. »

Et vous citez le quatrain espigole d'un de nos confrères d'alors : « On prétend qu'en vertu d'un nouveau règlement l'Académie qu'arçopage Quitte le froc au vrai plumage Pour le froc de Jacques Clément. »

Vous, Monsieur, n'êtes point parvenu à exciter à ce point notre verve poétique. Je vais être plus indiscret encore. Je vois en vous un moine dans le siècle, un enfant pieux qui s'est toqué, adolescent, de la littérature et qui, maintenant, a

retrouvé, en même temps que son enfance, la tentation monastique.

## La grâce de l'enfance retrouvée

DANS les Profondes Années, vous le dites très bien, commentant en 1975 votre journal de la dix-neuvième année : « J'achetais des livres. Je lisais Proust et Stendhal. Ce fut une passion qui me tint longtemps. Je ne la regrette pas, car elle m'a fait passer des heures heureuses, mais la littérature ne m'occupe plus guère que comme le bréviaire que dirait un prêtre qui n'y croit plus. » Vous n'espérez plus découvrir de secret dans aucun livre, alors que chacun d'eux vous paraissait porteur de vérités qui vous étaient

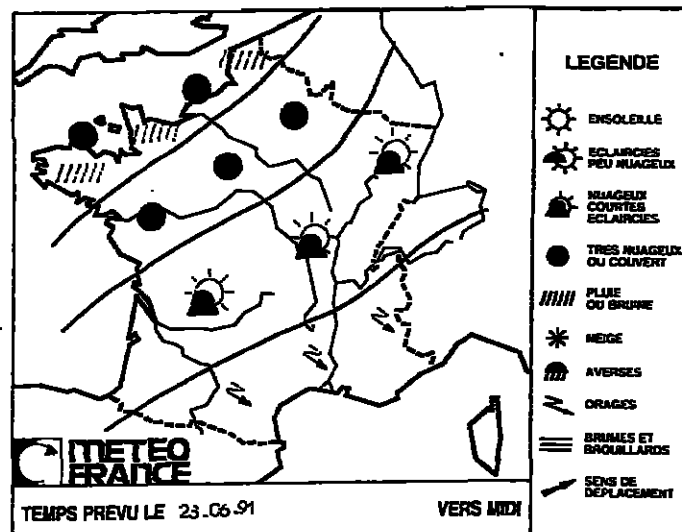




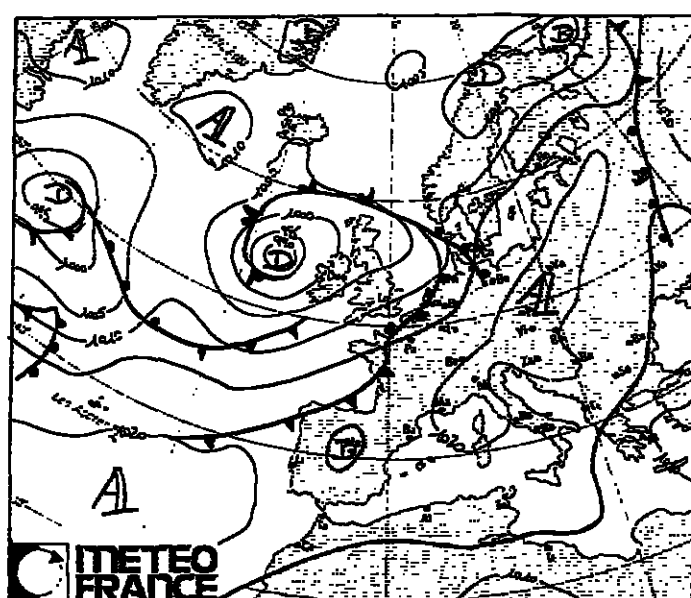




## MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 23 juin 1991  
Temps doux mais très nuageux

SITUATION LE 22 JUIN 1991 À 0 HEURE TU



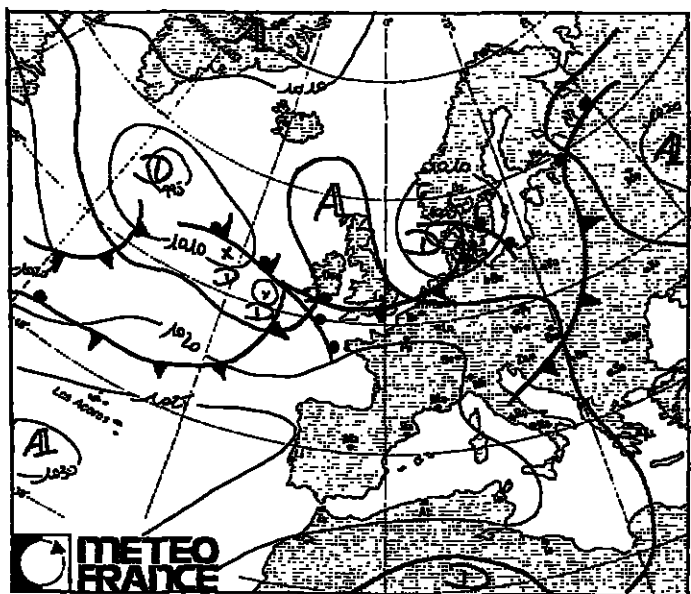
Lundi : nuages et précipitations au nord, soleil au sud. Sur la Bretagne, la Normandie, en Nord-Picardie, le Jura, la Champagne-Ardenne, la Lorraine et l'Alsace, au lever du jour, le temps sera gris, humide et accompagné de chutes de pluie éparpillées. Ces précipitations se poursuivront essentiellement sur les régions côtières et le vent de sud-ouest y soufflera de façon modérée. Toutefois, en cours de matinée, le soleil fera quelques apparitions.

Aléa, sur la moitié nord, les passages nuageux causeront le soleil le plus du temps le matin, mais, à partir de midi, les éclaircies seront plus franches. Sur la moitié sud, après la dissipation des rares brumes matinales, le temps sera chaud et ensoleillé. A noter cependant que, sur les Alpes, les nuages bas seront fréquents au lever du jour, puis évolueront en petits nuages de beau temps.

Sur le Languedoc-Roussillon, le vent de nord-ouest se lèvera en soirée. Les températures maximales s'éleveront entre 11 et 17 degrés du nord au sud.

Les températures maximales s'éleveront entre 20 et 23 degrés des côtes de la Manche à la Provence.

PRÉVISIONS POUR LE 24 JUIN 1991 À 12 HEURES TU

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé  
le 21-5-1991 à 18 heures TU et le 22-6-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	30	17	N	LUXEMBOURG	19	14	C
AJACCIO	23	13	D		MADRID	33	14	D
BARCELONE	23	17	C		MARSEILLE	36	19	D
BORDEAUX	25	17	C		MEXICO	23	19	B
BRESCIA	23	14	P		MILAN	26	11	D
BREST	17	13	N		MONTREAL	23	19	D
CAEN	19	11	N		MOSCOW	24	16	C
CHERBOURG	17	11	N		NAIROBI	24	12	N
CLERMONT-FERRAND	27	14	N		NEW-DELHI	36	28	D
DJIBOUTI	25	13	C		NEW-YORK	32	23	D
GENÈVE	20	13	N		OSLO	26	12	D
LILLE	19	12	C		PALMA-DE-MAJ	26	16	D
LIMOGES	22	16	C		PARIS	28	24	D
LYON	27	17	P		RIO-DE-JANEIRO	28	23	N
MARSEILLE	27	17	D		ROME	23	16	B
NANCY	22	11	C		SINGAPOUR	33	21	N
NANTES	20	12	C		STOCKHOLM	26	12	D
NICE	22	17	N		SYDNEY	20	13	P
PARIS-MONTY	21	16	C		TOKYO	23	19	P
PAU	28	16	C		TORONTO	27	15	D
PERPIGNAN	25	17	C		VALENCIA	21	10	D
REIMS	19	13	D		VIENNE	21	11	D
STRASBOURG	23	18	N					

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## TÉLÉVISION

## Samedi 22 juin

TF 1	LA 5
20.45 Variétés : Succès fous.	22.00 Les Nuls... l'émission.
22.30 Magazine : Ushuaïa.	22.50 Flash d'informations.
23.30 Formule sport.	22.55 Sport : Automobile.
0.25 Sport : Boxe.	23.00 Cinéma : L'Emprise des ténèbres. ■
A 2	0.30 Sport : Automobile.
20.45 Téléfilm : Dangereuse défense.	0.50 Cinéma : Milagro. ■■
22.25 Bouillon de culture.	20.50 Un privé nommé Striker.
23.55 Journal et Météo.	22.30 Grain de folie.
0.15 Médecins de nuit (rediff.).	0.35 Journal de la nuit.
FR 3	0.45 Magazine : Intégral
De 20.00 à 0.05 Le SEPT	M 6
0.05 Série rosse de Bucciololo.	20.35 Le Cœur sur la route.
0.35 L'Heure du golf.	22.25 Une affaire d'enfer.
CANAL PLUS	LA SEPT
20.30 Le Labyrinthe imaginaire.	21.00 Piège pour un soldat.
	22.45 Soir 3.
	23.00 Cinéma de poche.
	0.00 Danse : Giselle.

## Dimanche 23 juin

TF 1	LA SEPT
16.15 Sport : Automobile.	19.54 Six minutes d'informations.
16.20 Vidéo gag.	20.00 Série : Ma sorcière bien-aimée.
16.55 Disney Parade.	20.30 Magazine : Sport 6 (et à 0.15).
18.15 Série : 21 Jump Street.	20.40 Téléfilm : Le Monstre des profondeurs.
19.05 Magazine : 7 sur 7.	22.25 Capital.
Invité : Alain Juppé.	22.35 Cinéma : Chateaux exotiques. □
20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.	0.10 Six minutes d'informations.
20.45 T'es folle ou quoi ?	2.00 Rediffusions.
22.25 Ciné dimanche.	LA SEPT
22.30 Cinéma : Une affaire d'hommes. ■■	15.25 Documentaire : Les Disciples du jardin des poiriers.
0.20 Journal et Météo.	16.25 Documentaire : Cheng Tcheng (1).
1.05 Danse : La Divine Comédie.	17.25 Documentaire : Petit Bonheur.
A 2	18.25 Documentaire : Première Lune.
15.05 Série : Mac Gyver.	19.00 Documentaire : Live.
15.55 Documentaire : Martin (suite).	20.00 Magazine : Accords graves pour l'orthographe.
16.40 Téléfilm : La Bavure.	20.30 Le Temps de vivre, le Temps de mourir. ■■
17.35 Retour à Samarkand.	22.45 Une histoire de vent. ■■
18.30 Magazine : Stade 2.	0.00 Cinéma d'animation : Les Têtards à la recherche de leur mère.
19.30 Série : Maguy.	0.20 Court-métrage : Un dimanche à Pékin.
20.00 Journal et Météo.	0.40 Cinéma d'animation : L'Huître et la Bécasse.
20.45 Téléfilm : Le Gorille et l'Amazonie.	
22.20 L'Œil en coulisses.	
23.20 Journal et Météo.	
23.40 Série : L'Homme à la valise (rediff.).	
FR 3	
14.30 Sports 3 dimanche.	
17.30 Magazine : Montagne. (1 <sup>re</sup> partie).	
18.00 Amuse 3.	
19.00 Le 19-20 de l'information.	
20.05 Série : Benny Hill.	
20.40 Musique Maestro.	
21.55 Magazine : Le Divan.	
22.20 Journal et Météo.	
22.40 Cinéma : L'Homme de Londres. ■	
0.15 Carnet de notes.	
CANAL PLUS	
14.00 Sport : Automobile.	
14.30 Magazine : 24 Heures.	
15.20 Sport : Automobile.	
16.15 Documentaire : Grands félins d'Afrique.	
16.40 Dessin animé : Les Simpson.	
17.05 Les Nuls... l'émission.	
18.00 Cinéma : Au bonheur des chiens. ■	
En clair jusqu'à 20.30	
19.30 Flash d'informations.	
19.35 Ça cartoon.	
20.30 Dis Jérôme... ?	
En clair jusqu'à 20.40	
20.35 Magazine : L'équipe du dimanche.	
20.40 Cinéma : Scandal. ■■	
22.30 Flash d'informations.	
22.35 Magazine : L'équipe du dimanche.	
1.15 Cinéma : La Terreur des gladiateurs. ■■	
LA 5	
14.35 Série : La Famille des collines.	
15.25 Série : L'Homme qui valait 3 milliards.	
16.20 Tiercé à Longchamp.	
17.05 Série : Lou Grant.	
18.00 Série : La Loi de Los Angeles.	
18.55 Série : L'Enfer du devoir.	
19.50 Journal.	
20.10 Dimanche 20 h 10 Elkabach.	
20.45 Journal des courses.	
20.50 Cinéma : Cobra. □	
22.30 Magazine : Top chrono.	
0.20 Journal de la nuit.	
0.30 Le Club du Télé-achat.	
M 6	
14.40 Concert de Wembley.	
16.20 Série : Vic Daniels, fils à Los Angeles.	
16.50 Série : L'Homme de fer.	
17.40 Série : Supercopier.	
18.30 Série : Les Routes du paradis.	
19.25 Magazine : Culture pub.	

## CARNET DU Monde

## Naissances

- Jean-Marc et Sylvia BÉRARD  
ont la joie d'annoncer la naissance de  
Jean-Philippe  
et de Pierre-Alexandre,  
le 4 juin 1991, à Nantes.

55, rue Marzelle-de-Griffaud,  
44000 Nantes.  
36, allée du Grand-Parc,  
86000 Poitiers.

## Décès

- Jean et Marie-Édénice Bergeron,  
leurs enfants et petits-enfants,  
Louis et Huguette Bergeron  
et leurs enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Yvonne BERGERON,  
veuve de

M. André BERGERON,  
survenu le 12 juin 1991, à Châteaude-Thierry, dans sa quatre-vingt-seizième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Torcy-en-Valois,  
2, rue de Savoie,  
87100 Limoges.

15, rue des Filles-du-Calvaire,  
75003 Paris.

- Ses enfants et petits-enfants,  
font part du décès de

M<sup>me</sup> Henri HAMET,  
née Monique Prigent,  
le 15 juin 1991.

Selon sa volonté, son corps a été  
donné à la science.

Une messe sera célébrée le 27 juin, à  
18 heures, en l'église Saint-Merri.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à  
l'Association pour adultes et jeunes  
handicapés (APAJH), 26, rue du Che-  
min-Vert, 75341 Paris Cedex 11.

## CARNET DU MONDE

## Renseignements :

40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 92 F

Abonnés et abonnés : 80 F

Communications diverses : 95 F

Thèses étudiants : 50 F

Les lignes en capitales grasses  
sont facturées sur la base de  
deux lignes. Les lignes en blanc  
sont obligatoires et facturées.  
Minimum 10 lignes.

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 5547

## HORIZONTALEMENT

I. Un homme qui peut habiller des duchesses aussi bien que des  
berghes. Risque de rester froissées quand il y a eu un accrocage. —  
II. Pour l'épouser, il suffit de la suivre. Permet aux charmes de s'épanouir. —  
III. Coule à l'étranger.  
Règle. Adverbe. Évoque un homme qui n'a pas de prix. — IV. Sacré quand on prend la moitié. Pic des Pyrénées. Vieux poètes. — V. Se fait en passant en revue. Pronom. — VI. Permet de sauver la façade. Participe. — VII. Une victime de la jalousie. Peintre italien. Quand elles sont noires, il y a beaucoup de cafards. — VIII. D'un auditeur. Un coup à haute trajectoire. An rien. — IX. Grand quand on perd la moitié. Pas sérieux. — X. On y reste quand on n'est pas bien. Peut apparaître après une opération. Un gouffre. — XI. Peut être complétés par un chapeau. Peut servir à faire des filets. Faire un travail d'urbaniste. — XII. Qui peuvent faire rougir. Rejets. — XIII. Le premier impair. Article étranger. Bon, en Tunisie. Adverbe. — XIV. Peuvent décorer des entrées. Main de fer. — XV. Frappes fort. Doit se donner plus de mal quand il a le bourdon.

## VERTICALEMENT

1. Spécialiste qui travaille aux pièces. Amis autrefois. — 2. Peut courir sur le haricot. Dans l'alternative. Évoque un joli teint. Pour le prendre, il faut le couper. — 3. A intérêt à écorcher. Certains nous font les «poches». — 4. Branché. Calife. Porte pour la première fois. — 5. Agrément étranger. Jeté par celui qui choisit. Préposition. Morceau de pain. — 6. Laisse un bon morceau. Risque de provoquer le feu quand ils ont perdu le fil. Il y a un froid dès qu'il s'en va. — 7. Qui ne sera pas atteint. Quelques-uns parmi les appelés. — 8. D'un auditeur. Endroit où l'on peut faire des exercices. — 9. Des femmes qui ne

sont pas sans reproches. — 10. Mesure. Peut survenir après coup. Exige la correction dans les rapports. — 11. Possessif. Peut être mis à l'index. Est comme l'éclair. — 12. Tout un «quartier». Ne lui fait pas peur. Plus elle est haute et plus il y a de danger. Pronom. — 13. Qui n'a pas un grain de beauté. Pas du tout coulant. — 14. Des peuples préhelléniques. Comme parfois la vérité. Un coup d'épée peut tout juste la troubler. — 15. Parient parfois à tort et à travers. Un canal naturel. Vit une grande migration.

## Solution du problème n° 5546

## Horizontalement

I. Pesticide. — II. Avoine. II. — III. Tics. Raza. — IV. Ré. Ombre. — V. Orange. Ut. — VI. Inn. RI. — VII. Altère. — VIII. Té. Emeu. — IX. Cartable. — X. Cor. Elus. — XI. Anté. Eau.

## Verticalement

1. Patronat. Ca. — 2. Evier. Leçon. — 3. Soc. Alt. Art. — 4. Tisonnier. — 5. In. Igné. Toa. — 6. Ceme. Réal. — 7. At. Embué. — 8. Diaur. Elsa. — 9. Élastique.

GUY BROUTY

## Miracles et mi

- M<sup>me</sup> Michelle LIPMANN,  
née Pesty,  
nous a quittés le 20 juin 1991.

Nous lui dirons un adieu le mardi  
25 juin, à 10 heures, en l'église Saint-  
Philippe-du-Roule, puis à 14 heures au  
columbarium du cimetière du Père-  
Lachaise, entrée place Gambetta,  
Paris-20.

De la part de  
James Lipmann,  
Marie Quennessen,  
née Lipmann,  
Eric, Emmanuel, Camille, Marielle,  
Thomas et Martin Lipmann,  
Jean-Louis et Stéphanie Quennessen,  
François, Antoine et Elsa Mancau.

- M<sup>me</sup> Jean-Pierre Mahaim,  
MM. Ivan et Pierre Mahaim,  
ses fils,

Raphaël, son petit-fils,  
Jacques Debbi-Bridel,  
son beau-père,

M. et M<sup>me</sup> Gabriel Suter,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Charles Mahaim,  
leurs enfants et petits-enfants,

M. et M<sup>me</sup> Harry de Montille,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Friedrich Rohde,  
ses enfants et petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès  
accidentel de

Jean-Pierre MAHAIM,

survenu le 30 mai 1991, à Saint-Rémy-  
sur-Avre (Eure-et-Loir), à l'âge de  
soixante-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-  
mité familiale, le 4 juin.

4, rue de Montmorency,  
75003 Paris.

- M. Robert Pajot,  
inspecteur général honoraire  
de l'éducation nationale,  
son épouse,

M. Jacques Pajot,  
M. et M<sup>me</sup> Richard et Florence  
Comte-Pajot,  
ses enfants,

Olivier, Jules, Tanguy et Yves,  
ses petits-enfants,  
ont la profonde tristesse de faire part  
du décès de

Fernande PAJOT,

survenu le 15 juin 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus  
stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Sylvia Schachter,  
sa femme,  
M<sup>me</sup> Isabelle et Corinne Meyer,  
ses belles-filles,

M. et M<sup>me</sup> Kinsman,  
sa sœur et son beau-frère (Canada),  
ses neveux et nièces,

Ses beaux-frères et belles-sœurs,  
Et toute sa famille,  
ont la douleur de faire part du décès, le  
19 juin 1991, au terme d'une longue et  
douloureuse maladie, du

docteur Mendel SCHACHTER,  
psychiatre,  
membre affilié  
de la Royal Society of Medicine  
de Londres,

ancien médecin-chef des consultations  
de neuropsychiatrie infanto-juvénile  
du Comité de l'enfance déficiente  
de Marseille,

ancien chargé d'enseignement clinique  
à la faculté de médecine,  
auteur de très nombreux travaux  
portant principalement  
sur la pédopsychiatrie.

Les obsèques ont eu lieu dans la  
stricte intimité familiale.

79, boulevard Notre-Dame,  
13006 Marseille.

## Soutenances de thèses

- Université de Provence, centre  
d'Aix-en-Provence, le mardi 25 juin  
1991, à 14 h 30, salle des professeurs,  
2<sup>e</sup> étage, M. Carol Isaac : «L'évolution  
du statut juridique et politique des  
juifs en Roumanie (1913-1938)».

## AGENDA

o Portes ouvertes à la SPA. —  
Journées d'adoption les 22 et  
23 juin, de 10 heures à 18 heures,  
dans tous les refuges SPA de France.

► Pour la région parisienne,  
refuge Gramont, 30, avenue du  
Général-de-Gaulle, 92230 Gen-  
nevilliers, Tél. : 47-98-57-40.

POUR MIEUX COMPRENDRE  
LE MONDE D'AUJOURD'HUIRELATIONS  
INTERNATIONALES  
ET STRATÉGIQUES

LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI  
LE MONDE D'AUJOURD'HUI



# Le Monde

## HEURES LOCALES

### Miracles et mirage de la thalassothérapie

Emplois qualifiés, retombées économiques, image prestigieuse : les centres marins fascinent les communes, mais l'offre commence à excéder la demande

ROCHEFORT  
de notre envoyé spécial

UNE quarantaine de communes abritent des centres de thalassothérapie. Les élus d'une partie d'entre elles témoignent aujourd'hui des incontestables retombées que peut apporter cette activité. Christian Bonnet, ancien ministre, sénateur et maire de Carnac, dans le Morbihan, dit de Pierre Le Baud, dont les centres de Port-en-Dro sont, avec 200 employés, la principale entreprise de cette commune de 4 233 habitants : « Je lui suis infiniment reconnaissant de ce qu'il a apporté à la commune ».

Jean-Claude Empereur, maire de Pornichet, en Loire-Atlantique, estime que la réussite du nouveau quartier des Océanes repose avant tout sur le succès du centre de thalassothérapie, qui constitue le noyau d'une opération d'aménagement en plein milieu de la baie de La Baule. Ce centre, ouvert en juillet 1990, atteint déjà des chiffres de fréquentation qui n'étaient espérés qu'après plus de deux ans : « Notre station est complètement redynamisée par ce succès ».

Autant de témoignages qui vont réveiller chez certains des 900 maires des communes du littoral la question « Pourquoi pas nous ? ». On assiste en effet, depuis une quinzaine d'années, à une véritable explosion de l'offre en matière de thalassothérapie. Il y avait 18 établissements en 1978, 25 en 1987, et il y en a 45 aujourd'hui. Cette augmentation (près de 3 000 lits supplémentaires ces trois dernières années) s'accompagne d'un accroissement encore plus spectaculaire de la demande : 19 000 thalassothérapeutes en 1982, 45 000 en 1986, 141 000 en 1989 et près de 180 000 probablement cette année.

#### Les mérites scientifiques des cures

À ce succès, beaucoup de raisons (lutte contre le stress, remise en forme) qui ont fait pour la plupart l'objet d'une véritable médiatisation à travers une clientèle connue. Un phénomène de mode, certainement, mais aussi un véritable besoin qui, lui, n'est pas nouveau. Le docteur Patrick Badelon, président de la Fédération Mer et Santé, qui regroupe médecins et professionnels de la thalassothérapie, explique avec passion les mérites scientifiques des cures : « Le milieu marin confère l'ensemble des oligo-éléments dont l'organisme a besoin. Mais ce n'est pas pour autant, que le simple tourisme en bord de mer suffit. La thalassothérapie nécessite des techniques spécifiques comme le chauffage de l'eau de mer à 34°C nécessaire au transfert des éléments marins dans l'organisme. Il faut des bains de boue et d'algues pour renforcer la présence d'iode, de potassium ou de calcium ».

Aux exigences d'ordre médical s'ajoutent un certain nombre de critères qui excluent de l'appellation thalassothérapie les centres que l'on voit fleurir en région parisienne. La thalassothérapie ne peut se pratiquer que sur le littoral, dans des sites privilégiés, à l'abri des pollutions atmosphériques et marines. La commune sur laquelle s'implante le centre se doit aussi d'offrir aux curistes commerces, animations et loisirs comme à Perros-Guirec, dans les Côtes-d'Armor. « La promotion de la thalassothérapie a été basée sur la qualité de l'environnement



dans la commune. Si bien que la station elle-même a bénéficié en retour de cette image », raconte le maire Yvon Bonnot.

La volonté des élus est souvent déterminante dans les opérations menées par des investisseurs privés. A Pornichet, c'est la municipalité qui a défini l'ensemble du programme d'aménagement de la nouvelle zone du front de mer. Le centre de réadaptation fonctionnelle existant a servi de base à un ensemble d'activités gérées par une société d'économie mixte (SEM) qui regroupe les différents partenaires et la commune. La municipalité, après avoir cédé des terrains lui appartenant, a pris en charge les équipements publics. Jean-Claude Empereur ne cache pas « avoir une approche marketing du littoral » : « Nous avons ainsi repositionné l'image de Pornichet ».

#### Une concurrence de plus en plus vive

Christian Bonnet a lui aussi fait entendre la voix de la municipalité dans l'opération d'aménagement des 30 hectares des Salines de Carnac rachetées par Pierre Le Baud, il y a vingt ans. Alors qu'il était envisagé un projet immobilier autour d'un port de plaisance, le maire de Carnac a montré où allaient ses préférences : « La thalassothérapie a le mérite de procurer des emplois permanents et non pas saisonniers ». Ce centre réalisé avec le groupe Accor reçoit 380 curistes par jour. « Une clientèle fidèle, à l'image de la station », précise Christian Bonnet.

L'accroissement de l'offre commence à poser des problèmes. Michel Delalande, chargé de mission au ministère du tourisme, a annoncé le

23 mai à Rochefort, au colloque de l'Association nationale des élus du littoral (ANEL), qu'un centre de la nouvelle génération vient d'effectuer le premier dépôt de bilan. Il a également indiqué que plusieurs établissements sont à vendre, « pas précisément parce qu'ils sont florissants ».

Les centres de thalassothérapie nécessitent en effet des investissements lourds. La rentabilité est beaucoup plus lente aujourd'hui que la concurrence est plus vive. Patrick Viceriat, responsable du département loisirs et tourisme au Bureau d'Informations et de Prévisions économiques (BIPE), estime, au vu d'une enquête qu'il a réalisée en 1989 pour le ministère du tourisme, qu'il faut plusieurs années à un centre pour s'imposer et commencer à réaliser des bénéfices. Cela n'empêche pas des groupes puissants comme Accor, Royal-Monceau, Yves Rocher, Promo-Thermes ou Pelage de se lancer dans l'aventure. Mais cela doit rendre prudents certains maires qui voient là une occasion de créer des emplois et d'améliorer l'image de leur commune.

De nombreuses municipalités sont en effet prises non seulement à fournir les équipements indispensables mais également à proposer des terrains dans des sites privilégiés et même à se porter caution. Marcel Laurent, le maire du Croisic, un port de pêche de la Loire-Atlantique, en difficulté, se bat depuis des années pour obtenir la création d'un centre de thalassothérapie sur sa commune. Depuis que le TGV a mis Le Croisic à trois heures dix de Paris, Marcel Laurent rêve d'un « établissement non polluant, non saisonnier, qui pourrait créer des dizaines d'emplois et entraîner un

regain d'activités de la commune ». Le groupe Lyonnais des eaux-Dumez paraît prêt à investir dans ce projet. L'adjoint aux affaires sociales se prépare à orienter les demandes d'emplois des habitants de la région. Des cures pour chevaux de courses donneraient au Croisic la spécificité indispensable sur un créneau encore inattaqué. Mais en raison de l'opposition de deux associations, le projet est au point mort. Un retard qui désespère Marcel Laurent, mais qui permettra sans doute d'y voir plus clair sur l'évolution du marché.

Il devient en effet troublant de voir de nombreux groupes continuer à vouloir investir dans la thalassothérapie alors que beaucoup de clients commencent à s'allumer. S'agit-il de la « thalasso-alibi » dont parle Michel Delalande, qui craint que certains projets ne soient « le cheval de Troie d'opérations immobilières » ? Aux premières difficultés, c'est le centre de soins qui ferme, et les hôtels intégrés construits dans des sites privilégiés sont revendus en appartements.

#### Des séjours moins coûteux

Ce risque n'existera pas si les prévisions les plus optimistes se réalisent. Il ressort d'un sondage effectué par le BIPE que 1,4 % des Français aimeraient faire une cure. Et 70 % des femmes seraient prêtes à partir si les séjours étaient moins coûteux. La thalassothérapie française se trouve devant un dilemme. Mondialisation réputée pour la qualité de ses centres, promotionnée à travers une clientèle à hauts revenus, elle a besoin d'élargir son marché sans faire fuir ses premiers adeptes.

Personne ne revendique le remboursement total des cures par la Sécurité sociale, à l'égal de ce qui se fait dans le thermalisme. Les soins de rééducation sont pris en charge, mais la thalassothérapie ne s'adresse pas uniquement à des malades. « La médicalisation à l'extrême reviendrait à éloigner la clientèle - en plein réajustement - qui l'utilise exclusivement pour la remise en forme ou la prévention », met en garde Michel Delalande au nom des pouvoirs publics.

La clientèle de proximité constitue près d'un tiers des curistes. Il reste donc aux différents partenaires à mettre au point une stratégie de conquête. Patrick Viceriat s'étonne à ce propos du manque de données sérieuses : « Comment réaliser dans ces conditions une étude de marché avant tout nouvel investissement ? »

Le ministère du tourisme, échaudé par l'expérience des stations de ski, est prêt, avant de s'investir dans toute action de communication, à proposer avec les professionnels une « définition claire et quasi officielle de la thalassothérapie qui permettrait de décerner un label de qualité ». Il a déjà subventionné avec les professionnels une étude intitulée « Optimisation des performances commerciales des centres de thalassothérapie », et il envisage une opération de promotion en Europe. C'est, en effet, la conquête de nouveaux marchés qui permettra à la thalassothérapie de se développer et de fournir à de nombreuses communes des emplois qualifiés. « La thalassothérapie est un atout très important pour le développement du littoral », reconnaît Michel Delalande.

CHRISTOPHE DE CHENAY

### Diplomatie décentralisée

PRÈS le sommet franco-allemand réuni à Lille les 29 et 30 mai, François Mitterrand rencontre le premier ministre britannique, John Major, à Dunkerque le 24 juin. Ce n'est pas tellement le Nord et ses leaders socialistes qui sont à l'honneur, à travers ces événements européens importants, que la province tout entière. D'autant que quelques jours auparavant, les 21 et 22 juin, Montignac en Dordogne - département cher au cœur et au parcours politique du ministre des affaires étrangères Roland Dumas - aura servi de théâtre au séminaire franco-espagnol au cours duquel plusieurs ministres des deux pays (de l'agriculture à la mer en passant par l'intérieur) vont travailler sur des dossiers chauds et concrets.

Le président de la République lui-même a donné l'élan en renouant récemment, en Champagne-Ardenne, avec la tradition des voyages en province qui s'était malheureusement embourbée depuis plusieurs années. Quant au ministre de l'intérieur Philippe Merchaud, il ne veut pas se voir taxer de centralisme excessif : quelques semaines après avoir été nommé place Beauvau, il réunissait tous les préfets de région, pour leur parler d'aménagement du territoire et de contrats de plan, non à Paris mais à Poitiers.

Bref, il y a là une convergence de signes qui montrent que Paris n'est pas nécessairement le lieu obligé des rencontres et négociations importantes et que l'île-de-France n'est pas la France. Comme il existe une décentralisation politique, administrative et économique, entrée dans les mœurs et les textes depuis maintenant dix ans, il n'est pas exagéré d'évoquer désormais une sorte de « diplomatie décentralisée », et l'on voit mal qui pourrait s'en plaindre.

D'ailleurs, presque toutes les régions et les grandes villes nouent des liens avec des pays ou des métropoles étrangères, en Europe mais aussi dans les pays du tiers-monde. Le précédent ministre de la coopération, Jacques Pelletier, s'était beaucoup investi dans ce qu'il est convenu d'appeler la « coopération décentralisée ». On veut espérer que le nouveau titulaire du bureau de la rue Monsieur, qui est Edwige Avice, reprendra le flambeau.

F. Gr.

#### Lire également

#### Dossier

### Le contentieux de l'urbanisme

Face aux ambitions de quelques promoteurs et particuliers, la justice est souvent débordée. Des affaires retentissantes, à Paris ou dans le Var, ont incité les pouvoirs publics à demander à leurs services de faire preuve de plus de fermeté vis-à-vis des contrevenants.

- Consultation d'élus en Rhône-Alpes
- Les maires bretons sauvent leurs calvaires
- L'UCPA, partenaire des collectivités
- L'Essonne aide les PME à exporter

Pages 19 et 20

“A l'écoute de ses jeunes, Monsieur le Maire entendait déjà le groupe de Jazz dans la future salle de spectacle...”

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

## La Provence interroge ses habitants

Le président du conseil régional souhaite connaître les attentes de la population, à quelques mois des échéances électorales

#### BRIGNOLES

de notre envoyé spécial

Il y avait de la musique, du sport, des jeux, le spectacle de Michel Leeb, des dizaines de stands de villes et d'entreprises. Il y avait du soleil et des odeurs de menthe mêlées à celles du nougat chaud et de la barbe à papa. C'était, le samedi 15 juin, à Brignoles (Var), la Convention Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Pour une première, ce fut un indéniable succès populaire, avec douze mille personnes accourues des six départements de la région qui ont mis en état de siège l'ancienne capitale des comtes de Provence. À l'orée de l'été, cette fête marquait, en l'occurrence, l'aboutissement d'une intéressante expérience de démocratie participative. Rencontrer la population et répondre à ses préoccupations sous la forme d'une communication interactive : tels étaient les objectifs du conseil régional présidé par le sénateur (UDF-PR) Jean-Claude Gaudin.

Partant de l'intérêt de plus en plus concret de l'opinion pour le fait régional - vingt ans après la naissance de l'institution - les promoteurs de l'opération ont lancé, dès le mois de mars, une vaste campagne de consultation, par voie de presse et d'affichage, sur le thème général « La région est notre deuxième patrie ».

Au cours de cette consultation, les « enquêtes » étaient appelées à répondre à un questionnaire comportant une série de questions « fermées » permettant un classement hiérarchique des quatorze thèmes de réflexion proposés et un espace libre pour que chacun puisse exprimer ses « suggestions, commentaires et avis » (1).

#### Le TGV en accusation

Trente mille questionnaires - dont, seulement, 13 % anonymes - ont été retournés au conseil régional, soit un taux de 2,5 % sur l'ensemble des foyers de la région, jugé « satisfaisant » par les spécialistes et a priori en corrélation avec la population respective de chaque département. Les résultats ont apporté quelques surprises. Si, pour les questions « fermées », le thème économie-emploi a été placé, comme attendu, au premier rang, c'est, en revanche, celui de l'environnement - déjà, en deuxième place dans le classement précédent - qui apparaît en tête de la liste établie à partir des commentaires spontanés.

Principaux « coupables » dénoncés

(1) Cette enquête aurait coûté, au total, entre 4 et 4,5 millions de francs, soit, explique-t-on, le prix de la campagne de communication institutionnelle faite chaque année par la région (la convention en tenant lieu pour 1991).

par les habitants de la région : les feux de forêt, qui « défigurent » la Provence, le TGV, considéré comme un projet dévastateur sur le plan écologique, mais aussi les promoteurs immobiliers, auxquels est reproché le bétonnage aveugle du littoral, et... les touristes, rendus responsables de la dégradation de la qualité des eaux.

La consultation a également confirmé l'importance des problèmes de l'immigration (thème figurant en deuxième position dans les commentaires des habitants des Bouches-du-Rhône et des Alpes-Maritimes).

GUY PORTE

Lire la suite page 18

...Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier®

CRÉDIT FONCIER  
En premier, le Crédit Foncier.

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

## DÉBAT

## L'environnement : un triple défi

par Jean-Jacques Gouquet et Michel Prieur

L'ENVIRONNEMENT n'est plus simplement une mode, il est devenu un défi collectif mobilisant hommes politiques, médias et organisations internationales. Sans tomber dans un catastrophisme excessif, il ne faut pourtant pas croire que la plupart des problèmes environnementaux soient en voie de règlement. Ils s'aggravent (1) car face à la complexité des risques actuels (changement climatique, déchets radioactifs et chimiques (2), biotechnologies), les modèles traditionnels d'analyse semblent complètement dépassés. Nous retransmettons dans l'ère de l'incertitude et dans le champ de l'irréversible.

L'enjeu de cette fin de siècle est de se demander s'il est possible de stopper cette fuite en avant suicidaire dans les déséquilibres externes ou bien si l'on est condamné à les rendre supportables avec des coûts croissants et des rendements décroissants grâce notamment à une fiscalité moderne de l'environnement.

En ce qui concerne le droit de l'environnement, trois niveaux d'analyse sont incontournables : l'internationalisation, la démocratisation de la production et la modification du statut de l'environnement par l'externalisation de la concurrence internationale et la modification de l'espace de valorisation des capitaux.

Celle-ci entraîne les mouvements de délocalisation-relocalisation d'activités économiques sur les plans national et mondial. La concurrence internationale explique la structuration des espaces nationaux. On assiste à l'éclosion de la concurrence internationale et à la modification de l'espace de valorisation des capitaux.

En ce qui concerne le droit de l'environnement, trois niveaux d'analyse sont incontournables : l'internationalisation, la démocratisation de la production et la modification du statut de l'environnement par l'externalisation de la concurrence internationale et la modification de l'espace de valorisation des capitaux.

Ces rappels montrent qu'à l'heure d'une économie mondiale, il est nécessaire de déterminer quel est l'échelon pertinent pour gérer un problème donné (local, régional, national, international, mondial) puis d'articuler l'ensemble de façon cohérente. On retrouve ici toute la complexité des espaces qui s'imbriquent les uns dans les autres mais fonctionnent avec des logiques différentes. Ce qui pose le problème de l'effectivité du droit.

## La fuite dans la technique

Beaucoup d'auteurs plaident pour la mise en place rapide d'institutions supranationales chargées de régler les grands problèmes environnementaux. On parle aussi de mondialisation des ressources (4), voire de leur planification planétaire à travers le concept de patrimoine commun de l'humanité, et des projets de convention sur le climat, les sols, la biodiversité, le droit de l'environnement n'est plus un appendice des politiques d'environnement, il est devenu l'axe principal des stratégies nationales de développement durable (5).

Faute de recul pour résoudre les problèmes sociaux, les décideurs préfèrent la fuite dans la technique. L'histoire montre que la technique pose toujours plus de problèmes qu'elle n'en résout, et généralement à un niveau de complexité et de gravité supérieur. On ne fait ainsi que déplacer les risques. La solution consiste-t-elle à remettre en cause la recherche de la puissance et de l'efficacité économique à tout prix et à dénoncer systématiquement l'idéologie du progrès ? Les sociétés techniciennes cumulent malheureusement ces deux tares : ce sont des sociétés de négligence généralisée (M. Serre), ce sont des sociétés où règne l'imprévisibilité relative (tout fonctionne normalement, mais il existe une probabilité d'accident).

Dans ces conditions, tout, même le pire peut arriver mais ce pire est imprévisible. Le nucléaire donne un bon exemple de ce type de risque, que ce soit au niveau du fonctionnement des centrales ou du problème de l'enfouissement en grande profondeur des déchets radioactifs à vie longue. De tels risques majeurs devraient inciter à délaisser le raisonnement en termes de probabilité pour retrouver le simple bon sens. Au nom de quelle éthique peut-on hypothéquer la santé de la planète et

des générations futures en acceptant des risques irréversibles ? Plus que toute autre question, les problèmes écologiques nous obligent à appliquer le principe de précaution. Nous ne pouvons nous permettre d'attendre la confirmation du diagnostic que seule peut fournir une autopsie. Ceci conduit à prendre sagement des réglementations préventives en dépit des incertitudes scientifiques.

Savoir intégrer le long terme dans les analyses et les décisions exige de nouvelles procédures (les études d'impact sur l'environnement en droit national et en droit international) et un nouveau contrat social. Qui se soucie véritablement des générations futures ? On peut toujours rétorquer en plaçant J. M. Keynes que « dans le long terme, nous serons tous morts » ! La foi dans la science et la technique est absolue pour faire croire qu'on finira bien à la longue par trouver la solution, et ce en dépit du fait que l'opinion publique et les élus ne savent plus ce qui est dangereux (au-delà des lessives au phosphate), les experts ne le savent pas non plus. Au-delà de la logique économique, c'est donc à l'éthique qu'il faut se référer pour juger de certains projets dangereux.

## Au secours de la démocratie

Dans nos sociétés techniciennes, un fossé se creuse de plus en plus entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas. Il existe ainsi un risque de démobilité de l'opinion publique, qui délaissent les grands problèmes parce que trop complexes, s'en remettent aux experts. Quel débat y a-t-il aujourd'hui, en dehors des spécialistes, sur les choix à faire en vue de l'élimination des déchets radioactifs alors qu'un projet de loi est soumis au Parlement ?

Il est donc souhaitable que dans les procédures juridiques relatives à l'environnement, on institue un dialogue plus démocratique : enquêtes publiques (6), référendum d'initiative populaire, auditions publiques, comités techniques... L'étude d'impact, devenant grâce à la vigilance du juge administratif un document sérieux, contribuera de plus en plus à éclairer l'opinion et les décideurs sur les conséquences écologiques à court et à long terme des équipements et travaux (7).

Cela est d'autant plus important que la science ne peut avoir réponse à tout et qu'une négociation environnementale est nécessaire, pour arriver à un compromis entre ce qui est économiquement et écologiquement possible et socialement souhaitable.

Mais il faut aller plus loin dans la transparence démocratique et l'introduction dans l'élaboration des normes techniques antipollution et des réglementations juridiques sur l'environnement. Les projets de décrets et d'arrêtés sur l'environnement doivent pouvoir être communiqués au public avant leur adoption et faire l'objet de commentaires et d'éventuels débats contradictoires réunissant administration, industriels et associations de protection de l'environnement. Le droit à l'information en matière d'environnement, devenu une règle imposée par la CEE, va contraindre à redéfinir, dans des limites étroites, le secret industriel et le secret gouvernemental. Les éco-labels vont permettre aux consommateurs d'accéder à des données scientifiques susceptibles d'être soumises à des contrôles extérieurs à l'entreprise. Le droit de l'environnement va contraindre les scientifiques et les décideurs à plus de transparence et de modestie. La contribution de l'environnement à la démocratie, c'est de mieux informer pour permettre aux citoyens de mieux participer et mettre fin aux monopoles de savoir « institutionnel » et du pouvoir fondé sur la seule légitimité électorale.

- (1) Rapport de la commission Brundtland, *Notre avenir à tous*, Ed. du Fleuve (Canada), 1988.
- (2) « Les déchets industriels et l'environnement en droit comparé », colloque, Limoges, PUF, 1984.
- (3) « Europe des régions et environnement », colloque Limoges, PUF, 1988.
- (4) Sur les « biens » de l'environnement, voir A. Kiss, *L'Écologie et la loi*, l'Harmattan, 1989.
- (5) M. Prieur, *Droit de l'environnement*, Dalloz, 1991, 3<sup>e</sup> éd.
- (6) « Les enquêtes publiques, quel avenir ? » Notes et études documentaires, la Documentation française, n° 4910 (1990).
- (7) *Revue juridique de l'environnement*, n° 1, 1991 (32, rue de Turgot, 87000 Limoges).

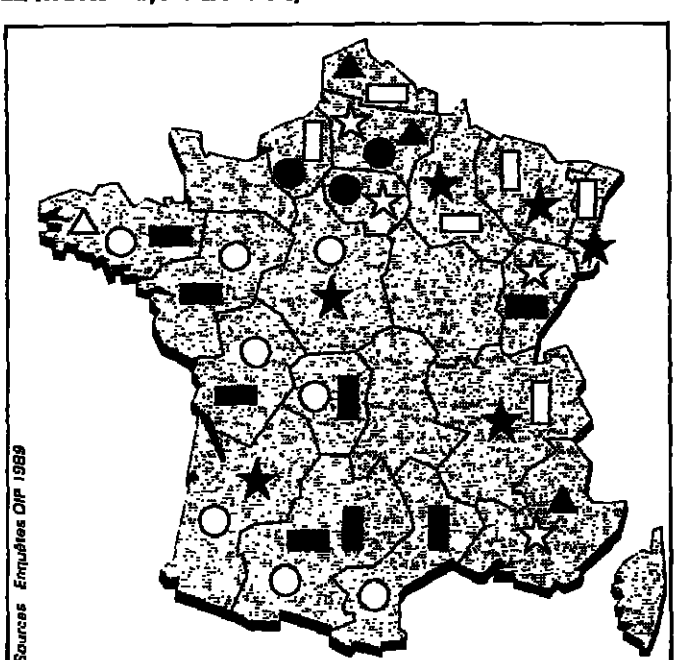
► Jean-Jacques Gouquet et Michel Prieur sont enseignants à la faculté de droit et des sciences économiques de Limoges.

## L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/POLITIQUE/OIP

Les régions éprouvent en général une grande crainte aux problèmes de l'environnement (plus de 55 % en moyenne pour les risques évoqués ici) (1), mais avec des écarts appréciables entre elles et des sensibilités différentes aux dangers, en fonction de leurs situations ; ainsi, l'Alsace et la Haute-Normandie apparaissent comme les plus préoccupées par toutes les questions d'environnement sauf une, le dépeuplement des zones rurales ; en revanche, le Limousin, la moins inquiète, en règle générale, de toutes les régions, est celle qui redoute le plus cette désertification (83 % contre 74 % en moyenne) ; de la même façon, si la Bretagne craint moins que d'autres les risques nucléaires ou chimiques, elle manifeste la plus grande inquiétude de toutes à l'égard des problèmes de pollution de l'eau (87 % contre 76 % en moyenne).

(1) Enquêtes régionales réalisées en 1989 par l'OIP auprès d'échantillons représentatifs de 700 personnes âgées de quinze ans et plus par région. Méthode des quotas. En 1989, dix-huit régions étaient partenaires de l'OIP. N'étaient pas de celles-ci l'Auvergne, la Basse-Normandie, la Bourgogne et la Corse ; c'est pourquoi aucun renseignement ne figure, pour elles, sur la carte ci-contre.



Les régions sensibles aux risques pesant sur l'environnement :				
Pollution de l'eau	Pollution de l'air	Risques nucléaires	Risques chimiques	Dépeuplement des zones rurales
régions les PLUS sensibles	■	■	■	■
régions les MOINS sensibles	□	□	□	□

## AGENDA

□ Drogues et toxicomanies dans la cité. — L'Association des maires de France et la délégation générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie organisent, mercredi 26 juin au Sénat, un colloque dont le thème est « Drogues et toxicomanies dans la cité, quels moyens pour les maires ? ». Placée sous la présidence de François Delga, président du groupe d'études sénatoriales sur la toxicomanie, cette réunion doit permettre aux élus de mieux connaître les actions de prévention et de réinsertion qui sont pratiquées dans les villes.

□ Renseignements : Association des maires de France. Tél. : 45-51-88-48.

□ Décentralisation à l'italienne. — La deuxième réunion du Club des enjeux locaux, organisée par l'Institut de la décentralisation et le Press-Club de France, doit traiter le « modèle italien » en matière de décentralisation et de coopération locale. Elle aura lieu, jeudi 27 juin à 8 h 45, au siège du Press-Club, à Paris. M. Hugues Portelli, spécialiste des institutions locales en Europe, doit présenter le premier bilan d'une loi-cadre de 1990 censée « recomposer » les territoires et créer des aires métropolitaines.

□ Renseignements : Association des maires de France. Tél. : 45-51-88-48.

□ Europe et décentralisation. — L'Institut La Botz et l'Institut de la décentralisation organisent le jeudi 27 juin au Sénat une journée d'études sur « la décentralisation française et les expériences européennes ». Les débats porteront sur les débats rencontrés en Europe par les réformes françaises et sur les réformes récentes des systèmes locaux en Europe.

□ Renseignements et inscriptions : Institut La Botz, 44, avenue d'Iéna, 75116 Paris. Institut de la décentralisation, 2, rue des Longs Prés, 92100 Boulogne-Billancourt.

□ Communication et élections. — La Fondation pour la gestion des villes organise une journée d'étude nationale sur « les risques de la communication en période électorale », mardi 2 juillet au Sénat. Des spécialistes doivent examiner les conséquences de la loi du 15 janvier 1990, qui interdit aux collectivités toute campagne de communication publicitaire six mois avant la date des élections.

□ Renseignements au (16-1) 42-56-39-70.

□ Musées de société. — Pour assister au colloque sur les musées de société, contactez le (16-1) 40-20-02-03.

## NOMINATIONS

□ M. Marc Gauthé, directeur du cabinet du président du conseil général du Tarn. — M. Marc Gauthé a succédé à M. Jean-Pierre Cabrol, nommé chargé de mission à l'antenne universitaire d'Albi, comme directeur de cabinet de M. Thierry Carpentier, président du conseil général du département du Tarn.

(Né le 23 juin 1949 à Saint-Germain-Laxis (Seine-et-Marne), M. Marc Gauthé est titulaire d'une maîtrise d'information appliquée à la gestion et d'un DES en gestion des collectivités publiques. Administrateur territorial hors classe, il a débuté sa carrière à la Caisse des dépôts et consignations comme spécialiste des finances des collectivités territoriales. De 1978 à 1983, il a été secrétaire général de la mairie de Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne), puis secrétaire général d'une commune de la région de Paris. De 1983 à 1986, avant de devenir directeur de cabinet du groupe socialiste de la mairie de Marseille de 1986 à 1989, il était secrétaire général de la mairie d'Avignon depuis 1990.)

□ Cabinet de M. Jean-Pierre Sueur. — M. Michel Thénaud, administrateur civil, est nommé directeur de cabinet de M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales.

## La Provence interroge ses habitants

Suite de la page 17

Et ce, comme le note l'Institut Infomètre, qui a procédé à une analyse lexicologique des questionnaires, à travers une « vision agressive ». La culture, en revanche, est arrivée très loin dans les préoccupations exprimées par la population de la région, très gâtée, il est vrai, dans ce domaine.

Il s'agissait, ensuite, de ne pas laisser se rompre le fil noué avec les « enquêtes ». Un accusé de réception sous des lettres personnalisées ont été adressés à chacun d'eux, les invitant à approfondir le dialogue amorcé en participant à des réunions thématiques qui ont été organisées dans

## BLOC-NOTES

(Né le 23 janvier 1947 à Paris, Michel Thénaud, ancien élève de l'ENA, promotion André Malraux, est licencié de sciences économiques et diplômé de l'Ecole nationale des impôts. Il a été inspecteur du fisc pendant sept ans. En 1982, il devient directeur de cabinet du préfet de Lorraine puis de celui de Bourgogne. L'année suivante, il exerce la fonction de chargé de mission auprès du directeur général de l'administration. En août 1984, il est nommé chef de cabinet de Gaston Defferre, alors ministre d'Etat chargé du Piau et de l'aménagement du territoire. Devenu sous-préfet de première classe, il est affecté en 1985 dans l'arrondissement d'Alès (Gard). Depuis 1989, il exerce la fonction de secrétaire général à la préfecture des Yvelines.

□ M. Jean-Marie Guillemot, directeur de la communication de la région des Pays de la Loire. — M. Jean-Marie Guillemot a succédé à M<sup>me</sup> Anna Jankowsky-Jeantun à la direction du service de la communication de la région des Pays de la Loire.

(Âgé de trente-cinq ans, Jean-Marie Guillemot est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Adjoint au délégué général de Syntec-Ingénierie, il a été nommé en janvier 1988 directeur de la communication et des relations extérieures au Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables.)

## PUBLICATIONS

□ L'audit. — Peut-on définir une méthodologie de l'audit des collectivités locales pour la France, le Canada, la Belgique, la Suisse ou certains pays africains francophones, quel que soit leur niveau de développement ? C'est ce que tente de faire Gérard Fomerdor, docteur en droit et consultant des Nations unies, dans un ouvrage de réflexion intitulé *L'audit des collectivités locales en France et dans les pays francophones*.

152 pages, 140 francs. Ed. Librairie générale de droit et de jurisprudence, 26, rue Vercingétorix, 75014 Paris.

□ TGV. — Les actes du colloque « Villes-TGV » qui s'est tenu au Crous en 1990 ont été publiés dans un ouvrage intitulé *TGV et aménagement du territoire : un enjeu majeur pour le développement local*. Au sommaire : l'enjeu du tracé, l'aménagement des sites, la stratégie européenne.

153 pages, 150 francs. Ed. Syros-Alternatives, 6, rue Montmarais, 75001 Paris.

□ Concours territoriaux. — Le Centre national de la fonction publique territoriale vient de publier deux ouvrages devant faciliter la préparation du concours de rédacteur : *les Annales du concours de rédacteur territorial 1988-1989* (138 pages, 30 francs), et les

*Epreuves de techniques d'expression écrite et orale, préparation au concours de rédacteur territorial* (360 pages, 40 francs).

► CNFPT, 3, villa Thornton, 75738 Paris Cedex 15. Tél. (16-1) 40-60-48-00.

## TEXTES

□ Décentralisation. — Le Conseil économique et social a adopté, le 12 juin, un avis sur « la décentralisation et la répartition des compétences entre les collectivités locales ». Le projet avait été présenté par M. Alex Raymond, maire (PS) de Colomiers (Haute-Garonne), au nom de la section des économies régionales et de l'aménagement du territoire, qui s'en est saisie en décembre 1989.

Bien que la décentralisation paraisse aujourd'hui irrévocable, certains dysfonctionnements, liés notamment à la répartition des compétences et aux financements croisés, persistent. Pour y mettre fin, le rapporteur propose d'instaurer un principe de complémentarité entre les régions, auxquelles serait confié l'aménagement sous toutes ses formes, et les départements et communes, chargés de gérer le quotidien.

Il insiste sur la prépondérance de l'Etat en matière de relations extérieures, et ne reconnaît qu'aux régions la possibilité de signer à l'étranger des conventions ayant des implications économiques. Pour renforcer leur rôle, il propose que les plus petites d'entre elles s'associent, voire fusionnent.

L'Etat, quant à lui, devrait mieux assurer « les corridors de légalité » et veiller à ne pas faire financer par les collectivités des actions qui relèvent de ses compétences. Le rapporteur estime qu'il faut renforcer l'intercommunalité. Il reprend un certain nombre de dispositions du projet de loi sur l'administration territoriale et propose, en plus, que les regroupements soient soutenus par des incitations fortes, notamment fiscales.

Il prône une globalisation accrue des dotations et subventions de l'Etat ainsi qu'une simplification des modes de calcul de la DGF et de la DGE. Il suggère, enfin, de renforcer la déconcentration avec, notamment, la nomination d'un préfet de région distinct du préfet de département.

## Concertation sur les primes des personnels

DÈS son entrée en fonction, Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, a dû examiner le dossier des primes des agents territoriaux. Un projet de décret relatif à la loi du 28 novembre 1990 devait être étudié par le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (le Monde daté 27-28 janvier). Or il a suscité une telle éruption parmi élus et les organisations syndicales de cette instance consultative que le secrétaire d'Etat a décidé de le revoir.

Le projet de décret prévoit que les primes devront être établies en référence aux services « extérieurs » de l'Etat, et non plus aux services centraux, où elles sont pourtant nettement plus substantielles. Cette disposition irrite des élus, des cadres territoriaux et des représentants d'organisations syndicales qui estiment que l'Etat considère les territoriaux comme des « sous-fonctionnaires » et lui reprochent de ne pas respecter le principe de la parité dans la fonction publique.

Selon eux, le texte réduit considérablement la liberté qu'avait été accordée aux collectivités de fixer elles-mêmes les indemnités de leurs collaborateurs. Ils rappellent aussi que le législateur n'avait pas voulu soumettre la loi de novembre 1990 à la parution d'un décret d'application, dont ils contestent l'existence. « Le gouvernement ne peut déposer un projet de loi, puis, si le texte adopté lui déplaît, le modifier par décret », proteste Albert Vecten, président (UDF-CDS) du conseil général de la Marne.

Certaines organisations syndicales (CGT et CPDT) estiment, au contraire, qu'un décret d'application est nécessaire pour éviter une véritable anarchie des rémunérations. Mais elles réclament son extension à toutes les catégories de personnel. Elles assurent, surtout, qu'il aurait mieux valu réviser les salaires.

R. Rs

président a célébré, pour sa part, « un grand début », tenant en une injonction : « dessine moi la région » et constituant « un précieux capital pour l'action ».

Mais si, en effet, la convention a innové et fait naître l'espoir d'une nouvelle pratique politique — susceptible d'inspirer d'autres régions — elle était trop proche du scrutin de 1992 pour qu'on ne s'interroge pas sur ses mobiles électoralistes. Pilotée de bout en bout par la majorité de droite du conseil régional, elle donnait, à s'y méprendre, l'illusion du lancement de la campagne de Jean-Claude Gaudin. Le Front national, en particulier, n'y a vu que la « promotion personnelle » de celui-ci et s'est pas privé de dénoncer le « gigantesque cirque » de Brignoles. La démarche, du moins, avait du bon, et les électeurs se feront sans doute leur propre opinion.

GUY PORTE

la région Rhône-Alpes  
ses élus par réfé

L'Essonne

A

Un partena



HEURES LOCALES

La région Rhône-Alpes consulte ses élus par référendum

A l'initiative de Charles Millon, président du conseil régional, ils sont 42 000 à se prononcer sur le plan pour les lycées

LYON  
de notre bureau régional

TROIS mille grandes affiches sur les murs des villes, des messages publicitaires sur les radios nationales et les télévisions locales, deux courriers adressés aux 2,2 millions de foyers de la région, un numéro vert pour de plus amples informations, une mallette envoyée aux élus avec des documents de présentation et une cassette vidéo, un avion affrété pour les journalistes régionaux afin qu'ils constatent, à Stuttgart (RFA), les bénéfices de la formation en alternance : ce sera à desespérer de la communication si les Rhône-Alpins n'étaient pas au courant du plan Permis de réussir concocté pour les lycées par Charles Millon, président (UDF - PR) du conseil régional.

Pris de vitesse par l'initiative politique, d'autant qu'ils partagent peu ou prou son diagnostic sur le malaise dans les lycées, le Parti socialiste, le Parti communiste et le Front national concentrent leurs critiques sur le coût de cette « opération médiatique » - 12 millions de francs selon l'exécutif régional, 15 millions selon eux - et dénoncent son caractère « plébiscitaire » et « électoral », à moins d'un an des élections régionales.

Ces trois partis ont décidé, séparément, d'appeler au boycottage du référendum organisé le samedi 22 juin. Ils invitent les quarante-deux mille élus à ne pas se prononcer sur les six propositions de Charles Millon : obtenir une large autonomie des établissements scolaires, mettre en place un système d'orientation, développer des formations professionnelles en alternance, lancer un programme d'aménagement de bureaux pour les enseignants, donner un complément de rémunération aux professeurs, qui, volontairement, s'engageront en plus de leurs heures de cours, et assurer la présence de jeunes répétiteurs pour soutenir les élèves.

« C'est une manipulation médiatique, estime André Vianès, président du groupe socialiste au conseil régional, une plébiscite. Nous assistons à une dérive de la démocratisation de la part d'un fœdal. Imaginons que Gaudin [président UDF-PR du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur] utilise le même procédé pour un référendum sur l'immigration... »

Charles Millon s'appuie sur la récente loi Joxe-Marchand, qu'il n'a pas votée, et son article sur les référendums d'initiative locale pour justifier sa démarche, qu'il qualifie de « nouvelle forme de démocratie ». Pes-

sadé que l'autonomie des établissements scolaires est « inéluctable », il cite, avec satisfaction, le soutien que lui a apporté M. Alain Touraine dans un point de vue publié par le Monde, le 12 juin. « Mon seul adversaire, insiste-t-il, c'est l'échec scolaire. » Une idée vivement contestée par le PS, qui s'élève contre « les risques de démantèlement de l'éducation nationale », et « la mystification de M. Millon voulant faire croire qu'avec 200 millions de francs supplémentaires il va résoudre les problèmes de l'école ». Le PCF parle de « texte dangereux », et les différents syndicats de la FEN critiquent ce plan.

Les élus UDF, RPR et non inscrits, majoritaires à l'assemblée régionale, soutiennent bien évidemment cette initiative, considérant qu'il est du devoir des élus d'« agir face à l'in-

quiétude réelle et légitime des jeunes et des parents ». Cependant, en coulisses, des voix expriment des réserves devant le coût de l'opération et sa personnalisation. Mais, en ces temps d'union de l'opposition retrouvée, personne ne se risque à formuler des critiques. D'autant que les négociations pour la constitution des listes pour les élections régionales de 1992 battent leur plein.

Charles Millon fait mine de pas s'en mêler, il verra cela à l'automne. Il préfère se concentrer sur le taux de participation au référendum, son résultat ne faisant guère de doute, la majorité des élus de la région penchant à droite. Il s'estime satisfait s'il atteignait, comme en Suisse, entre 10 % et 20 %. Afin de ne rien laisser au hasard, un ramassage de cars est organisé pour les élus éloignés.

BRUNO CAUSSE

Des maires restaurent leurs calvaires

Pour relancer le tourisme, un syndicat intercommunal du Morbihan investit dans le patrimoine religieux

PONTIVY  
de notre envoyée spéciale

A U pays des Rohan, églises, chapelles, oratoires, fontaines et calvaires sont sacrés. Depuis bientôt dix ans, les élus prélèvent une large somme sur les deniers municipaux pour restaurer ces lieux de culte. Vingt et un millions de francs (moins six et demi de subventions) ont déjà été dépensés, dans le seul canton de Pontivy, pour sauvegarder une trentaine d'édifices.

« Les touristes connaissent surtout la côte du Morbihan. Notre opération devrait les inciter à visiter aussi l'intérieur des terres », espère M. Jean-Charles Cavallé, député (RPR) et président du syndicat intercommunal, maître d'ouvrage.

Il montre fièrement les innombrables clochers de schiste et de granit émergeant d'une campagne d'éméraude où, insiste-t-il, « pour en finir avec une idée reçue », il ne pleut pas « tant que ça ».

« Cette opération est exemplaire, commente M<sup>me</sup> Geneviève Louarn, conservatrice régionale des monuments historiques. Il est rare de rencontrer chez les élus tant d'enthousiasme pour le patrimoine religieux. De plus, la restauration est remarquable car de bons maîtres d'œuvre ont été choisis. »

La société d'économie mixte chargée de l'aménagement n'a pas hésité, en effet, à s'adjoindre les services d'un architecte des Bâtiments de France et d'un architecte en chef des Monuments historiques. La direction régionale des affaires culturelles a constamment accompagné les travaux, qu'il s'agisse d'édifices classés, inscrits ou non protégés. Une « tutelle » discrète mais présente, accompagnée de subventions importantes, et parfaitement accueillie par les élus.

L'autre secret de cette réussite, c'est évidemment l'intercommunalité. La répartition des dépenses se fait, pour 50 %, au prorata de la population. « Sans cette péréquation, jamais nous ne pourrions envisager de restaurer Notre-Dame de Quélven », estime le maire de Guern, qui veille attentivement sur ses 1428 administrés et leur chapelle gothique. Sa commune a versé cette année une participation de 75 000 francs (pour un budget de fonctionnement de 3,5 millions).

Dix millions à trouver

« Pourtant, soupire M. Jean-Charles Cavallé, si nous avions su quels traces tout cela exigerait, peut-être n'aurions-nous jamais commencé ! » Il a fallu compter, inventurer, négocier, programmer, patienter...

Le syndicat a contracté vingt emprunts, auprès de cinq banques, pour réunir treize millions de francs, remboursables sur vingt ans. Il doit encore trouver dix millions.

Le sous-préfet qui contrôle les budgets ne se montre pas inquiet, même si Pontivy, chef-lieu de canton, peine quelque peu, cette année, pour payer sa quote-part, qui a considérablement augmenté. « En 1982, elle était de 50 000 francs. Aujourd'hui, elle s'élève à un million de francs, pour un budget de fonctionnement de 77,5 millions. Nous avons réduit notre programme d'investissements pour parvenir à financer », assure un gestionnaire municipal.

Bien qu'ils éprouvent quelque difficulté à quantifier les retombées économiques de l'opération, les élus ne regrettent rien. Au contraire, ils se sont associés à treize communes des cantons de Rohan et de Clegu-rec pour fonder un nouveau syndicat, plus puissant.

Maintenant qu'ils font partie de la Fédération nationale des pays d'accueil, ils se proposent d'agrandir leur infrastructure hôtelière et de mettre en place une véritable animation touristique.

RAFAËLE RIVAIS

L'Essonne aide les PME à exporter

Grâce au conseil général, des industriels ont pu découvrir le marché anglais avant de mettre le cap sur l'Allemagne

APPORTER une aide personnalisée et concrète aux petites et moyennes entreprises pour exporter, telle était l'ambition de l'opération « Euroobjectif » organisée et financée par le conseil général de l'Essonne par le biais du Comité de développement économique (CDEE) et les services de l'Ebat. Une quarantaine de PME-PMI du département, réalisant souvent moins de 50 millions de chiffre d'affaires, en ont bénéficié l'an passé.

Le constat est presque toujours le même : les dirigeants de PME n'ont pas le temps de se livrer aux investigations de départ et n'ont pas les moyens de payer un cadre-export. Le programme « Euroobjectif » aura permis aux patrons des entreprises sélectionnées par le comité de pilotage de l'opération de se remettre totalement à des spécialistes pour cerner les besoins, élaborer une stratégie, profiter des nombreuses aides et subventions disponibles, rechercher enfin des débouchés hors des frontières. « Il s'agit d'une véritable mission d'accompagnement. Nous mettons le pied à l'étrier, après, les entreprises doivent poursuivre seules sur le chemin que nous avons balisé », précise Yves Jégo, le directeur du CDEE. Les dossiers ont été instruits par les fonctionnaires des directions régionales de l'industrie (DRIR) et du commerce extérieur (DRCE), par ceux du poste d'expansion économique de l'ambassade de France à Londres ainsi que par les conseillers d'un cabinet, sous contrat avec le CDEE.

Rechercher la complémentarité

Après une période de préparation, longue de quatre mois, les chefs d'entreprise se sont rendus outre-Manche. Leur programme prévoyait un court séminaire sur les pratiques commerciales en Angleterre, des rencontres avec le patronat britannique et, surtout, des rendez-vous avec des partenaires potentiels soigneusement choisis. « Nous avons recherché la plus grande complémentarité possi-

ble entre sociétés françaises et anglaises afin que ces contacts aient de bonnes chances d'aboutir à des échanges », souligne Marc Franc de Ferrière, l'un des animateurs de l'opération.

Dix accords (représentations locales, fabrication sous licence, assistance technique ou commerciale, échange de technologie) ont déjà été conclus. Sept ont en passe d'être signés. Et ce coup de main coûte peu aux candidats exportateurs. Les premiers mois des démarches sont en effet pris en charge financièrement par l'Ebat et le conseil général.

Après l'Angleterre, les PME sont invitées à partir à l'assaut du marché allemand. « Objectif Allemagne » vient d'être lancé par un colloque d'information qui s'est tenu dans les locaux de la chambre de commerce et d'industrie de l'Essonne. Pour cette opération la chambre consulatoire a en effet joint ses forces à celles de l'Etat et du conseil général.

PATRICK DESAVIE

Un partenaire nommé UCPA

Les municipalités s'adressent à l'association spécialisée dans les vacances sportives pour construire et gérer des équipements de loisirs

A Saint-François en Guadeloupe, les stagiaires de l'Union nationale des centres sportifs de plein air (UCPA) s'étonnent de voir les écoliers utiliser les planches à voile du centre pendant la pause du déjeuner. Les moniteurs doivent expliquer à ces « métros » au demeurant un peu envieux devant la dextérité des jeunes Guadeloupéens - que la municipalité de Saint-François, qui est propriétaire du centre, a passé un accord avec l'UCPA pour l'animation sportive des jeunes de la commune.

Car, lorsque Lucien Bernier, le maire, aujourd'hui décédé, de Saint-François, a voulu développer en 1985 un tourisme qui ne soit pas uniquement réservé aux vacanciers aisés attirés par l'hôtel Méridien, le golf ou la marina, il a fait appel à l'UCPA, dont la vocation est, depuis sa création en 1965, de donner au plus grand nombre la possibilité de pratiquer une activité sportive.

L'UCPA a donc construit une base nautique sur le lagon près du vieux village créole. Ce centre reçoit chaque année plusieurs centaines de jeunes métropolitains qui pratiquent - dans des conditions de prix défiant toute concurrence - la planche à voile et le golf. Mais l'UCPA reçoit également en externat des jeunes Guadeloupéens, qui encadrent les stages sportifs. La commune de Saint-François a monté le financement du centre avec des subventions du département, de la région et de l'Etat, au titre de commune nautique. Une convention à long terme lie la commune à l'UCPA, simple locataire,

qui supporte tous les frais de fonctionnement. Un exemple illustre les retombées économiques de cette installation : il y a aujourd'hui sept cafés-restaurants à proximité du centre ; il n'y avait qu'un seul café il y a cinq ans.

A Lacanau (Gironde), l'ouverture du centre UCPA a marqué le début d'une période de développement spectaculaire pour cette commune de 2 419 habitants dont la population a augmenté de près d'un quart ces cinq dernières années. Après la construction des bâtiments pouvant recevoir près de 200 stagiaires autour d'un golf et d'une dizaine de courts de tennis - des investissements d'un peu moins de 4 millions de francs financés par un syndicat mixte regroupant la commune et le département - la municipalité s'est lancée dans une politique volontariste pour allonger la période touristique. Le centre UCPA fonctionne toute l'année, une Maison de la glisse pour les surfers s'est ouverte sur le front de mer à l'initiative de la municipalité, un centre de formation aux loisirs et à l'hôtellerie est à l'étude. Le bilan tiré par le maire, Michel Peyronnet, est très positif : « Le centre UCPA emploie une dizaine de permanents : une quinzaine de personnes entretiennent le golf. Le commerce de la commune a largement profité de ces nouvelles activités. A Lacanau-Océan, non seulement les menaces de fermeture qui pesaient sur l'école en 1982 ont disparu, mais une quatrième classe a ouvert en 1989. »

Même bilan positif à Bois-le-Roi (Seine-et-Marne), dont la base régionale gérée par l'UCPA attire près de 500 000 personnes chaque année. Cette commune de 4 800

habitants a largement profité de la réhabilitation de ce domaine de 70 hectares : par la création d'emplois et par les retombées économiques bien sûr, mais aussi en termes d'image.

Les trois quarts des centres sportifs de l'UCPA appartiennent à des collectivités publiques. Ces cinq dernières années, celui de Saint-Clément-le-Rivier, près de Montpellier, a été financé par le conseil régional et l'Etat ; celui de Hourtin en Gironde par le département et la commune ; celui de la Courneuve en partenariat avec le conseil général de la Seine-Saint-Denis ; celui de Saint-Jorioz en Haute-Savoie par la commune. Le golf public du parc naturel régional de Brotonne, qui sera inauguré le 29 juin, a été financé par le ministère de la jeunesse et des sports, la région de Haute-Normandie et le département de la Seine-Maritime.

Des opérations menées en concertation

Bien que l'UCPA propose l'assistance de ses services spécialisés, le montage financier des opérations est la plupart du temps pris en charge par les collectivités territoriales. Les architectes, les artisans, les sportifs ou les gestionnaires de l'association signalent parfois aux élus, dès la conception des projets, que le site ou l'architecture des bâtiments ne seront pas adaptés aux loisirs prévus. Comme l'explique Olivier Hindermeyer, directeur général de l'UCPA : « Nos conseillers sont les futurs utilisateurs des centres. Ils ont donc tout intérêt à ce qu'ils soient bien conçus. » Il est exceptionnel que l'UCPA se limite

au rôle de prestataire technique, comme elle a pu le faire pour les centres de loisirs des îles du Frioul commandées par la mairie de Marseille. Il arrive aussi que des collectivités locales demandent à l'UCPA de reprendre la gestion d'équipements hôteliers ou de villages de vacances qui connaissent des difficultés. Le centre de ski de la Norma en Haute-Maurienne, fourni « clés en mains » par l'UCPA à la commune d'Avrieux - qui a financé 21 des 23 millions de francs de l'installation - est un exemple également assez rare d'une opération prise entièrement en charge de la conception à la gestion par l'association.

La plupart des opérations sont entièrement menées en concertation. Les premiers contacts avec les élus sont noués par les directeurs régionaux de l'UCPA. Une fois la décision prise par le conseil municipal, la commune choisit l'architecte et contrôle les travaux. Le fonctionnement des centres est en général contrôlé par un conseil permanent composé d'élus et de responsables des centres. Les besoins de la commune sont pris en compte et la gestion est entièrement à la charge de l'UCPA, qui paie un loyer pour la location des bâtiments.

De gros efforts d'information - une plaquette a été adressée à l'ensemble des élus territoriaux - ont été faits par les responsables de la rue de la Glacière : « L'UCPA, qui est une association à but non lucratif, considère essentiel ce partenariat avec les collectivités locales qui assure 80 % de son développement actuel », reconnaît Olivier Hindermeyer.

C. de C.

REPÈRES

ALSACE

Le Haut-Rhin aide les jeunes conducteurs

Parce qu'il ne veut plus admettre que les jeunes de moins de vingt-cinq ans se trouvent impliqués dans 40 % des accidents de la circulation et que cinq cents jeunes du département soient blessés chaque année sur la route, le conseil général du Haut-Rhin vient de lancer une vaste opération de prévention : « Les volants jeunes ». Un crédit de 4,7 millions de francs, auquel s'ajoute un demi-million de francs débloqué par le comité interministériel à la sécurité routière, doit permettre de financer, aux deux tiers, des stages de formation complémentaire pour tout jeune inscrit en auto-école et ayant atteint le niveau minimal requis pour passer le permis.

Cette formation, d'un surcoût de 1 500 francs, se traduit par trois jours de conduite en toutes circonstances et de sensibilisation à des notions comme la préparation d'un parcours, l'entretien du véhicule, la connaissance des limites du conducteur et de sa voiture. Les partenaires de l'opération sont les auto-écoles, des compagnies d'assurances, des instituts financiers qui consentiront des prêts bancaires à taux préférentiel pour le financement de l'ensemble de la formation ou permis ainsi que pour l'achat du premier véhicule.

TV-Mulhouse teste son public

Au terme de cinquante heures de programme, les partenaires de l'expérience d'une chaîne de télévision locale tentée en décembre à Mulhouse ont mené une enquête auprès de 300 abonnés au câble de la ville. Selon M. Michel Leclerc, directeur de la communication de la municipalité, « cette expérience nous a confortés dans notre intention de nous doter d'une télévision locale », mais, précise-t-il, « il nous faut prendre le temps de la réflexion pour la lancer durablement ». L'estimation budgétaire, 100 000 francs l'heure d'émission, explique que la mise en place de cette télé locale ne devrait intervenir qu'en 1992.

Le galop d'essai de décembre dernier aura eu le mérite de quantifier l'intérêt pour une chaîne locale, puisque 70 % des sondés affirment avoir eu connaissance de l'expérience (60 % ont au moins suivi une émission). Leur jugement est globalement positif, en tout cas conforme à leur attente (40 %), 22 % se disant même agréablement surpris. Cette consultation a mis en évidence le fort taux d'écoute (50 %) des informations locales, de l'information pratique (48 %) et de la météo (42 %). C'est donc une télévision de proximité qu'attendent les futurs téléspectateurs de TV-Mulhouse.

MIDI-PYRÉNÉES

Deux nouveaux tronçons d'autoroute en service

Les autoroutes du sud de la France vont mettre en service, le 9 juillet prochain, deux nouvelles sections sur l'autoroute A 64, la Pyrénéenne, entre Bayonne et Toulouse. A l'ouest, elles ouvriront le tronçon Salies-de-Béarn-Peyrehorand (15,5 km), avant-dernier maillon tant attendu pour relier en ligne directe Bayonne à Pau. A l'est, elles lanceront le tronçon Capvern-Pinas (10 km), véritable avancée vers Toulouse, permettant la déviation du point noir de la ville de Lannemezan.

VENT DE PARAITRE

POLITIQUE

LE GUIDE PROFESSION POLITIQUE

TOUS LES RESPONSABLES DE LA POLITIQUE ET DU POUVOIR EN FRANCE

784 PAGES - 3 MISES A JOUR /AN 650 FRANCS

COMMANDEZ AU (1) 46.29.29.87

## REPÈRES

## CENTRE

## Une vitrine pour le Printemps de Bourges

Le Printemps de Bourges, qui fait la renommée internationale de la ville de Jacques Coeur, avait besoin d'une vitrine permanente pour le festival et la chanson française. Le projet a enfin pris forme, après un an de gestation. Une association, Espace-Printemps, est créée, avec pour objectif de rendre permanente l'image du Festival de Bourges, mais aussi de répandre l'esprit et de garder la mémoire.

Grâce à une subvention de la région Centre de 4,25 millions de francs, dont 3,45 millions de francs au titre de l'année 1991, votée récemment, l'achat du bail d'une quincaillerie a été possible. Après des travaux qui devraient s'achever à la fin de l'année, l'Espace-Printemps, constitué de salles d'accueil, de documentation vidéo et sono, d'exposition et de réunion, entourées de murs d'images, peut devenir la Maison de la chanson française regroupant divers lieux de rencontre, de diffusion, de mémoire, de consultation et de formation.

L'Etat cherchant un local pour archiver tout ce qui concerne ce mode d'expression, les élus ont proposé les sous-sols inoccupés du palais Jacques-Coeur situé juste de l'autre côté de la rue.

## LANGUEDOC-ROUSSILLON

## Le difficile «métier» de maire

Trois maires de trois petites communes du département de l'Hérault viennent simultanément de renoncer à leur mandat d'élu parce qu'ils le jugent inconciliable avec leur activité professionnelle. René Gillain, PDG de la société Royal Canin et maire de Villeneuve, commune de 507 habitants, ainsi que le bâtonnier Jacques Laffont, maire de Boisseron, 1 000 habitants, et Jean Clavel, directeur de l'Association de promotion des vins des «Coteaux du Languedoc» et premier magistrat de Saint-Bris, 2 000 administrés, ont rendu leur écharpe, en parfait accord avec leur conseil municipal.

Tous trois éprouvent en effet une certaine saturation. «Lorsque vous avez travaillé dix heures dans la journée et que vous rentrez chez vous, vous aspirez à vous reposer le soir. Mais lorsque vous avez encore cinq réunions dans la semaine sur le POS, l'urbanisme ou que sais-je, il arrive un moment où l'on fatigue», explique Jean Clavel. De plus, selon lui, la charge de maire est plus envahissante dans une petite commune que dans une grande. «Lorsqu'il y a une panne d'électricité ou d'eau dans une grande ville, on appelle les services techniques. Chez nous on dérange facilement le maire.»

## POITOU-CHARENTES

## Une soucoupe pour abriter les nouveaux locaux de l'ENSM de Poitiers

Trop à l'étroit dans son ancienne abbaye du centre-ville de Poitiers, l'ENSM (École nationale supérieure de mécanique et d'aérotechnique) déménagera à la rentrée 1993 sur un site du Futuroscope. A cet effet, un jury présidé par le recteur vient de faire son choix entre cinq projets d'architectes soumis au concours.

Les propositions retenues émanent du cabinet nantais Durand-Ménard-Thibault, qui a réalisé une maquette en forme de soucoupe. Légèrement inclinée, celle-ci fait de 8 à 20 mètres de hauteur et 150 mètres de diamètre. Le jury a été séduit par l'aspect innovant des lignes qui s'intègreraient parfaitement dans l'architecture futuriste du site, mais aussi par sa fonctionnalité.

Un projet important - il est évalué à 130 millions de francs - qui sera financé par le ministère de l'Éducation nationale, le Fonds européen d'aide à la recherche et la région. Le département prend en charge les logements et des espaces de vie disposés autour d'un mini-lac.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de Thierry Bréher et de nos correspondants : Bernard Lederer (Mulhouse), Michel Lévy (Poitiers), Patrick Martinat (Bourges), Jacques Monin (Montpellier) et Jean-Jacques Rollat (Tarbes).

## DOSSIER

## Le contentieux de l'urbanisme

Immeubles trop hauts, villas construites sans permis le fait accompli supplante bien souvent la règle, devant une justice débordée

Le droit de l'urbanisme est maud. La formidable inflation du contentieux administratif n'a d'égale que la difficulté à faire exécuter les décisions. Les associations s'activent mais les constructeurs - promoteurs ou particuliers - redoublent d'ardeur pour prendre de vitesse une justice toujours surchargée.

**S**UR le littoral méditerranéen la pression immobilière se heurte en permanence aux exigences de protection des espaces naturels. Les procès en tous genres prospèrent. Ainsi, au mois de mai, le tribunal administratif de Nice annulait, coup sur coup, la décision de création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de Cavalière au Lavandou dans le département du Var et une partie du nouveau plan d'occupation des sols (POS) du Rayol-Canadel-sur-Mer.

Toujours dans le Var, la découverte de plusieurs immeubles qui ne correspondaient pas vraiment aux permis de construire accordés a défrayé récemment la chronique. A la Messadière près de Saint-Tropez, l'hôtel de luxe où s'est marié Johnny Halliday, a 3 000 m<sup>2</sup> de plus que prévu, ainsi qu'un accès par un bois classé. Plus loin, c'est la villa d'un neveu de François Mitterrand qui est sur la sellette. Le parquet a été saisi des affaires.

## Trois tours illégales à Paris

Il arrive enfin que des particuliers se passent purement et simplement de permis, comme Francine Gomez, ex-patron de Waterman, dont la résidence-hôtel camargaise a dû être rasée cet été. Exemplaire? L'affaire laisse toutefois dans l'ombre un phénomène tout aussi inquiétant : le foisonnement de cabanons modestes qui grignotent entre illégalité des régions entières (lire notre encadré). Nul ne doute des effets de l'argent et des bonnes relations. Que dire lorsqu'un élu doit choisir entre l'intégrité du paysage et le sort de foyers sans ressources?

En 1988, 6 700 recours administratifs ont été recensés contre 3 700 en 1986. Le stock en attente se chiffrait à 170 000 affaires dans les tribunaux administratifs et plus de 25 000 au Conseil d'État, la juridiction d'appel. Du coup, l'urbanisme gagne la troisième place dans le palmarès des secteurs à contentieux, derrière la fiscalité et la fonction publique.

Evolution inverse pour le contentieux pénal (constructions sans permis, ne respectant pas le permis, ou poursuite d'un chantier illégal). Après avoir augmenté jusqu'en 1981, le rythme des procès-verbaux fléchit : 6 300 en 1988, dont seulement 2 054 aboutissent à un jugement... et 470 à une exécution. La contradiction n'est qu'apparente car ce qui compte, c'est l'issue des procédures. Des exemples passés montrent que le droit n'a pas toujours le dessus.

La célèbre affaire de Grand Canal, opération immobilière sur le canal Saint-Martin à Paris. En partie de ces exemples. En 1974 : six immeubles de cent logements chacun sont autorisés, alors qu'ils



dépassent la norme (50 mètres de hauteur contre 31 mètres autorisés). En 1976, le Conseil d'État annule l'opération, mais trois tours sont déjà construites. C'est alors que la Ville de Paris élabore un «plan d'urbanisme spécial» pour régulariser la situation. Document contesté et annulé en 1978. L'association SOS-Paris demande au tribunal judiciaire la démolition. Elle sera déboutée, la demande étant jugée non recevable. Bilan : trois tours illégales à jamais.

«Les magistrats n'ont pas voulu assigner trois cents personnes à quitter les lieux. En outre, l'État (responsable des autorisations de construire à l'époque) aurait été impliqué dans des compensations financières», commente, après coup, l'avocat d'un plaignant, Henri Fabre-Luce. Pour ce dernier, l'affaire est entendue. «Dans pratiquement tous les cas d'annulation de permis de construire prononcés quand les bâtiments n'étaient pas construits, la démolition n'est jamais appliquée. Aujourd'hui ce serait exactement pareil!»

La faute à la justice? Mémoires introductifs et complémentaires.

## Les interventions de l'Etat plus importantes en Ile-de-France

L'ANALYSE de l'activité du tribunal administratif de Paris (compétent à Paris et dans les trois départements de la petite couronne) entre 1984 et 1989 laisse deviner les pratiques urbaines de la première région de France. Les contentieux de permis de construire arrivent en tête du «palmarès» et les requérants sont majoritairement des particuliers. Il s'agit du contentieux de l'urbanisme ordinaire, pour reprendre l'expression de Patrick Hocreître, sous-directeur de l'assistance juridique et du contentieux du ministère de l'Équipement.

Mais ces affaires perdent peu à peu de l'importance (les permis de construire ne représentent plus que 45 % du contentieux en 1989), tandis que les problèmes des POS, de fiscalité et de pré-émissions négociées entre promo-

teurs et municipalités des terrains et de ZAC progressent. Une évolution bien spécifique à l'Ile-de-France. Dans une région urbanisée, où la pression est forte, les interventions de la puissance publique sont nombreuses, complexes et délicates.

Entre 1984 et 1989, les délais de jugement s'élevaient à quinze mois en moyenne. Dans 35 % des cas, les recours ont abouti à une annulation pour des raisons de fond ou de procédure. Plus de la moitié des décisions de préemption ont été déclarées illégales, contre 20 % pour le contentieux des ZAC. Quant au sursis à exécution, il a été accordé dans un cas sur deux (soit quarante fois).

H. G.

files d'attente, appels... Son fonctionnement est long et laborieux. Et le recours administratif n'est pas suspensif. «Les constructeurs qui attendent l'issue du recours ont compris qu'il valait mieux s'engager dans une course-poursuite avec la justice», explique Olivier Chellan Beival, maître de requêtes au Conseil d'État (1). Une assurance sur l'avenir facile et légale. A moins d'un sursis à exécution... si celui-ci est demandé, ordonné, et suivi d'effet par un arrêté interruptif de travaux du maire, ou du préfet en cas de carence.

Si la décision contestée est annulée définitivement, rien n'est joué pour autant car l'annulation d'un permis n'entraîne pas la destruction (ou l'inverse). Pour cela, c'est un autre guichet : celui du juge civil. Qui ordonne rarement la démolition, opération coûteuse et délicate.

Les procédures pénales se heurtent à d'autres obstacles : la procédure peut être barrée à tous les stades - procès-verbal, transmission au parquet, avis des services techniques... - par des interventions politiques. L'affaire peut également être régularisée entre-temps (obtention du permis de construire manquant), le «traitement» prenant souvent la forme d'une modification de POS.

«On pourrait mettre des noms de famille sur beaucoup de révisions de ce genre», explique Philippe Bompard, responsable du contentieux de la Direction départementale de l'équipement (DDE) du Gard.

Entre l'infraction et la mise en œuvre de la répression, il peut s'écouler quatre à dix ans, insiste de son côté Daniel Lesage, responsable des affaires pénales à la DDE du Var. Ce qui peut laisser supposer qu'il ne se passe rien. Il évoque alors le système de répression : la bataille des astreintes - pas toujours dissuasive - et le recours ultime à l'exécution d'office, qui permet de se substituer au contrevenant avec le concours de la force publique et d'une entreprise mandatée. Mais jusqu'à cette année, aucun crédit budgétaire n'était prévu à cet effet.

Il est de bon ton d'accuser la décentralisation, qui a accru le pouvoir des élus (2) et leur tentation face à l'argent. Si justifié soit-il, ce procès-là ne doit pas pour autant être expédié. La réforme territo-

riale a aussi facilité les relations, bonnes ou mauvaises, des édiles et de leurs administrés : elle a coïncidé avec le développement des procédures de concertation, la sensibilisation croissante de l'opinion publique au cadre de vie, la montée en puissance des associations... En outre, tout dépend des personnalités élues.

Enfin, l'Etat n'a pas disparu du paysage. Et il exerce timidement son contrôle de légalité. En 1988, 700 000 actes émanant d'assemblées élues lui ont été transmis, mais on ne dénombreait que 7 000 observations... et 240 déférés (statistiques de la Direction générale des collectivités locales). Faut-il s'en étonner? «La plupart du temps, ce contrôle, qui devrait être assuré par les services des préfets, est effectué par les DDE... qui elles-mêmes instruisent les permis de construire pour le compte des municipalités», souligne un fonctionnaire. L'exemple de ZAC des Hauts-de-Seine autorisés par l'Etat alors qu'ils n'étaient pas compatibles avec l'ancien schéma directeur, aujourd'hui menacé d'annulation, illustre fort bien la question. La

## Le coût des réparations

C'est en 1986 que le service contentieux de la direction de l'architecture et de l'urbanisme du ministère de l'Équipement a commencé à s'intéresser à la question. Initiant une sorte de «tour de France» des tribunaux, pour mesurer le phénomène. Inquiétude ravivée en 1990 : car le contentieux a un coût lié aux recours en responsabilité (demande de réparation) de plus en plus nombreux, eux aussi. En 1988, l'Etat a ainsi versé 90 millions de francs à un seul promoteur pour avoir révisé à la baisse une vaste opération immobilière.

Des affaires retentissantes comme celle de Vallauris (Var), où un promoteur a outrepassé son permis en détruisant à jamais une vieille batterie militaire, ont accélééré la prise de conscience. Ces exemples ont incité le gouvernement à encourager, par une circulaire, les services à faire preuve de plus de fermeté. Le premier ministre a demandé au Conseil d'État, au mois de février, un audit assorti de propositions. Cette étude doit examiner l'efficacité des décisions de justice : rapidité, effet suspensif des recours, ainsi que la pratique décentralisée de l'urbanisme ainsi que le pouvoir des schémas régionaux qui encadrent les POS. L'objectif est de garantir des protections, mais aussi la stabilité du droit.

«Le code de l'urbanisme organise de façon très précise la lutte contre les infractions. Le problème, c'est la volonté politique», insiste Philippe Bompard. Les déclarations récentes des pouvoirs publics et l'exaspération croissante d'une partie de l'opinion donnent de l'espoir à certains. «Je pense objectivement qu'on va avoir de bons résultats», lance aussi Daniel Lesage. Mais la bataille sera rude. Les sceptiques rappellent que derrière les beaux discours des Français - responsables ou particuliers - il y a toujours un constructeur en puissance.

HÉLÈNE GIRAUD

(1) Également rapporteur général adjoint de la section des études et du rapport du Conseil d'État, l'instance chargée de piloter l'audit du code de l'urbanisme. Un groupe de travail a été créé pour cela, présidé par Daniel Laboute.

(2) Le transfert des compétences en matière de permis de construire date d'avril 1984 et de 1986, en ce qui concerne les opérations d'aménagement (ZAC, lotissements, etc.). Seules 1 000 communes, parmi lesquelles les plus importantes, ont aujourd'hui un plan d'occupation des sols, contre 3 600 à l'époque des lois Defferre. Celles qui n'ont pas de POS sont soumises à des règlements d'urbanisme nationaux ; c'est l'Etat qui reste alors compétent.

## Pavillons de complaisance

DANS le domaine de l'urbanisme, chaque région a ses mœurs particulières, et donc son style de contentieux. Dans le Sud, le littoral a pour spécialité les contestations des plans d'occupation des sols, trop permissifs, et des grosses opérations immobilières touristiques ; tandis que, dans l'arrière-pays, c'est la marée des petits cabanons illégaux qui inquiète les défenseurs du droit.

Le phénomène date du milieu des années 70, estime Philippe Bompard, chef du service contentieux à la direction départementale de l'équipement (DDE) du Gard. «Il est le fait de gens qui ont peu de moyens, des chômeurs, qui se débrouillent pour avoir un coin au soleil, explique ce dernier. La spéculation les empêche d'acheter des parcelles constructibles. Le développement du marché parallèle des terrains de loisir est extraordi-

H. G.

مكتبة الشرح



# ÉCONOMIE

## BILLET

### Ouverture européenne pour le rail

Les ministres des transports des Douze sont tombés d'accord, les 20 et 21 juin à Luxembourg, sur plusieurs directives destinées à harmoniser les conditions d'acheminement des personnes et des marchandises dans la Communauté. Les plus importantes, outre des dispositions sur les permis de conduire et le contrôle technique des véhicules (voir ci-dessous), amorcent une libéralisation des chemins de fer.

Les Douze ont ainsi confirmé que les sociétés nationales exploitant les réseaux, qui devront fonctionner de façon « indépendante » des pouvoirs nationaux, devront clarifier leurs comptes de façon à distinguer la gestion des infrastructures de l'exploitation proprement dite. Cette séparation des fonctions des entreprises peut apparaître comme une première « ouverture », allant dans le sens des thèses libérales, qui réclament le principe du « common carrier », c'est-à-dire un accès ouvert à toutes les entreprises de transport.

Ouverture limitée, voire surveillée. Les sociétés de transport combiné, qui acheminent des camions par rail, pourront emprunter les voies ferrées des autres pays. Mais en dehors d'elles, seules les compagnies nationales de chemin de fer vont pouvoir profiter de cet accès, et à certaines conditions : l'« accord politique unanime » qui s'est dégagé leur permet de se regrouper afin de créer des trains communs sur leurs réseaux respectifs. Cette unification devrait être facilitée par les mesures de normalisation adoptées en même temps : les Douze veulent accélérer l'harmonisation technique de façon à réduire les changements de locomotives ou de conducteurs aux frontières.

« En clair, nous allons essayer, pendant dix ans, d'inciter, par exemple, la SNCF, la SNCB (les chemins de fer belges) et la Bundesbahn à coopérer, nous a déclaré M. Paul Tübbes, ministre de l'équipement et des transports français. Ces accords devraient augmenter le chiffre d'affaires des différentes sociétés nationales, mais ils ne suppriment pas leurs monopoles. N'importe qui ne pourra pas rouler sur n'importe quel rail ». Cet « accord politique » — dont le contenu technique devra encore être précisé par les experts de l'administration — revient à accorder un délai aux sociétés nationales pour se préparer à affronter une concurrence implicitement reconnue comme inévitable.

ALAIN FAULIAS et GUY HERZLICH

### Un permis de conduire européen en 1996

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Un nouveau modèle de permis de conduire, valable dans toute la Communauté européenne et rédigé de façon à éviter les problèmes de langue en cas de contrôle hors du territoire national, verra le jour... en 1996, ont décidé les ministres des transports. Auparavant, il faut harmoniser les conditions de délivrance des permis : âge du conducteur pour chaque catégorie de véhicule, modalités de l'examen, etc.

Les ministres ont aussi décidé de généraliser les contrôles techniques pour les véhicules mis en circulation depuis plus de quatre ans. Allant plus loin que les projets initiaux de la France, ils ont fixé la périodicité de ce contrôle à deux ans. Cette mesure deviendra effective à partir de 1994 dans les pays qui ont déjà adopté des contrôles techniques et en 1998 dans les autres, dont la France. Les Douze espèrent limiter ainsi l'hécatombe annuelle sur les routes communautaires : 50 000 morts et 1,5 million de blessés.

J. de la G.

### En attendant la levée de l'embargo américain

## Les entrepreneurs japonais se préparent à investir l'Indochine

Les produits japonais, notamment électroniques, ont investi la péninsule indochinoise. En attendant un début de règlement du conflit au Cambodge, les diplomates japonais multiplient leurs efforts et les chefs d'entreprise nippons s'installent, surtout au Vietnam où le Japon est en passe de devenir le premier partenaire commercial.

HO-CHI-MINH-VILLE

de notre envoyé spécial

Panneaux publicitaires et devantures de magasins en témoignent : les Japonais arrivent en Indochine. Vietnamiens, Laotiens et Cambodgiens disent communément Honda pour moto. L'électronique japonaise domine le marché flamboyant des caméras, vidéos, ordinateurs... Les grandes sociétés commerciales nippones s'installent au Vietnam et au Laos, en attendant un début de règlement du conflit pour en faire autant au Cambodge. « Le jour où l'embargo américain sera levé, ils emporteront le morceau », la prédiction fait déjà l'unanimité.

La diplomatie japonaise, elle aussi, s'active de manière inhabituelle. Le ministre japonais des affaires étrangères, M. Taro Nakayama, a séjourné au Vietnam du 10 au 14 juin et en a profité pour voir, à Hô-Chi-Minh-Ville, le premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen. S'était en effet rendu à Tokyo quelques semaines auparavant pour y subir des soins. Il y avait eu de longues discussions sur des propositions japonaises de paix et sur une aide humanitaire substantielle à Phnom-Penh.

Voilà deux ans, le Japon s'était déjà déclaré prêt à consacrer, le moment venu, 2 milliards de dollars (12 milliards de francs environ) à la reconstruction des États indochinois. Il propose désormais d'organiser et d'accueillir une conférence internationale sur le même sujet et s'engage à intervenir au Cambodge, en cas de règlement international, sous la bannière des Nations unies. Il entend figurer parmi les premiers pays accrédités auprès du CNS — le Conseil national suprême du Cambodge — à Djakarta en septembre 1990 — le jour où s'ouvrira l'installation à Phnom-Penh, même si un règlement n'est pas intervenu entre-temps.

Sur la ligne de départ

Certes, le Japon ne veut pas se démarquer des États-Unis et, respectivement, à quelques mètres près, un embargo économique américain (décrit en 1979, au lendemain de l'intervention militaire vietnamienne au Cambodge, et qui demeure en vigueur dans l'attente d'un règlement international). En outre, Tokyo appuie le plan de l'ONU pour met-

tre fin au conflit, tout en admettant — mais c'est également le cas de la France — que certains amendements réclamés par Phnom-Penh sont valables sur le fond.

Mais l'Indochine représente un marché trop prometteur pour que les entreprises japonaises ne soient pas déjà sur la ligne de départ et ne s'inquiètent pas de voir Français ou Australiens commencer à prendre pied dans certains secteurs et à décrocher quelques marchés, surtout au Vietnam où vivent soixante-cinq des quelque quatre-vingts millions d'Indochinois. L'Union soviétique ayant réduit de façon drastique son aide et, donc, ses échanges, le Japon va devenir cette année le premier partenaire commercial du Vietnam.

Les échanges officiels entre les deux pays franchissent sans doute le cap du milliard de dollars en 1991, contre 853 millions l'année dernière et 580 en 1989. Ils auront donc pratiquement doublé en l'espace de deux ans. Les importations officielles vietnamiennes — des voitures aux biens d'équipement — demeurent limitées : 106 millions de dollars en 1989 et 145 en 1990. Mais ces chiffres ne reflètent pas la réalité, car ils ne tiennent pas compte de la masse importante de produits japonais importés au Vietnam en contrebande, souvent à travers le Cambodge.

Le Japon a acheté plus de 80 % des 2,7 milliards de tonnes de pétrole brut extraits en 1990 au Vietnam, pour environ 400 millions de dollars, ce qui représente près des deux tiers de ses importations. Cette production devrait passer à 3,6 millions de tonnes cette année. Tokyo est également le premier importateur de produits de la mer surgelés.

Une présence assidue

Les Japonais, ce qui est encore plus important, sont en train de procéder à un véritable inventaire des ressources du Vietnam, de ses réserves de bauxite ou d'or aux possibilités offertes par plus de 2 000 kilomètres de côtes poissonneuses. Plus de mille délégations d'hommes d'affaires ont visité le pays en 1990. Ils constituent une bonne partie de la clientèle des hôtels de Hanoi et de Hô-Chi-Minh-Ville, l'ancienne Saïgon, où il existe trois restaurants japonais. Près de cinquante sociétés japonaises ont ouvert des bureaux de représentation dans la grande ville du Sud et une vingtaine d'autres dans la capitale.

Les études de faisabilité se multiplient et les tirons se remplissent de projets. Rien n'est laissé au hasard : parmi les hommes d'affaires qui se rendent au Vietnam, les Japonais sont à la fois les plus nombreux (plus de tiers du total), ceux qui restent le plus longtemps sur place et, surtout, qui circulent le plus fréquemment hors des grandes villes. En revanche — embargo oblige — ils investissent peu : moins de 90 mil-

lions de dollars, soit moins de 10 % du montant global des investissements étrangers autorisés au 1<sup>er</sup> décembre 1990.

Les géants de l'électronique fournissent à Viettronics, une entreprise d'assemblage de Hô-Chi-Minh-Ville, les éléments de récepteurs de télévision et de cassettes vidéo destinés au marché local. Des sociétés de commerce nippones équipent les entreprises vietnamiennes qui exportent sur le Japon poissons, crevettes et crabes surgelés. Une autre, Tomen Corp., a deux projets industriels en cours de réalisation : une usine de résine de pin dans le Nord et une fabrique de détergents dans le Sud. Les Japonais s'implantent en aidant des Vietnamiens intéressés par le marché nippon à s'équiper, raison pour laquelle le Vietnam devait d'ici l'été, dès 1989, quelque 340 millions de dollars au secteur privé nippon. « Ils sont dans leurs starting-blocks », dit-on à Hanoi comme à Saïgon en constatant l'intense préparation à laquelle les milieux d'affaires japonais s'adonnent surtout depuis deux ans.

Le Vietnam devrait être, en effet, le prochain champ d'intervention des Japonais, qui ont déjà saturé de leurs investissements et produits de consommation les autres pays du Sud-Est asiatique, à l'exception de la Birmanie. La réserve de main-d'œuvre à très bon marché — et apparemment très facile à former — est insondable. Et l'embargo américain n'expliquant pas tout, l'absence d'infrastructures appropriées et l'incompétence de la bureaucratie locale sont pour beaucoup dans la retenue actuelle du secteur privé japonais.

Les Japonais semblent, en revanche, moins intéressés par le Laos, qui leur est pourtant tout ouvert. En 1989, Tokyo a reçu M. Kaysoe Phomvihane, le numéro un laotien, qui effectuait ainsi sa première visite dans un pays non communiste. M. Taro Nakayama s'est rendu à Vientiane l'année suivante. Mais le marché laotien — environ quatre millions de consommateurs — semble jugé à Tokyo d'intérêt limité. En 1990, le Japon n'a exporté que pour 20 millions de dollars et ses importations n'ont été que de 7 millions. Le seul véritable projet financé par Tokyo concerne le projet hydroélectrique de la Nam-Nguem.

Il reste que les Japonais savent ce qu'ils veulent faire en Indochine. Au-delà d'intérêts économiques et commerciaux évidents, ils entendent contribuer à la stabilisation, qu'ils jugent impérative, de la péninsule. Ce qui explique pourquoi leur diplomatie fait preuve de dynamisme, notamment en ce qui concerne le conflit cambodgien. Ils se sentent les coudées plutôt franches dans cette zone qui fait partie, en quelque sorte, de leur pré carré. Et ils ont les moyens de se faire entendre.

JEAN-CLAUDE POMONTI

### A Perpignan

## La gestion de la chambre de commerce est mise en cause

PERPIGNAN

de notre correspondant

A la demande du procureur de la République, des vérifications sont actuellement effectuées sur les comptes et la gestion de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Perpignan et des Pyrénées-Orientales. Les élections pour renouveler les deux cent vingt-quatre délégués consulaires et désigner les quatorze membres permanents de la chambre de commerce n'auront lieu qu'à l'automne, mais la campagne a commencé dès ce printemps et dans la rue.

Trois tracts anonymes largement distribués auprès des ressortissants de la CCI mettent en cause directement l'actuel président M. Jacques Farran et accusent les gestionnaires de la chambre de nombreuses irrégularités. Figurent ainsi dans ces « Appels aux commerçants » l'acquisition du château de Corbère-les-Cabanes, que la chambre de commerce aurait payé le triple du prix annoncé officiellement, et le versement des intérêts du 1<sup>er</sup> logement (1) à des clubs sportifs ou des associations de la troisième circonscription des Pyrénées-Orientales dont M. Jacques Farran est le député.

Le 12 avril, M. Farran portait plainte contre X auprès de la direction départementale de la police afin de couper court aux accusations contenues dans les différents tracts distribués. Le procureur de la République, considérant que les allégations contenues dans ces tracts devaient être « ou démenties ou confirmées », a demandé aux services

de police d'entendre différentes personnes. La semaine dernière, il saisissait officiellement le préfet des Pyrénées-Orientales afin d'obtenir le droit de procéder au contrôle des comptes de la CCI, et le ministère du budget envisage d'envoyer prochainement à Perpignan trois de ses experts. M.M. Caruso, directeur de l'aéroport de Perpignan-Rivesaltes, Billes, ancien chef comptable de la CCI, et Ross, chargé au sein de la CCI des relations avec l'Espagne, avaient déjà fait l'objet d'auditions avant que le secrétaire général de la chambre de commerce, M. Jacques Salvat, ne soit entendu à son tour jeudi 17 juin. Pour ce dernier, le contenu des tracts n'est qu'un « tissu de calomnies » et la gestion de la CCI est d'une « transparence totale ».

M. Farran n'a pas encore été entendu mais d'autres proches colla-

borateurs, ainsi que d'anciens membres du PR, sont sur les listes des prochaines auditions. Le 16 mai, deux cents membres de la fédération départementale du PR, dont M. Farran est le président départemental depuis 1984, avaient rejoint avec fracas les rangs du CNI (Centre national des indépendants).

Réçu depuis 1970 à la chambre de commerce sur une liste unique, M. Jacques Farran pourrait cette fois-ci trouver sa route une liste d'opposition, que quatre cents adhérents de la CCI se disent déjà prêts à soutenir.

J.-C. M.

(1) Les chambres de commerce et d'industrie sont, comme les CIL (comités interprofessionnels du logement), collecteurs du 1<sup>er</sup> patronal, contribution des employeurs à la construction de logements.

### 170 puits éteints sur 600

## Le Koweït recommence à exporter son pétrole

Le Koweït produit à nouveau plus de pétrole qu'il n'en consomme, a déclaré jeudi 21 juin le ministre koweïtien du pétrole, M. Hammoud Abdallah Al-Ragha. Une première cargaison de 70 000 barils a été exportée le 11 juin et une seconde doit quitter le Koweït le 25 juin, a-t-il ajouté. Le niveau actuel de la production koweïtienne est de 160 000 barils par jour alors que la consommation quotidienne de l'émirat varie

entre 130 000 et 150 000 barils. Selon le ministre, la plupart des puits de pétrole koweïtiens incendiés par les troupes irakiennes pendant l'occupation du Koweït seront maîtrisés en mars 1992. Actuellement, sur les 600 puits enflammés par les troupes de M. Saddam Hussein, les équipes de pompiers ont réussi à rétablir le contrôle sur plus de 170. Leur rythme est d'un ou deux puits par jour. — (AFP)

### Au congrès des céréaliers

## M. Louis Mermaz annonce des réductions des taxes agricoles

PERPIGNAN

de notre correspondant

Afin de défendre la compétitivité des agriculteurs, le ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermaz, a annoncé le 27 juin à Perpignan, devant le congrès de l'Association générale des producteurs de blé (AGPB), une réduction de 25 % à compter du mois de juillet prochain de la taxe BAPSA (Budget annexé des prestations sociales agricoles). Cette taxe avait déjà été réduite de 30 % l'an dernier. M. Mermaz a, de plus, indiqué que la taxe ANDA (Association nationale pour le développement de l'agriculture) serait aussi réduite de 5 % en juillet alors que la profession demandait généralement un abaissement de 10 %. La taxe sur le financement des actions du secteur céréalier (FASC) sera diminuée de 10 %. Ces décisions sont de nature à modérer la colère des céréaliers qui, par la voix de leur président, M. Henri de Benoist, avaient promis de manifester pour alerter l'opinion.

« Dans ce vaste ensemble qui va du Maroc à la Syrie, vivant dans les vingt ans qui viennent près de 250 millions d'habitants. Ils ont faim. Les trois quarts d'entre nous sont plus guettés par la suralimentation que par la malnutrition. Si nous voulons que s'établisse entre ces régions et les nôtres un nouvel équilibre économique, social et culturel, il faut les aider à se développer chez eux et non pas viser à leur abandonner nos surplus alimentaires à coups de subventions », déclarait M. Henri de Benoist, qui a estimé que « le GATT, et notamment les Américains, nous proposent, en baissant systématiquement les prix, le contraire de ce qu'il faudrait faire ».

Les régions à handicap

Au cours de ce congrès des 400 000 producteurs français qui valent à la France un solde positif de la balance du commerce extérieur de 30 milliards de francs, M. Guy Legras, directeur général de l'agriculture à la Commission européenne, a tracé une esquisse de la future politique agricole commune (PAC). Selon lui, la réforme de la PAC passe par une baisse des prix des céréales « avec des aides de compensation intégrées, au niveau des marchés », il a ajouté : « Ce sera une sorte de déficience payée à l'américaine, tenant compte des régions à handicap », avec des mesures spécifiques pour le secteur de l'élevage.

A la veille de sa rencontre avec le premier ministre, le vendredi 21 juin, M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA, s'est déclaré de son côté « très inquiet de ce qui se passe à Bruxelles où on n'a pas changé les orientations qui vont dans le sens d'une remise en cause des prix agricoles ».

JEAN-CLAUDE MARRE

### Une enquête de l'INSEE

## Les industriels prévoient de réduire de 6 % leurs investissements cette année

Pessimistes, les industriels prévoient de réduire de 6 % en volume leurs investissements cette année, d'après l'enquête de mai de l'INSEE. Ce mauvais résultat est obtenu pourtant avec une hausse des investissements des firmes automobiles, qui veulent se préparer à la concurrence japonaise. Le secteur le plus en retrait est celui des biens intermédiaires. Manifestement les industriels attendent de voir des signes concrets de reprise et attendent d'en connaître l'ampleur.

L'an passé les industriels avaient augmenté leurs investissements d'environ 10 % en volume, d'après la même enquête de l'INSEE, malgré les premiers signes de ralentissement conjoncturels et malgré la guerre du Golfe. On avait cru à un gel des investissements. Il ne s'est produit dans aucun secteur, l'effort des PME ayant été plus marqué encore.

### Après le coup de pouce donné au SMIC

## La CFDT et FO se félicitent du « réalisme » du gouvernement

Seules la CFDT et Force ouvrière se sont félicitées, vendredi 21 juin, de l'augmentation de 2,3 % du SMIC, annoncée la veille par M<sup>me</sup> Edith Cresson, en soulignant que, respectivement, « le bon sens » et « le réalisme » l'avaient emporté dans la décision du gouvernement. M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, a rappelé qu'en ce qui concerne la politique salariale de la fonction publique, « le problème demeurait entier ».

La CGT a relevé que le coup de pouce accordé au SMIC constituait « une aumône [qui] était déjà annulée par l'augmentation de la cotisation d'assurance-maladie ».

La CFE-CGC a dénoncé « le peu d'estime et de respect » du premier ministre à l'égard des partenaires sociaux, en regrettant que M<sup>me</sup> Cresson n'ait pas préalablement informé la Commission nationale de la convention collective.



LOUIS DREYFUS FINANCE SA

devient

Correspondant en Valeurs du Trésor (C.V.T.)

à partir du 1<sup>er</sup> août 1991

Louis Dreyfus Finance SA (anciennement Louis Dreyfus SNC)

est une filiale du Groupe Louis Dreyfus

87, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris cedex 16

juin 1991

## REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 17 AU 21 JUIN

## PARIS

## Trou d'air

Les records sont fréquemment battus. La preuve vient encore d'en être administrée. Après s'être élevée le 11 juin dernier à son plus haut niveau de l'année, la Bourse de Paris n'a pas réussi cette semaine à redresser son exploit. Pis, comme souvent, elle a été aspirée par le fond, elle a assez brusquement décollé pour revenir à la cote de la mi-mars.

Le marché ne devait pas attendre pour tourner casaque. Un dénouement prometteur était attendu dès lundi en repli tactique (- 0,72 %). Nouvelle baisse mardi (- 0,77 %), qui se transformait mercredi en dégringolade (- 1,77 %). Jeudi, jour de liquidation générale, la Bourse parvenait, non sans peine, à freiner sa chute pour terminer le mois boursier sur une perte (- 1,11 %), pour la première fois depuis janvier dernier, avant de se redresser légèrement à la veille du week-end (+ 0,72 %). Pas assez cependant pour rattraper l'altitude perdue. Un sacré trou d'air puisque, d'une semaine à l'autre, l'indice CAC 40 s'est déprécié de 2,79 %.

Mais il s'agit de 2,79 %, important si nombre de petits actionnaires n'avaient pas été pris de court par une liquidation de juin avancée de vingt-quatre heures (comme le seront encore celles de juillet et

d'août), sur une décision de la Société des Bourses françaises (SBF) passée inaperçue du vulgum pecus parce qu'annoncée subrepticement le 30 avril, quelques heures avant le premier pont du mois de mai. C'est un comble : même Chronoval, instrument vidéo payant utilisé par la SBF pour diffuser les cours, n'avait apparemment pas été mis dans la confidence. Bref, beaucoup se souviendront de ces traces imposées pour la mise en route progressive de RELIT, filiale de livraisons automatiques des titres. Surtout que des ordres ont manqué dans les deux sens et probablement plus à la vente qu'à l'achat.

## La reprise américaine

Les dernières statistiques économiques publiées aux Etats-Unis n'auraient-elles pas réussi à convaincre les plus pessimistes que la reprise était en vue outre-Atlantique, appelant nécessairement une riposte de ce côté de l'eau ? A dire vrai, plus les jours passent, plus le doute grandit. Une Vivienne sur les chances d'un redémarrage de l'activité en France. Pourtant, deux indices publiés cette semaine aux Etats-Unis auraient dû porter à l'optimisme. L'emploi, d'abord, et l'aggravation du déficit commercial, signe que la consommation est repartie, avec la hausse des importations. Mais cela ne suffit

pas, car les interrogations portent désormais non plus sur l'existence d'une reprise, mais sur son ampleur, jugée par tous comme très insuffisante.

Sans cette indispensable bouffée d'oxygène américain, l'Hexagone ne pourra pas renouer avec l'expansion. Malgré les exhortations venues d'en haut, tous les avis désormais convergent : ce ne sera pas avant le début 1992. A condition encore que le chômage ne continue pas à croître. Et, deuxième raison, la décision gouvernementale de relever de 0,9 point la cotisation maladie des salariés pour « boucher le trou de la Sécurité », dans le cadre de cette croissance impatiemment attendue, fait l'effet d'une douche froide au Palais Brongniart. « Autant de milliards qu'il faut pas à la consommation », relevait-on dans des commentaires acerbes.

## Sur la route de Dijon

C'est dans cette atmosphère déjà passablement perturbée par la déception que de nouvelles et insistantes rumeurs ont plusieurs fois circulé sur la démission de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget. Le grand argentier de la France s'est fêché tout rouge. Il a démenté en bloc et condamné les auteurs de ces bruits. Mais la médiane, si elle en est vraiment l'origine, est insidieuse.

Beaucoup en Bourse restent persuadés qu'il y a « de l'eau dans le gaz » entre Bercy et Matignon.

Quant la dégradation du climat politique, les tensions observées sur les taux d'intérêt, la faiblesse persistante du franc et la hausse du dollar sont sujets de préoccupation, faut-il dès lors s'étonner que la Bourse se sente les jambes lourdes ? Dans l'imédiat, les opérateurs se raccrochent au filin d'attente que la réunion du G7 durant le prochain week-end à Londres, comme l'a promis la Rue de Bercy, leur donnera des indications d'ordre monétaire.

Des nouvelles de la semaine, l'on retiendra en vrac : l'application non revendiquée faite sur 1 % des actions Thomson-CSF ; la promesse de M. Bérégovoy d'indemniser les clients de la société de Bourse Tuffier-Ravivier-Py ; la décision de la cour d'appel de Paris de condamner Five-Lille à payer 400 millions de francs pour la faillite de NASSA électronique. Ajoutons qu'une grande figure de la Bourse va s'effacer. La Banque Bruxelles-Lambert a en effet annoncé l'interruption progressive des activités de sa société de Bourse Auboyneau-Labouret-Olivier. Il est bien loin le temps où les commis chantaient en chœur, sur l'air de « la route de Dijon, la belle digne don » : « Auboyneau, Auboyneau ». Les ordinateurs, c'est bien connu, n'ont aucune fibre musicale.

ANDRÉ DESSOT

## NEW-YORK

## Les 3 000 reperdus

NEW YORK JONES

-1,16 %

Non sans opposer une assez vigoureuse résistance. Mais le fait est là : d'un vendredi à l'autre, l'indice Dow Jones a décroché pour baisser de quelque 1,16 %.

Simple consolidation des positions acquises ? Les boursiers s'affirmaient. Mais les investisseurs ont aussi été confrontés à un certain nombre d'informations, qui demandaient un peu de réflexion pour y voir clair. De fait, de nouvelles statistiques économiques sont tombées cette semaine, qui, à première lecture, se sont d'abord révélées décevantes après les signes encourageants de reprise récemment enregistrés. Les intervenants ont ainsi appris tout à tour que le déficit de la balance commerciale, réduit en mars, s'était de nouveau accru pour avril, puis que les demandes d'allocation chômage avaient augmenté début juin. En fait, ces informations recouvraient une réalité quelque peu différente. Le solde négatif des opérations commerciales a été ainsi très largement dû à l'accroissement des importations, un signe que les affaires reprennent. Parallèlement

au chômage, l'on s'est ensuite aperçu que le chiffre des créations d'emplois avait grossi. Bref, ceci expliquant cela, les troubles occasionnés se mêlant aux préoccupations suscitées à mi-semaine par la hausse des taux à long terme, puis par l'annonce chez IBM de résultats inférieurs aux prévisions pour le deuxième trimestre, ont considérablement gêné les investisseurs. Finalement la détente apparue sur le front du loyer de l'argent a provisoirement dissipé les craintes.

A. D.  
Indice Dow Jones du 21 juin : 2 965,56 (c. 3 000,45).

	Cours 14 juin	Cours 21 juin
Alcoa	68	69 1/4
AT&T	44 5/8	45
Boeing	49 3/8	46 7/8
Chase Man. Bank	19 7/8	19 1/8
De Poir de Nemours	47 3/4	48 1/4
Eastman Kodak	41 5/8	40 3/4
Exxon	58 1/4	58 1/2
Ford	36 3/4	37 3/4
General Electric	75 1/2	75
General Motors	44	44 1/8
Goodyear	33 5/8	34 1/4
IBM	100 1/4	99 5/8
ITT	60	59 3/8
Mobil Oil	65 3/4	65 3/8
Pfizer	58 1/2	57 1/2
Schlumberger	61 5/8	58 1/2
Texas	60	61 1/8
UAL Corp. (ex-Allegis)	153 1/2	145 1/4
Union Carbide	20 3/8	20 1/4
Westinghouse	29 1/2	28 7/8
Xerox Corp.	54 1/2	53 3/4

## TOKYO

## Rechute ou reprise ?

NOSSE INDEX

-1,27 %

La timide amélioration observée voici une huitaine de jours au Kabuto-Cho paraît n'avoir été qu'une simple embellie. Cette semaine, la grande Bourse nipponne a rechuté (- 1,27 %). C'est du moins le constat que les indices proposent. Mais le déroulement des séances impose une autre vision de la situation. Certes, les trois premières journées furent très mauvaises (se soldant par une nouvelle baisse de 3,5 %), qui devaient porter à un peu plus de 10 % la dépréciation moyenne des valeurs japonaises depuis la mi-mai. Mais un mouvement de reprise s'en suivit, insuffisant pour effacer toutes les pertes initiales mais d'ampleur satisfaisante pour faire naître un certain optimisme sur le parquet.

A entendre les professionnels, le facteur technique a joué dans les deux sens, d'abord à la baisse, après la vague d'achats assez forte qui avait favorisé la remontée des cours la semaine précédente, puis à la hausse, de nombreux investisseurs jugeant que trop, c'était trop, et qu'au niveau où il était désor-

mais tombé, le marché ne pouvait faire autre chose que de se redresser. A dire vrai, les intervenants se sont un peu sentis pris entre deux feux. Tous attendaient avec impatience les derniers chiffres sur la croissance. Ils furent un peu trop gâtés (+ 2,7 % pour le premier trimestre), au point d'en perdre après coup tout espoir d'une baisse des taux d'intérêt. Difficile d'avoir le beurre et l'argent du beurre. Sans doute convaincus de cette vérité, beaucoup commencent à se remettre en chasse des bonnes affaires. Est-ce l'annonce de la reprise d'été ? Les spécialistes hésitent encore à se prononcer. Mais cela y ressemble.

Indices du 21 juin : Nikkei, 24 775,08 (c. 25 093,89); Topix, 1 873,84 (c. 1 920,58).

	Cours 14 juin	Cours 21 juin
Akai	1 220	1 230
Brigitte	1 080	1 050
Canon	1 560	1 480
Fuji Bank	2 680	2 680
Honda Motors	1 500	1 470
Mitsubishi Electric	1 690	1 640
Mitsubishi Heavy	723	706
Sony Corp.	6 260	6 070
Toyota Motors	1 830	1 820

## LONDRES

Déprime

-1,4 %

Au London Stock Exchange aussi, la reprise semble avoir fait long feu. Cette semaine, les cours ont rechuté de 1,4 % sans manifester de velléité quelconque de redressement.

Résultat de la baisse de popularité du Parti conservateur dans les derniers sondages, l'affaiblissement de la livre sterling a été largement responsable de ce coup de déprime. Mais l'annonce d'un déficit budgétaire plus important que prévu a également fait craindre au marché que la reprise économique attendue n'arrive trop tard pour permettre aux Tories de gagner les prochaines élections. Les déclarations de M. Thatcher contre la monnaie européenne et la réponse violente de l'ex-premier ministre M. Edward Heath ont ajouté aux inquiétudes.

Indices « FT » du 21 juin : 100 valeurs, 2 487,5 (c. 2 522,3) ; 30 valeurs, 2 947,3 (c. 1 976,3) ; mines d'or, 203,9 (c. 201,8) ; Fonds d'Etat, 83,79 (c. 83,83).

	Cours 14 juin	Cours 21 juin
Bovater	6	6,25
BP	3,37	3,33
Charter	4,50	4,62
Courtaulds	3,90	4,04
De Beers	13,56	14,09
Glaxo	12,35	12,52
ICI	15,10	15,50
ICL	13	12,53
Reckitt	8,20	7,90
Shell	5,13	5,14
Unilever	7,57	7,47
Vickers	2,03	1,95

## FRANCFORT

L'effet « Berlin »

+ 0,7 %

L'effort de consolidation s'est poursuivi, permettant au marché de se maintenir au voisinage de ses plus hauts niveaux de l'année. En l'absence de tout facteur économique de nature à favoriser les placements, la Bourse allemande a surtout bénéficié de la décision prise par la chambre basse du Parlement de choisir Berlin comme siège du gouvernement. Le résultat du vote a été particulièrement bien accueilli par les investisseurs étrangers, qui y ont vu une promesse de redressement pour l'ERDA et un nouveau stimulant pour l'économie allemande en général. Plus enthousiastes, les commentateurs de l'ancienne RFA ont franchement tiré sur la « hausse berlinoise » de 1,47 % vendredi. L'activité a augmenté et sur les huit places allemandes les transactions ont atteint 38,73 milliards de deutschemarks contre 34,36 milliards.

Indices du 21 juin : DAX, 1 711,86 (c. 1 699,83) ; Commerzbank, 2 022,70 (c. 2 020,50).

	Cours 14 juin	Cours 21 juin
AEG	202,50	202,50
BASF	258,50	256,40
Boyer	284,60	272,30
Commerzbank	261	257,90
Deutschebank	678,50	664,50
Hochtief	258,70	255,30
Karstadt	685	674
Manneberg	294,80	293
Siemens	664	664,50
Volkswagen	404,60	416,90

## Alimentation

	21-6-91	Diff.
Béghin-Soy	552	- 37
Bougain	2 450	+ 50
BSN	889	- 16
Carrefour	1 985	- 98
Casino G. P.	1 230	+ 3,50
Eurocarrefour	3 940	- 30
Guyenne-Gasc.	1 190	inch.
LVMH (I)	4 280	- 20
Oxid. (Gle)	772	- 7
Oliver	243	+ 12,10
Permod-Rizart	1 152	- 34
Promodis	2 300	+ 37
Saint-Louis	1 406	- 94
Source Perrier	1 462	- 53
Neutél	34 010	- 80

(1) Coupon de 51,50 F.

## Banques, assurances

	21-6-91	Diff.
AGF	494,50	- 20,50
AXA (ex-Cie Midi)	1 053	- 31
BAL Equipement	128	- 6,50
Banque (Cv)	481,90	- 38,10
Cedex	635	+ 3
CCF	152	+ 5,80
CFP	1 165	- 61
CFI	392	+ 3
CPA	263	- 17
Chargours (I)	749	- 3
CPA	263	- 17
EuroFrance	1 665	+ 19
GAN	1 860	- 131
Hénia (La)	603	- 20
Loctid	800	- 52
Midland Bank	88	inch.
OPF	1 821	+ 16
Paribas	441	- 16,20
Schneider	629	- 41
Société générale	415,50	+ 6,20
Sovac	645	- 15
Suez (Cv fin.)	360,70	- 6,20
UAP	542	- 27
UCB	125	- 13

(1) Coupon de 28 F.

## Bâtiment, travaux publics

	21-6-91	Diff.
Aucl. d'entr.	1 163	+ 42
Bouygues	586	- 21
Ciments français	340	- 8
GTM	413	- 5
Imabou. Phénix	1 485	- 15
I. Lefebvre	745	- 2
Lafarge-Coppée	367,20	- 27,30
Paliet	436	- 18,30
SGE-SB	242,10	- 5

## Filatures, textiles

	21-6-91	Diff.
Agache (Fin.)	1 133	- 139
BHV	730	- 40
Damart	1 997	- 3
DMC	375	inch.
Gil. Lafayette	1 666	- 9
Nouv. Galeries	800	- 13
Printemps	1 536	+ 1
La Redoute	3 691	- 4
SCOA	29,40	+ 2,50

## Mines, caoutchouc

	21-6-91	Diff.
Géophysique	759	- 17
Imetal	318	- 5
Métallurop.	107,30	+ 3,50
Michelin	104,70	- 0,60
RTZ	55,75	+ 1,55
ZCT	1,81	inch.

## Matériel électrique

	21-6-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	580	- 5
CSEE (ex-Signaux)	295	+ 36
Général des eaux	2 654	- 28
Intertechnique	1 088	+ 28
Labinal	771	- 11
Legrand (2)	3 469	- 86
Lyon. des eaux	560	- 19
Matra	222	- 7,80
Merlin-Gerin	469	- 30,50
Moulines	144,50	+ 2
Radiorécepteur	497	- 18
SEB	1 531	- 50
Sextant-Avionique	489	+ 4
Thomson-CSF	1 006	- 6,10
IBM (1)	610	- 3
ITT	365,10	- 7,40
Schumacher	356,30	- 18,70
Siemens	2 259	- 7

(1) Coupon de 6,10 F.

(2) Coupon de 29,75 F.

## Valeurs à revenu fixe ou indexé

	21-6-91	Diff.
PME 10,6 % 1976...	100,02	inch.
8,80 % 1977	123,98	- 1,03
10 % 1978	100,65	- 0,15
9,80 % 1978	100,35	- 0,40
9 % 1979	100,10	- 0,15
10,80 % 1979	102,35	- 0,35
CNE 3 % 5 000 F	99,63	- 0,03
CNE 5 % 5 000 F	99,40	- 0,20
CNE 5 % 5 000 F	99,60	- 0,20
CNE 5 % 5 000 F	99,58	- 0,12

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 21 juin 1991  
Nombre de contrats : 53 458

COURS	ÉCHÉANCES			
	juin 91	sept. 91	déc. 91	mars 92
Premier	-	-	-	-
+ haut	104,60	104,78	104,78	-
+ bas	104,36	104,48	104,52	-
Dernier	104,52	104,72	104,78	-
Compensation	104,54	104,72	104,72	104,64

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	14-6-91	17-6-91	18-6-91	19-6-91	20-6-91
RM	2 434 693	2 766 778	3 597 536	4 469 410	3 169 140
Comptant	8 542 434	10 151 009	8 694 024	6 081 252	6 546 318
R. et obl.	148 774	139 682	287 837	162 010	320 802
Total	11 125 901	13 057 469	12 579 397	10 712 672	10 036 260

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	17-6-91	18-6-91	19-6-91	20-6-91	21-6-91
--	---------	---------	---------	---------	---------

(base 100, 28 décembre 1990)  
Général : 491,6 | 483,1 | 482,7 | 478 | 479,1  
(base 1 000, 31 décembre 1987)  
CAC 40 : 1 844,85 | 1 830,63 | 1 798,19 | 1 793,65 | 1 806,63

## Métallurgie

	21-6-91	Diff.
Accor	770	- 27
Air liquide	674	- 5
Ajomari	2 036	- 65
Bic	724	- 8
Bis	320	- 14,90
CGIP (1)	1 624	- 38
Club Méditer.	452	- 11
Esilor	358	- 7
Euro Disney	115,90	- 3,10
Eurotunnel	46,50	- 1,50
Groupe Citic(2)	590	- 1,50
Hachette	187,60	- 2,90
Havay	469	- 27
Navigation miste	1 181	- 49
Nord-Est	127	- 4,60
L'Oréal	534	- 4
Saint-Gobain (3)	1 437	- 4,90
Safran	864	- 19
Saunders Châtillon	247	- 4
Skis Rossignol	641	- 31

(1) Coupon de 28 F.  
(2) Coupon de 16,50 F.  
(3) Coupon de 14,50 F.

## Produits chimiques

	21-6-91	Diff.
Inst. Métrieux	4 380	- 82
Roussel-Uclaf	1 825	- 185
Synthelabo	760	-





La fin de la conférence internationale de Florence

## Le vaccin universel contre le sida reste une perspective éloignée

La septième conférence internationale sur le sida s'est achevée, vendredi 21 juin à Florence, par un discours du professeur Max Essex (Harvard AIDS Institute, Boston), très critique à l'égard de l'administration Bush. Ovationné par les milliers de scientifiques présents, le célèbre chercheur a annoncé que si, d'ici au 3 août, le gouvernement américain n'abrogeait pas les mesures discriminatoires visant l'entrée aux Etats-Unis des personnes contaminées, la prochaine conférence sur le sida, prévue à Boston en 1992, serait annulée. La dernière journée du congrès de Florence a été consacrée aux vaccins antisida, qui restent une perspective éloignée.

FLORENCE

de notre envoyé spécial

Ce fut, pour tout dire, le seul résultat positif des différentes sessions consacrées au vaccin antisida : pour la première fois, une équipe de chercheurs américains, dirigée par le docteur Emilio Emini (division biologie et immunologie du VIH des laboratoires Merck, Sharp and Dohme), a réussi à démontrer qu'il est possible d'immuniser passivement un chimpanzé contre le virus du sida. Jusqu'à présent, seules des expérimentations d'immunisation active - qui passe par l'administration de substances stimulant la production d'anticorps par l'organisme - avaient permis de vacciner un chimpanzé. Cette fois, la protection immunitaire obtenue par les chercheurs américains est due à l'utilisation d'un anticorps monoclonal dirigé contre l'une des parties les plus importantes de l'enveloppe du virus, la boucle protéique V3. Cet anticorps réussit donc à neutraliser le VIH en l'empêchant d'infecter ses cellules-cibles, les lymphocytes.

Hélas, la portée de cette expérimentation est moins grande qu'il y paraît. Les chimpanzés ont, en effet, la particularité de supporter parfaitement l'injection de quantités considérables de VIH. Certes, ils produisent bien des anticorps dirigés contre le virus, mais ce dernier ne provoque jamais, chez eux, de déficit immunitaire important. En outre, l'anticorps utilisé par le docteur Emini avait été fabriqué à partir de la même souche virale que celle qui a été par la suite injectée au chimpanzé. Ainsi, rien ne dit qu'il aurait protégé de la même manière un chimpanzé infecté par une autre souche de VIH.

### Des résultats encore très partiels

De nombreuses études présentées à Florence ont bien montré combien il est difficile d'extrapoler à l'homme des résultats obtenus chez le singe. Cette absence de modèle animal parfait est l'un des obstacles principaux pour les chercheurs. Etant donné qu'il est hors de question de faire avec l'homme ce que l'on fait avec le singe (injecter de fortes concentrations de virus pour vérifier l'efficacité du vaccin), il faut trouver d'autres moyens permettant de mesurer l'immunogénicité protectrice des vaccins.

Onze vaccins différents sont en cours d'expérimentation sur l'homme. Certains, à visée purement prophylactique, ont été administrés aux personnes séronégatives, indemnes de toute contamination antérieure par le VIH. D'autres sont conçus de manière à être administrés chez des personnes déjà infectées. Comme la rappelle, lors du congrès de Florence, le professeur Dani Bolognesi (Duke University Medical Center), leur développement n'en est encore qu'à un stade très préliminaire et il faudra de vastes essais thérapeutiques pour apprécier leur éventuelle efficacité.

### Des souches multiples de virus

Pour ce qui est des vaccins à visée préventive, le professeur Bolognesi a indiqué que leur mise au point serait encore plus longue. « Comment définir l'immunité protectrice ? », s'est-il demandé. Des résultats assez encourageants ont tout de même été présentés par le docteur Barney Graham, de l'AIDS Vaccine Clinical Trial Network des Etats-Unis. Ils ont été obtenus en administrant un candidat-vaccin, mis au point par la firme Bristol-Myers Squibb à partir de la protéine GP 160, à douze personnes volontaires et séronégatives. D'abord, ce vaccin leur a été injecté en deux temps (une première injection et une seconde, de rappel, huit semaines plus tard). Il s'en est suivi une réponse immunitaire en général « faible », mais « durable ». En outre, aucune production d'anticorps neutralisants n'a pu être observée.

Une deuxième phase de cette étude a consisté en l'injection, toujours à ces douze personnes adultes, d'une dose-rappel de 640 microgrammes de GP 160. Cette fois, la réponse immunitaire a été beaucoup plus importante et, dans sept cas sur douze, des anticorps neutralisants ont même pu être obtenus. Mais, là encore, rien ne dit qu'une telle réponse se révélerait suffisante face au VIH.

Ces problèmes ne sont malheureusement pas les seuls auxquels sont confrontés les chercheurs. Dans un éditorial publié jeudi 20 juin dans *Science*, le bulletin quotidien du congrès, le professeur Simon Wain-Hobson (Institut Pasteur de Paris) explique que le nouvel écueil attend les scientifiques. La plupart des vaccins expérimentaux, écrit-il, sont préparés à partir d'une seule souche de

virus (VIH-LAI), celle qui a été découverte en 1983 à l'Institut Pasteur. C'est un peu comme si, explique-t-il, on énonçait comment vit un habitant de Florence et qu'on estimait ensuite tout savoir sur le mode de vie des Italiens en général. On trouve maintenant du VIH-LAI dans tous les laboratoires du monde, mais est-ce vraiment sûr qu'il en est de même pour tous les malades infectés de par le monde ? Assurément non.

Ainsi, par exemple, la souche V3 du VIH-LAI - c'est-à-dire la partie de l'enveloppe protéique du virus contre laquelle les anticorps neutralisants sont principalement dirigés - est unique, si on la compare au millier de souches différentes du HIV aujourd'hui déjà répertoriées. Tout cela est assez « déprimant », conclut le professeur Wain-Hobson.

La question soulevée par le professeur Wain-Hobson est de savoir s'il sera un jour possible de mettre au point un vaccin universel contre le sida, un seul et même vaccin qui protégerait contre toutes les souches du VIH. A plusieurs reprises au cours du congrès, tant le professeur Luc Montagnier que le professeur Dani Bolognesi n'ont pas écarté l'idée selon laquelle les chercheurs seront contraints, du fait de la grande variabilité génétique du virus, en particulier selon les régions du globe, de mettre au point plusieurs vaccins antisida différents dirigés contre les principaux groupes de souches virales.

Si cette « approche géographique », selon l'expression du professeur Bolognesi, était en définitive privilégiée, tout le problème serait de savoir l'ordre des priorités.

FRANCK NOUCHI

Devant le congrès de la Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés

## M<sup>me</sup> Cresson annonce un projet de loi renforçant la prévention des risques professionnels

LA ROCHELLE

de notre envoyé spécial

M<sup>me</sup> Edith Cresson a rejoint à La Rochelle, vendredi 21 juin, M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés et des accidentés de la vie, pour clore le trente-neuvième congrès de la Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés (FNATH), devant lequel elle a annoncé le dépôt d'un projet de loi sur les risques professionnels.

Ce texte doit être examiné « prochainement » par le Parlement. Il « marquera la transcription en droit français de différentes directives communautaires », ce qui fait dire au premier ministre que « la France sera ainsi fidèle à son rôle de pionnier dans la réalisation concrète de l'Europe sociale ».

Le projet annoncé par M<sup>me</sup> Cresson doit renforcer le dispositif existant, en « mettant davantage l'accent sur la prévention, en assurant une plus grande information des salariés sur les risques liés au travail, en prévoyant la mise en place de comités d'hygiène et de sécurité (CHS) dans tous les établissements de plus de cinquante salariés du secteur du bâtiment et des travaux publics ».

M<sup>me</sup> Cresson a également indiqué que le texte précisera les moyens dont doivent être dotés les CHS et apportera donc « une amélioration notable, en particulier dans le secteur particulièrement exposé du BTP ».

Le dépôt de ce projet de loi devrait s'accompagner d'instructions données à l'inspection du travail pour « renforcer encore son contrôle », alors que le taux d'accidents du travail a recommencé à

se dégrader depuis trois ans, en liaison avec l'intensification de l'activité économique de 1988 à 1990, et « la part de travail précaire et de sous-traitance que comporte toute reprise ».

Sur un autre plan, M<sup>me</sup> Cresson a répondu au secrétaire général de la FNATH, M. Marcel Royer, qui avait exprimé la déception des trois cent mille adhérents de sa fédération face à l'augmentation des cotisations maladie des seuls salariés et s'était élevé contre « le double le plus complet » qui plane encore sur la revalorisation des retraites. Plus généralement, M. Royer s'est inquiété « de cette rigueur dont nous avons parlé, et qui ne semble pas devoir épargner les plus défavorisés ».

M<sup>me</sup> Cresson a de nouveau justifié ses choix, en affirmant que son « gouvernement ne sera pas celui qui laissera aller à vau-l'eau la Sécurité sociale » et en ajoutant qu'« il ne s'agit (...) pas d'être rigoureux par principe », mais « d'être responsable par nécessité ». Elle a souligné que si la progression des dépenses de santé n'est pas maîtrisée, n'importe quel gouvernement devra augmenter « encore (...) beaucoup de fois » les cotisations d'assurance-maladie. M<sup>me</sup> Cresson a réaffirmé que la CSG n'est mise ni « à l'encaissement », ni « à l'index ». Elle a ajouté que son « souhait est d'éviter qu'à l'avenir on doive prélever davantage sur les revenus, en particulier sur les revenus des salariés, pour financer la protection sociale » avant de conclure en appelant à « inventer un modèle français (...) de la gestion des dépenses de santé ».

J.-L. A.

## L'ESSENTIEL

## DATES

Il y a cinquante ans : l'invasion de l'URSS..... 2

## ÉTRANGER

M. Waldheim jette l'éponge

Le président autrichien ne briguera pas un second mandat... 6

Démission de la présidente du PS japonais..... 6

## POLITIQUE

M. Chirac et l'immigration

Le président du RPR, en visite à Nice, a estimé que son « message » est bien « passé ». 7 et 8

Socialisme et République en conclave

Les membres du courant de M. Jean-Pierre Chevènement se sont réunis ce week-end à Paris. 8

Livres politiques

Par André Laurens..... 8

## COMMUNICATION

Télévisions régionales en Europe

M. Bourges plaide pour une coopération transfrontalière.... 8

## SOCIÉTÉ

Le nouveau code pénal à l'Assemblée nationale

Le harcèlement sexuel sera possible de prison..... 9

## CULTURE

La fête de la musique.... 10

M. José Cabanis reçu à l'Académie française..... 11 à 14

## HEURES LOCALES

• Miracles et mirage de la thalassothérapie • La région Rhône-Alpes consulte ses élus par référendum • Un partenaire nommé UCPA • Dossier : le contentieux de l'urbanisme..... 17 à 20

## ÉCONOMIE

Un permis de conduire européen en 1996..... 21

Revue des valeurs..... 22

Charges, Crédits

Grands marchés..... 23

## Services

Abonnements..... 2  
Carnet..... 16  
Météorologie..... 16  
Mots croisés..... 16  
Télévision..... 16  
Spectacles..... 15

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 22 juin 1991 a été tiré à 490 886 exemplaires.

## ÉTATS-UNIS

## Le Congrès sollicite à nouveau pour sauver les caisses d'épargne

Le Congrès américain devrait se voir demander dans les prochains jours une rallonge de 80 milliards de dollars (480 milliards de francs) aux 85 milliards de dollars de dépense pour financer le plan de sauvetage des caisses d'épargne. C'est ce qu'a annoncé, le 21 juin devant la commission bancaire du Sénat, M. William Seidman, président de la Federal Deposit Insurance Corp. (FDIC), agence fédérale chargée d'assurer les dépôts bancaires, et

aussi administrateur de la résolution Trust Corp. (RTC), agence fédérale créée en 1989 pour mener la restructuration des caisses d'épargne.

Celle-ci fait l'objet de violentes critiques pour sa lenteur et ses dépenses budgétaires. Le M. Seidman vient d'accepter le remplacement de M. David Cooke, l'homme qu'il avait lui-même nommé à la tête de la RTC il y a deux ans.

## EN BREF

■ AUTRICHE : le gouverneur de Carinthie a été démis de ses fonctions. - Le chef du Parti libéral de droite (FPÖ), M. Jörg Haider, a été démis, vendredi 21 juin, de ses fonctions de gouverneur de Carinthie (sud de l'Autriche) par une motion de défiance déposée par les sociaux-démocrates et soutenue par les conservateurs à la Diète provinciale à la suite de ses déclarations vantant la « politique d'emploi correcte sous le III<sup>e</sup> Reich ».

■ Commémoration de l'opération Barbarossa. - L'Union soviétique s'est « fermement engagée dans la voie de la réconciliation » avec le peuple allemand et les relations entre les deux pays doivent constituer « un véritable exemple de bon voisinage et de partenariat », a déclaré, vendredi 21 juin, le président Mikhail Gorbatchev dans un message télévisé à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'attaque de l'Allemagne nazie contre l'URSS, le 22 juin 1941 (voir page 2). La victoire de la coalition anti-hitlérienne « avait donné à l'humanité une chance unique pour une avancée commune vers un nouvel ordre démocratique. Cette chance a été

perdue (...) avec la guerre froide », a-t-il estimé. Le chancelier Helmut Kohl a lancé de son côté un appel « à l'amitié et à la paix » aux jeunes générations soviétiques et allemandes, dans un texte diffusé par la télévision soviétique. Dans un message à M. Gorbatchev, il a déclaré que « le peuple allemand a fini par payer lui-même un prix élevé ». - (AFP).

■ La Cour de cassation rejette des pourvois contre le PNFE (extrême droite). - La chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté les pourvois formés par le procureur général près la cour d'appel d'Aix-en-Provence, par la Cimade et la LICRA contre l'arrêt rendu en faveur de trois responsables du Parti nationaliste français et européen (PNFE, néo-nazi) dans les affaires d'attentats visant des foyers Sonacotra de la Côte d'Azur (le Monde du 26 janvier). Le non-lieu dont avait bénéficié, en appel, MM. Claude Cornilleau, président du PNFE, François Allouchery, ancien secrétaire général, et Serge Lecanu, ancien secrétaire général de la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP), devient définitif.

Lundi 24 juin

## Le trafic aérien fortement réduit par la grève des contrôleurs

Le trafic aérien sera très fortement réduit en France, lundi 24 juin, par la grève des contrôleurs de l'aviation civile sur l'ensemble du territoire, déclenchée à l'appel des deux syndicats qui réclament un accroissement des effectifs et une revalorisation des salaires.

Les tours de contrôle de plusieurs aéroports français (Grenoble, Montpellier, Perpignan, Turin, Pau, Biarritz, Brest, Quimper, Rennes, et Lille) vont notamment être fermés, ce qui entraîne la suppression des vols depuis ou vers ces villes, notamment pour Air Inter. La compagnie intérieure, qui devra annuler au total 65 % de ses vols, va, en revanche, renforcer la desserte de Bordeaux et de Nîmes pour compenser la fermeture des aéroports du Midi et va assurer en totalité celle de la Corse. Air France aussi assurera la totalité de ses vols vers la Corse, mais seulement un vol court-courrier ou moyen-courrier sur quatre en moyenne (ce qui correspond à la plupart des destinations européennes ou d'Afrique du Nord). En revanche, les vols long-courriers seront tous maintenus (notamment ceux à destination des départements d'outre-mer).

Air Inter recommande aux passagers de confirmer leur réservation en téléphonant, pour Paris au (1) 45-39-25-25, pour la province, aux centres de réservation régionaux, ou en consultant le Minitel au 36-14 ou 36-15 code AIRINTER. Air France invite à appeler, pour les vols au départ le (1) 43-20-11-55, pour les vols à l'arrivée, le (1) 43-20-15-55, ou bien les centres régionaux de réservation (à Paris le (1) 45-35-61-61) ou le service Minitel 36-15 ou 36-16 code AF.

■ MARSEILLE : la SNCF fait appel à l'inspection générale du travail. - La SNCF a décidé de faire appel à l'inspection générale du travail des transports pour trouver une issue au conflit qui paralyse depuis douze jours la gare Saint-Charles de Marseille. Les grévistes, appuyés par les syndicats CGT et CFDT, ont rejeté vendredi 21 juin en assemblée générale les propositions de la direction (qui comprendraient notamment une prime annuelle de 950 F versée en plus sur le plan national, d'indemnités de travail de nuit, réclamant toujours une « prime de panier » de 25 F par jour (soit plus de 5 000 F par an). Ils ont décidé de continuer à bloquer les voies.

Dimanche 22h30

## "J'AI DIX ANS !"

LA FOLLE HISTOIRE DE LA F.M.

13 ÉPISODES RADIO

JUSQU'AU 30 JUIN



Europe 2

Le Monde

RADIO

LES É

au



Cheminé solitaire  
création de Luc B.  
sur la SEPT et FR3



مكتبة الطفل